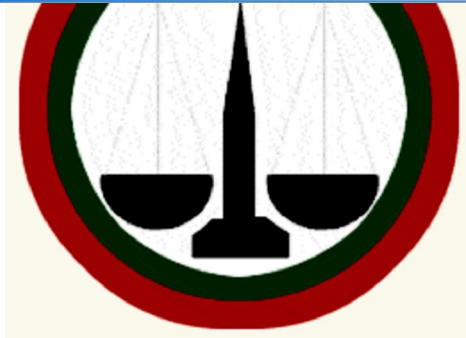


 **PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



# BURKINA FASO

## Ministère de la Justice

# ANNUAIRE STATISTIQUE 2010



**Edition Janvier 2012**

**REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**  
**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**  
Direction des Etudes et de la Planification



# **ANNUAIRE STATISTIQUE 2010**



**Edition janvier 2012**



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Le Ministère de la Justice avec l'appui de l'Union Européenne a engagé un processus de production des statistiques judiciaires et pénitentiaires en 2007. Depuis lors, le ministère met à la disposition des utilisateurs un annuaire statistique annuel de la justice. Le présent document qui constitue la cinquième édition du genre, s'inscrit dans la dynamique du Ministère de la Justice à fournir aux utilisateurs les données sur la situations des indicateurs de la justice.

Cette publication qui a bénéficié de l'appui financier de l'UNICEF a été faite suivant un processus de collecte et de traitement des données pour mieux répondre aux besoins des utilisateurs. L'annuaire statistique 2011 met en exergue les données relatives à la transparence, à la bonne gouvernance et à l'efficacité du système judiciaire au Burkina Faso. L'apparition de cette édition marque la volonté du gouvernement à favoriser et à pérenniser la production des données sur la gouvernance au Burkina Faso. Pour valoriser ces données, des séances de formations des utilisateurs ont été organisées au cours des années antérieures. Ces formations ont permis aux différents acteurs de s'approprier de l'utilité des statistiques du secteur de la justice, du processus de collecte, de comprendre davantage l'émergence de certains phénomènes sociaux et de se rendre compte des perspectives de production des données relatives aux droits humains dans les années à venir.

Je souhaite en tant que Garde des sceaux, que la production et l'utilisation des statistiques de mon département permettent d'apprécier le travail abattu dans nos juridictions et établissements pénitentiaires et sur l'état de la Gouvernance dans notre pays.

L'annuaire statistique 2010 de la justice prend en compte les données de 2002 à 2010. Il fait la description chiffrée de l'évolution des activités judiciaires et pénitentiaires et articule autour de cinq (5) grandes parties. Ceux ci rendent compte de l'évolution des ressources du ministère, des activités des juridictions et des maisons d'arrêt et de correction. L'activité des juridictions concerne principalement les affaires nouvelles et les décisions rendues, tandis que celles des maisons d'arrêt sont liées essentiellement à l'état de la population carcérale.

La présente édition de l'annuaire statistique de la justice est faite à l'image des éditions antérieures. Cependant, il faut noter qu'elle tient compte des remarques et des critiques faites par les utilisateurs sur les éditions passées

Malgré de nombreux efforts faits pour parfaire le document, nous sommes conscients qu'il peut comporter des lacunes et des imperfections. Aussi, toute observation, critique ou suggestion pouvant contribuer à l'amélioration des prochaines éditions sera toujours la bienvenue. En tout état de cause, dans la perspective de la mise en œuvre de la politique nationale de la Justice et de son plan d'action, il est prévu le renforcement de la production statistique. Il s'agira de diffuser les nouvelles sources de données statistiques, de prendre en compte des statistiques sectorielles (Ministères de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité) et d'élaborer un rapport qualité sur les publications statistiques. Par ailleurs, notre ambition est d'autonomiser davantage les juridictions dans la production des statistiques. En attendant ces réformes, j'ai bon espoir que l'annuaire statistique 2010 répondra à vos attentes.

Enfin, je tiens à encourager à l'équipe de la chancellerie et à tout le personnel des juridictions et des établissements pénitentiaires qui ont contribué, de près ou de loin et de quelque manière que ce soit, à l'élaboration du document. Le ministère saisie cette occasion pour adresser ses remerciements au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) qui nous a accompagné financièrement dans tout le processus. Je salue ce devoir méritoire et les exhorte à continuer dans ce sens pour que le Burkina Faso demeure la référence africaine dans la production des statistiques judiciaires et pénitentiaires.

Le Ministre de la Justice, Garde des sceaux.

**Salamata SAWADOGO**



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Avant-propos .....	3
Table des matières .....	5
Abréviations .....	7
Démarche méthodologique .....	9
Les chiffres clés de la justice.....	11
I. Organisation du Ministère de la justice.....	13
I.1. Présentation des structures centrales.....	14
I.2. Organigramme .....	17
II. Moyens de la justice .....	19
II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires .....	20
II.2. Budget .....	24
II.3. Personnel.....	25
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire.....	42
III.1. Cour de cassation .....	43
III.2. Cours d'appel.....	45
III.3. Tribunaux de grande instance .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.1. Activités en matière civile et commerciale des tribunaux de grande instance.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.1.2. Activités civiles des parquets.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de grande instance.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de grande instance.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.3.2.4. Activités des greffes des tribunaux de grande instance.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
III.4. Tribunaux d'instance .....	115
III.5. Juridictions pour enfants : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants.....	120
III.6. Tribunaux du travail.....	124
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif.....	129
IV.1. Cour des comptes .....	130
IV.2. Conseil d'État.....	134
IV.3. Tribunaux administratifs .....	138
V. Établissements pénitentiaires .....	149
V.1. Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées.....	150
V.2. Caractéristiques des prévenus .....	155
V.3. Caractéristiques des inculpés.....	160
V.4. Caractéristiques des condamnés.....	167
Liste des tableaux.....	175



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

CA	Cour d'appel
CC	Cour de cassation
CCO	Cour des comptes
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte nationale d'identité burkinabé
CPAB	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
DEP	Direction des études et de la planification
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DGAP	Direction générale des affaires pénitentiaires
DGGSP	Direction générale de la GSP
DRH	Direction des ressources humaines
DG-COOP	Direction générale de la coopération
ENP	École nationale de police
EP	Etablissement pénitentiaire
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
ITSJ	Inspection technique des services judiciaires
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
JE	Juge des enfants
MAC	Maison d'arrêt et de correction
MACO	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
nd	Non disponible (information non disponible à la source)
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TA	Tribunal administratif
TAR	Tribunal d'arrondissement
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TPE	Tribunal pour enfants
TT	Tribunal du travail
TC	Tribunal de commerce



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

La collaboration de l'Annuaire statistique 2010 de la Justice s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un système d'information statistique performant et pérenne au Ministère de la Justice. Cette opération est supervisée par la DEP et plusieurs directions techniques du Ministère y sont impliquées (DGAJJ, DGAP(actuel DGPCS), DGGSP, DRH, DAF).

La démarche pour la collaboration de cette cinquième édition a consisté dans un premier temps à faire un bilan du processus de collaboration des éditions précédentes. Cela a permis d'améliorer, de réajuster ou de définir de nouvelles sections dans les outils de collecte.

Les documents de collecte ont été envoyés par courrier dans les juridictions et établissements pénitentiaires avant le passage de l'équipe de supervision de la chancellerie du 26 septembre au 25 octobre 2011 dans ces différentes structures pour contrôler et récupérer les questionnaires remplis.

La tournée de contrôle et de récupération des questionnaires s'est déroulée dans toutes les juridictions et tous les établissements pénitentiaires. La collecte dans les structures de Ouagadougou s'est déroulée sur une plus longue période. Débutée en septembre, c'est finalement au retour de la mission de supervision dans les structures hors de Ouagadougou que la collecte dans celles de Ouagadougou a été achevée.

Des difficultés ont émaillé l'étape de collecte. La mobilité des greffiers et le déficit de formation à l'utilisation des outils de collecte n'ont pas favorisé le remplissage des questionnaires avant le passage de la mission de supervision. Dans au moins la moitié des structures, la mission de supervision a été obligée de faire elle-même ou de refaire le travail car il n'était pas fait ou pas correctement fait. Il est donc indispensable que des moyens soient mobilisés pour la formation des correspondants statistiques dans les juridictions et les établissements pénitentiaires afin que cette tâche soit normalement et régulièrement exécutée.

L'exploitation informatique des informations collectées a débuté durant la première semaine du mois de décembre 2010 par l'actualisation de la structure de la base de données et des formulaires de saisie conformément aux dernières versions des questionnaires de collecte.

La saisie des informations collectées, l'appurement et la tabulation des données ainsi que la collaboration du draft de l'annuaire ont été réalisés entre janvier et février 2011. Ces étapes ont été réalisées par une synergie des cadres de la DEP. Ces travaux ont été facilités par l'expérience accumulée lors du processus de collaboration des annuaires précédents.

La relecture et la finalisation de l'annuaire ont été réalisées simultanément et au fur et à mesure de la disponibilité des tableaux par le groupe de travail mis en place à cet effet. Les résultats de la collecte des données sont présentés à divers niveaux d'agrégation mais les données détaillées restent disponibles dans la base de données accessible à la DEP.



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)


	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>pénitentiaires</b>									
<b>Juridictions de l'ordre judiciaire</b>									
Cour de cassation	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	11	11	12	16	19	19	20	23	24
Tribunaux d'instance	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Juges des enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	8	8	8
<b>Juridictions de l'ordre administratif</b>									
Cour des comptes	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	11	11	12	16	19	19	20	23	24
<b>Établissements pénitentiaires</b>									
Maisons d'arrêt et de correction	10	10	10	15	19	19	20	23	24
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Moyens</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	2 429,8	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,3	8930,5
Effectifs des magistrats dans le système judiciaire	179	205	236	263	287	308	333	354	369
<b>Activités des juridictions de l'ordre judiciaire</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Cour de Cassation</b>									
Affaires nouvelles	-	126	112	151	172	170	155	183	158
Décisions rendues	-	78	114	95	162	161	145	145	122
Conclusions rendues par le parquet général	-	77	110	75	138	154	146	113	76
<b>Cours d'appel</b>									
Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales	865	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997
Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales	537	748	605	531	679	807	742	863	944
Affaires nouvelles pénales	333	275	247	258	380	353	526	593	371
Décisions des chambres d'accusation	124	237	244	198	249	185	234	188	
<b>Tribunaux de grande instance</b>									
Affaires nouvelles civiles et commerciales	1 928	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6494
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales	1 813	1 952	1 915	2 187	2 782	3 178	3 685	4 618	5284
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	5 640	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10696
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	4 336	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 950	6686
Affaires nouvelles en instruction	669	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900
Affaires en Instruction terminées	302	232	186	283	299	438	355	801	438
<b>Tribunaux d'instance</b>									
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	-	-	108	202	243	229	265	241	278
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	-	-	78	182	234	208	269	186	229
<b>Juges des enfants</b>									
Affaires nouvelles	-	-	0	83	59	66	112	105	100
Décisions rendues	-	-	0	50	63	66	112	329	105
<b>Tribunaux pour enfants</b>									
Affaires nouvelles	-	-	0	0	11	1	15	1	10
Affaires terminées	-	-	0	0	2	0	11	10	0
<b>Tribunaux du travail</b>									
Affaires nouvelles	340	354	323	440	459	578	673	710	739
Décisions rendues	316	295	457	447	379	346	423	488	674
<b>Activités des juridictions de l'ordre administratif</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
<b>Cour des comptes</b>									
Comptes de gestion reçus	47	85	378	446	352	835	472	247	234
Arrêts provisoires et définitifs rendus	0	0	0	0	2	26	45	155	54
Contrôles de gestion effectués	0	2	6	11	3	13	11	11	3
<b>Conseil d'État</b>									
Affaires nouvelles	35	47	67	50	87	62	63	79	87
Affaires jugées	10	11	46	38	60	53	55	64	17
<b>Tribunaux administratifs</b>									
Affaires nouvelles	96	93	105	105	210	158	165	216	184
Décisions rendues	86	95	125	111	221	151	115	122	186
<b>Établissements pénitentiaires</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Ensemble de détenus au 31 décembre	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198
Nombre d'inculpés au 31 décembre	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160
Nombre de prévenus au 31 décembre				512	205	674	563	1000	689
Nombre de condamnés au 31 décembre	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 994	3179



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

## I. Organisation du Ministère de la justice

---

Le Ministère de la justice est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n° 2006-216 /PRES/PM du 15 mai 2006, portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de justice.

A ce titre, le Ministre de la justice, Garde des sceaux est chargé :

- de l'organisation et du fonctionnement de l'appareil judiciaire ;
- de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, pénale, administrative et sociale ;
- de l'organisation et du contrôle de la discipline des professions auxiliaires de justice ;
- de la garde des sceaux de l'État ;
- du contrôle et du suivi des services de l'état civil ;
- de la gestion des demandes de naturalisation et de délivrance des certificats de nationalité ;
- de la réglementation pénitentiaire et de la gestion des établissements pénitentiaires ;
- du suivi et de la mise en œuvre des accords internationaux en matière de justice.

Le Conseil des ministres en sa séance en date du 27 juillet 2009, a examiné et adopté un nouveau décret portant organisation du Ministère de la Justice. Ce décret vise à mettre en cohérence la structuration du ministère et à le rendre plus opérationnel. Les principales innovations concernent la création d'une Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire (DGGSP) rattachée au cabinet ; la création d'une Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGJJ) et enfin la création d'une Direction générale des affaires pénitentiaires (DGAP).

En tout état de cause, le Ministère de la justice est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

## A/ Le cabinet

Le cabinet comprend :

- **Les conseillers techniques** qui assistent le Ministre dans l'étude de toutes les questions relevant de leurs compétences ;
- **L'Inspection technique des services judiciaires** qui assure le suivi-conseil et le contrôle du fonctionnement des services judiciaires ainsi que de l'application de la politique du département ;

A ce titre, elle est chargée de :

- veiller au fonctionnement régulier des juridictions et des services administratifs ;
- prodiguer aux magistrats et aux greffiers des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- contrôler l'application des textes législatifs et réglementaires en matière de justice ;
- contrôler les institutions régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- étudier les réclamations des administrés et des usagers des services de la justice ;
- effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- proposer au Ministre des mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

L'Inspection a également pouvoir de contrôle et de vérification aussi bien à titre préventif qu'a posteriori sur les juridictions, les établissements pénitentiaires, les services centraux et rattachés ainsi que les projets en cours du département.

**urité pénitentiaire (DGGSP)** qui organise et assure la discipline du  
te en matière;

et de suivi des mesures d'ordre, de discipline et de sécurité au sein  
domaines relevant du Ministère de la justice ;

- de questions relatives à la formation, l'administration, la discipline et l'inspection des personnels de la sécurité pénitentiaire en collaboration avec les directions compétentes du Ministère ;
- de questions relatives à l'acquisition, la gestion, l'entretien et le suivi du casernement, du matériel technique et spécifique de la sécurité pénitentiaire en collaboration avec les directions compétentes du Ministère.
- **Le Secrétariat particulier** qui assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et exécute toute autre mission confidentielle à lui confiée par le Ministre ;
- **Le Protocole du Ministre** qui est chargé, en relation avec le protocole d'État, de l'organisation des audiences, des déplacements et cérémonies officiels du Ministre.

## B/ Le Secrétariat général

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Ministère. Il est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, déconcentrées et rattachées. Il assure la continuité de l'action administrative du Ministère.

Il assure également les relations techniques du département avec les autres ministères et autres structures.

**Les directions centrales sont les suivantes :**

- **La Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ)**

Cette direction prépare les projets de réformes législatives et réglementaires en droit privé et concourt à l'élaboration du droit public. Elle exerce la tutelle des professions judiciaires et juridiques soumises à la chancellerie. Dans les matières relevant de sa compétence, elle conseille les autres administrations publiques. Ses attributions sont les suivantes :

- suivre l'administration de la justice en matière civile, pénale, commerciale, administrative et sociale, ainsi que les questions relatives à l'état des personnes, à leur nationalité, et les conventions internationales intéressant le droit privé ;
- soumettre à l'appréciation du Ministre de la justice, les grandes orientations de la politique criminelle et de l'administration de la justice en matière civile, pénale, commerciale, administrative et sociale ;
- proposer au Ministre de la justice des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions ;
- assurer le contrôle et la discipline des auxiliaires de justice ;
- concevoir et coordonner toutes les questions relatives aux Sceaux de l'État ;
- examiner les pièces périodiques de toutes les juridictions et en assurer la conservation ;
- établir les rapports périodiques demandés par les organisations internationales ;
- assurer le secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature, sauf lorsque cet organe se réunit pour statuer en matière d'avancement ou en matière disciplinaire ;
- élaborer, en liaison avec les autres directions et, le cas échéant, les autres départements ministériels intéressés, les projets de lois, ordonnances, décrets et circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au statut de la magistrature, à la procédure devant toutes les juridictions et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, pénale et sociale ;
- donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels, notamment les textes comportant des dispositions pénales ;
- procéder aux publications en matière juridique ;
- assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux.

- **La Direction générale des affaires pénitentiaires (DGAP)**

Cette direction est chargée de :

semble des activités et des services chargés de l'exécution des ts pénitentiaires, des services de l'éducation surveillée et de la

- l'initiation de toute étude et la proposition de toute solution tendant à l'humanisation des prisons.

- **La Direction de l'Administration et des finances (DAF)**

Cette direction est chargée de la gestion du budget et du matériel du département. A ce titre, elle est chargée de :

- élaborer le projet de budget ;
- gérer les crédits alloués au département ;
- tenir une comptabilité matière des biens meubles et immeubles du département ;
- gérer le parc automobile et les autres équipements.

- **La Direction des études et de la planification (DEP)**

Cette direction est chargée de :

- centraliser et suivre l'exécution du planning des activités du Ministère ;
- centraliser et traiter l'ensemble des données relatives à tous les projets en cours de réalisation ou à réaliser ;
- suivre, coordonner et contrôler l'ensemble des projets du Ministère, inscrits ou non, dans les plans et programmes de développement ;
- étudier, concevoir et mettre en forme des documents de projets à soumettre aux bailleurs de fonds ;
- initier et mettre en œuvre la politique informatique du Ministère ;
- collecter, centraliser et traiter les instruments statistiques ;
- mener toute étude prospective concernant le Ministère ;
- élaborer et assurer l'exécution du programme d'investissement public de l'année ;
- centraliser les programmes et rapports d'activités.

- **La Direction des ressources humaines (DRH)**

Cette direction est chargée de :

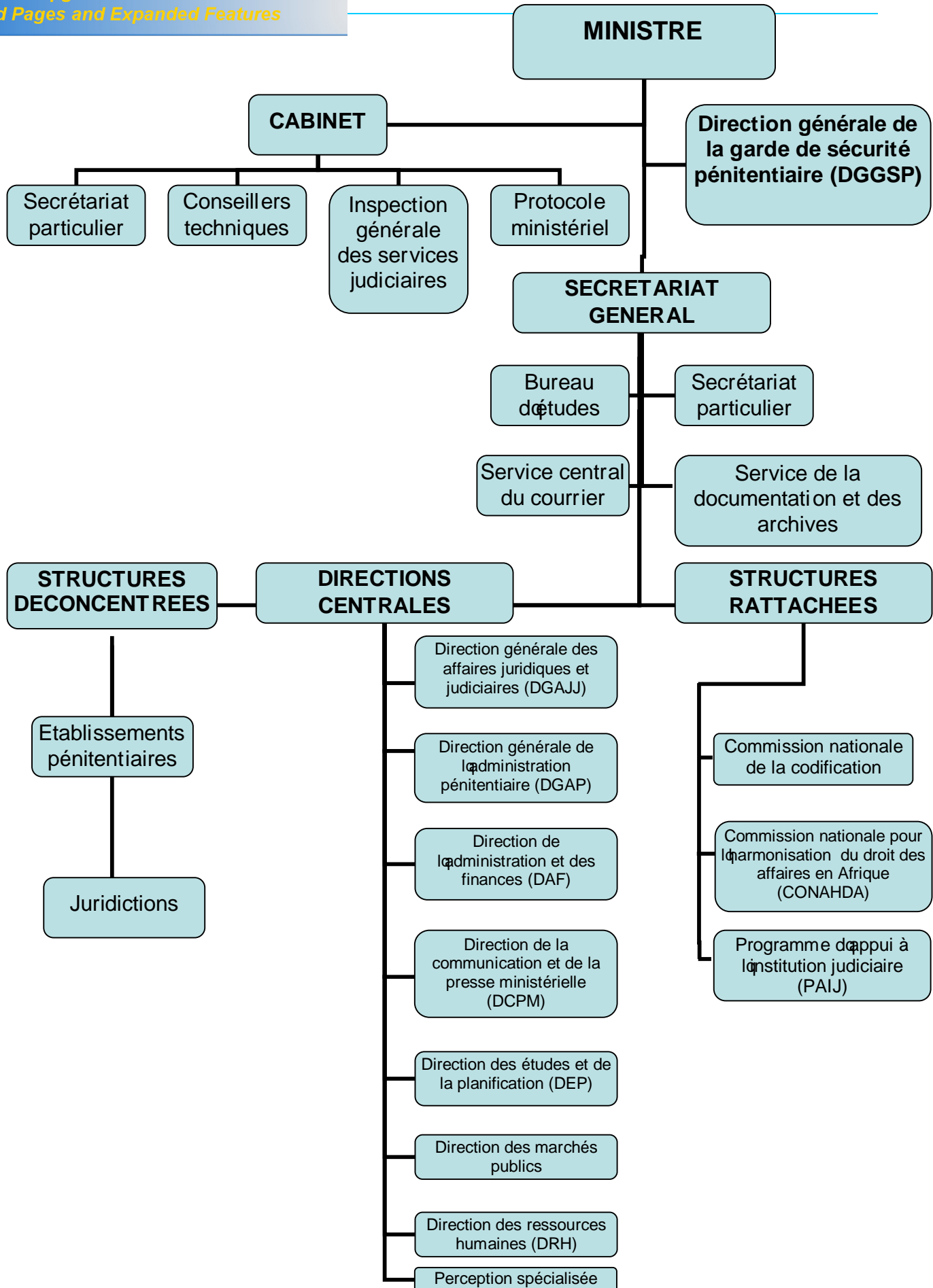
- la définition et la mise en œuvre d'une politique de gestion de ressources humaines du Ministère ;
- la gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs du Ministère ;
- la conception et la mise en œuvre d'outils et de moyens visant à accroître le rendement des agents ;
- la gestion des carrières des agents du Ministère ;
- la conception et la mise en œuvre des plans et programmes de formation des agents du Ministère.

- **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) : elle assure la communication, l'information et la couverture médiatique des activités du Ministère et de ses démembrements.**

- **La Direction des marchés publics est chargée de la gestion des marchés du ministère. A ce titre, elle :**

- Elabore le plan général annuel de passation des marchés ;
- Exécute le plan de passation et élabore les rapports y relatifs ;
- Etc.

- **La Perception spécialisée** organise la collecte des recettes de service du Ministère et le reversement de ces fonds au Receveur Général. En Outre, elle centralise les opérations des régies de recettes, tient la comptabilité des recettes de services, gère les quitanciers et valeurs, prend les mesures appropriées tendant à l'amélioration des recouvrement des produits des greffes et des frais et amendes de justice en collaboration avec la direction des greffes





**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

## II. Moyens de la justice

---

## Concepts

### Juridictions de l'ordre judiciaire

**Cour de cassation** : Juridiction suprême de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. La Cour de cassation, créée par la loi n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, est fonctionnelle depuis 2003.

**Cour d'appel** : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail, elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

**Tribunal de grande instance** : Juridiction de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

**Tribunal d'instance** : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux et des tribunaux d'arrondissement.

**Tribunal du travail** : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail.

**Tribunal pour enfants** : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressorts en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 AN/ du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

**Juge des enfants** : Institué au siège des TGI de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

**Tribunal départemental et tribunal d'arrondissement** : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

### Juridictions de l'ordre administratif

**Cour des comptes** : Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

**Conseil d'État** : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'État est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

**Tribunal administratif** : Juridiction du premier degré de l'ordre administratif, il est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'État, juge de droit commun du contentieux administratif : contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation.

ements pénitentiaires fonctionnels

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cour de cassation (CC)	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	11	11	12	16	19	19	20	23	24
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants (TPE)	-	-	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement (TAR)	8	8	8	8	8	8	8	8	8
<b>Les juridictions de l'ordre administratif</b>									
Cour des comptes (CCO)	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	-	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	11	11	12	16	19	19	20	23	24
<b>Etablissements pénitentiaires</b>									
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	10	10	10	15	19	19	20	23	24
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2010 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17								1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	25	3	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		17								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19								1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1						1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	5	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouahigouya			1		22								1	1
Tenkodogo			1		30								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	24	2	349	8	3	2	2	2	1	1	24	25

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.

**Maison d'arrêt et de correction** : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

**Centre pénitentiaire agricole** : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

**Abréviations des structures :**

<b>CA</b> :	Cour d'appel
<b>CC</b> :	Cour de cassation
<b>CCO</b>	Cour des comptes
<b>CE</b> :	Conseil d'État
<b>CPAB</b>	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
<b>JE</b> :	Juge des enfants
<b>EP</b>	Etablissement pénitentiaire
<b>MAC</b> :	Maison d'arrêt et de correction
<b>TA</b> :	Tribunal administratif
<b>TAR</b> :	Tribunal d'arrondissement
<b>TD</b> :	Tribunal départemental
<b>TGI</b> :	Tribunal de grande instance
<b>TI</b> :	Tribunal d'instance
<b>TPE</b>	Tribunal pour enfants
<b>TT</b> :	Tribunal du travail
<b>TC</b> :	Tribunal de commerce

**Note :**

*Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

				2001								
	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC				
Bobo-Dioulasso	1	4	-	125	3	1	-	-	4	4	-	
Ouagadougou	1	7	-	224	5	2	-	-	7	7	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	
				2002								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	4	-	125	3	1	-	-	4	4	-	
Ouagadougou	1	7	-	224	5	2	-	-	7	7	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	
				2003								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	4	1	125	3	1	-	-	4	4	-	
Ouagadougou	1	9	1	224	5	2	-	-	9	7	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	
				2004								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	5	1	125	3	1	1	1	5	4	-	
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	7	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	
				2005								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	6	-	
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	11	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	
				2006								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-	
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	
				2007								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-	
Ouagadougou	1	13	1	224	5	2	1	1	13	13	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	
				2008								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	6	1	125	3	1	1	1	6	7	-	
Ouagadougou	1	14	1	224	5	2	1	1	14	14	-	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	
				2009								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1	
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>2</b>	
				2010								
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TE	JE	TA	EP	TC	
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1	
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1	
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>2</b>	

## Concepts

**Budget prévisionnel** : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

La loi des finances (loi initiale) présente le budget prévisionnel de l'État.

**Consommations budgétaires** : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

**Dépenses de personnel** : Rémunérations de activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

**Dépenses de équipement investissement** : Dépenses de acquisition de immobilisations incorporelles, de terrains, de meubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

**Dépenses en matériel** : Dépenses de acquisition de équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

**Dotation budgétaire** : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début de exercice.

**Transferts courants** : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

**Transferts en capital** : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

### Sources statistiques :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2002 à 2010 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du Ministère de l'économie et des finances.

es (en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
Personnel	791,1	1 141,5	1 341,2	1 805,3	1 949,0	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7
Matériel	317,9	384,9	430,1	412,9	338,9	683,0	940,5	1 026,7	980,51
Transferts courants	253,6	301,1	347,9	461,9	462,7	475,9	430,3	509,7	349,05
Équipement-investissement-transferts en capital	1 067,2	474,7	3 311,0	5 262,9	7 066,5	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2
Dont									
État	617,2	474,7	648,0	855,1	1 101,8	842,6	1 974,3	2 273,4	1 968,46
Ressources extérieures	450,0	0,0	2 663,0	4 407,8	5 964,8	2 462,9	1 489,8	636,83	1 195,80
<b>Total</b>	<b>2 429,8</b>	<b>2 302,2</b>	<b>5 430,2</b>	<b>7 943,0</b>	<b>9 817,1</b>	<b>6 942,1</b>	<b>7 002,5</b>	<b>7 167,4</b>	<b>8 930,5</b>

\*Les chiffres 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Lois de finances des années 2002 à 2010

Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)

	2002*	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Personnel	1 163,3	1 231,0	1 381,8	1 804,4	2 042,9	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6
Matériel	174,8	255,6	316,0	262,1	178,9	657,3	799,2	945,0	872,5
Transferts courants	159,3	211,4	218,9	289,3	315,1	371,5	429,1	445,2	349,0
Équipement-investissement-transferts en capital	390,9	51,3	2 703,6	2 008,8	1 220,3	2 797,4	1 003,7	2 219,2	1 832,3
Dont									
État	198,8	51,3	647,7	593,1	913,8	679,9	448,6	1 779,8	1 637,2
Ressources extérieures	192,0	0,0	2 055,9	1 415,7	306,5	2 117,5	555,1	439,4	195,1
<b>Total</b>	<b>1 888,3</b>	<b>1 749,3</b>	<b>4 620,3</b>	<b>4 364,6</b>	<b>3 757,2</b>	<b>6 278,1</b>	<b>5 045,8</b>	<b>5 594,5</b>	<b>7 838,5</b>

\*Les chiffres de 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances.

## Concepts

Le personnel du Ministère de la justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnels occupant des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que magistrats (personnel des greffes et parquets et personnel de sécurité pénitentiaire) ;
- de cadres occupant des emplois non spécifiques au Ministère de la justice (cadres venant des autres départements ministériels) ;
- d'autres personnels non spécifiques que sont les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les agents de bureau ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

Les magistrats sont régis par la loi organique n°036-2001/AN du 13 décembre 2001, ensemble son modificatif. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

Les **magistrats du ministère public** sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du tribunal administratif : le commissaire du gouvernement et ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et ses substituts ;
- au niveau de la Cour d'appel : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour de cassation : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la Cour des comptes : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du Conseil d'État : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

3 et par position

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
<b>Ensemble</b>	<b>207</b>	<b>237</b>	<b>265</b>	<b>292</b>	<b>317</b>	<b>341</b>	<b>371</b>	<b>406</b>	
<b>Sexe</b>									
Hommes	149	171	196	221	240	257	281	300	311
Femmes	58	66	69	71	77	84	90	94	95
<b>Ancienneté</b>									
Moins de 5 ans	48	78	93	122	138	148	148	149	134
5 à 9 ans	56	56	71	40	41	48	78	92	122
10 à 14 ans	0	0	0	30	40	49	49	62	34
15 à 20 ans	76	52	37	21	8	0	0	0	27
20 à 24 ans	17	39	49	63	72	74	50	35	21
25 ans et plus	10	12	15	16	18	22	46	56	68
<b>Position</b>									
Chancellerie	20	21	23	24	26	22	30	31	30
Juridictions	159	184	213	239	261	286	303	334	339
Détachements	5	6	5	7	9	10	11	09	09
Disponibilités	8	10	10	8	7	6	5	3	2
Mises à disposition	15	16	14	14	14	17	22	28	26

Tableau 2.7 : Magistrats par type de juridiction

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cour de cassation	18	18	18	20	23	27	26	25	24
Conseil constitutionnel	5	5	5	5	5	4	8	6	7
Conseil d'État	9	10	10	9	11	12	14	14	15
Cour des comptes	3	3	3	4	4	4	4	5	5
Cours d'appel	32	33	34	39	34	35	39	40	41
Tribunaux d'instance	-	4	4	6	5	5	6	6	7
Tribunaux de grande instance	82	99	118	131	154	170	173	192	204
Tribunaux du travail	4	6	7	8	8	12	11	12	11
Juges des enfants	-	-	2	2	2	2	2	2	4*
Tribunaux pour enfants	-	-	6	6	5	4	6	7	7*
Tribunaux administratifs	6	6	6	9	10	11	14	15	15
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	10	10

\*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils sont à la fois juge des enfants dans les tribunaux des enfants et juges au siège dans le TGI de la même localité.



Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambres et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers.
- Au niveau du Juge des enfants : juges
- Au niveau du Tribunal pour enfants : le président et les juges
- Au niveau du Tribunal de commerce : Le président et les juges

### **Sources statistiques**

*Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.*

			2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
			13	17	18	15	17	17	19
Ouagadougou	20	20	21	22	16	20	22	23	22
<b>Ensemble</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>39</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>39</b>	<b>40</b>	<b>41</b>
<b>Tribunaux pour enfants</b>									
Bobo-Dioulasso	-	-	3	3	3	2	3	3	3 *
Ouagadougou	-	-	3	3	2	2	3	4	4 *
<b>Ensemble</b>			<b>6</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7 *</b>
<b>Juges des enfants</b>									
Bobo-Dioulasso	-	-	1	1	1	1	1	1	2 *
Ouagadougou	-	-	1	1	1	1	1	1	2 *
<b>Ensemble</b>			<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4 *</b>
<b>Tribunaux du travail</b>									
Bobo-Dioulasso	1	1	2	3	3	3	3	4	4
Koudougou*	-	-	-	-	-	-	1	1	1*
Ouagadougou	3	5	5	5	5	8	7	7	7
<b>Ensemble</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>11</b>
<b>Tribunaux de distance</b>									
Bobo-Dioulasso	-	2	2	4	3	2	3	2	2
Ouagadougou	-	2	2	2	2	3	3	4	5
<b>Ensemble</b>		<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
<b>Tribunaux de commerce</b>									
Bobo-Dioulasso	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Ouagadougou	-	-	-	-	-	-	-	6	6
<b>Ensemble</b>	-	-	-	-	-	-	-	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>Tribunaux administratifs</b>									
Bobo-Dioulasso	2	2	2	3	4	4	5	6	9
Ouagadougou	4	4	4	6	6	7	9	9	11
<b>Ensemble</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>20</b>
<b>Tribunaux de grande instance</b>									
Banfora	6	6	7	6	6	6	6	6	6
Bobo-Dioulasso	16	16	17	17	23	29	25	28	28
Bogandé	-	1	4	4	6	5	4	5	5
Boromo	-	-	-	3	5	5	5	5	5
Dédougou	6	5	5	6	7	7	8	7	7
Diapaga	-	-	3	3	3	3	3	4	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Djibo	-	-	-	-	-	-	3	5	5
Dori	4	5	5	6	7	4	7	7	7
Fada N'gourma	6	4	4	6	6	10	6	6	6
Gaoua	4	5	6	6	5	6	6	7	7
Kaya	3	6	6	7	7	7	8	9	9
Kongoussi	-	-	3	3	5	5	5	5	5
Koudougou	-	6	7	8	8	8	9	10	10
Léo	-	-	-	-	-	3	3	4	4
Manga	-	-	3	4	5	5	5	6	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	3	4	4
Orodara	-	-	-	-	-	-	3	4	4
Ouagadougou	26	32	31	31	35	36	35	44	44
Ouahigouya	6	8	7	8	7	8	7	7	7
Tenkodogo	5	5	5	6	7	7	7	11	11
Tougan	-	-	2	3	5	5	5	5	5
Yako	-	-	1	1	3	5	5	5	5
Ziniaré	-	-	2	3	4	6	5	6	6
<b>Ensemble</b>	<b>82</b>	<b>99</b>	<b>118</b>	<b>131</b>	<b>154</b>	<b>170</b>	<b>173</b>	<b>204</b>	<b>204</b>

\*Ces magistrats exercent cumulativement deux fonctions : ils sont à la fois juge des enfants dans les tribunaux des enfants et juges au siège dans le TGI de la même localité. Aussi, les magistrats du TT de Koudougou sont cumulativement affectés au TGI de Koudougou, ils ont été comptabilisés au TGI.



Les personnels des emplois spécifiques du Ministère de la justice autres que magistrats sont régis par les dispositions du décret n°2004-327/PRES/PM/MFPRE/MJ/MFB du 04 août 2004 et se subdivisent en deux groupes :

- les emplois des greffes et parquets, encore appelés auxiliaires de justice ;
- les emplois de garde de sécurité pénitentiaire.

Les emplois des greffes et parquets sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'applications ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

staires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté et par

	Greffiers				Secrétaires des greffes et parquets							
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010				
<b>Ensemble</b>	43	54	63	64	100	120	118	125	136	137	125	117
<b>Sexe</b>												
Hommes	28	38	44	47	73	91	102	107	89	90	77	71
Femmes	15	16	19	17	27	29	16	18	47	47	48	46
<b>Ancienneté</b>												
Moins de 5 ans	15	25	25	33	47	50	77	54	86	78	53	27
5 à 9 ans	8	9	13	10	22	41	24	34	14	24	43	59
10 à 14 ans	0	0	5	3	1	0	2	13	10	6	9	2
15 à 19 ans	8	6	5	5	9	11	0	1	5	5	4	1
20 à 24 ans	9	11	12	8	8	6	5	12	11	14	6	17
25 ans et plus	3	3	3	5	13	12	10	11	10	10	10	11
<b>Position</b>												
Chancellerie	4	4	5	8	1	3	3	3	12	11	13	9
Juridictions	39	48	57	53	99	116	113	121	124	124	110	106
Disponibilité	0	2	1	3	0	0	1	1	0	0	0	1
Mis à disposition	0	0	0	0	0	1	1	0	0	2	2	1

Source : DRH

Tableau 2.10 : Greffiers en chef, Greffiers et Secrétaires des greffes et parquets par type de juridiction

	Greffiers en chef				Greffiers				Secrétaires des greffes et parquets			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>39</b>	<b>48</b>	<b>57</b>	<b>53</b>	<b>99</b>	<b>116</b>	<b>113</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>124</b>	<b>112</b>	<b>106</b>
Cour de cassation	2	2	2	2	6	6	4	8	2	2	2	0
Conseil constitutionnel	1	1	1	1	3	3	3	3	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	2	2	2	3	2	2	2	2
Cour des comptes	1	1	1	1	3	4	3	3	1	0	0	1
Cours d'appel	4	4	6	4	8	14	17	14	21	18	17	12
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	5	6	6	5	2	3	0	0
Tribunaux de grande instance	22	30	32	30	69	77	66	73	78	78	68	68
Tribunaux du travail	3	3	4	3	3	2	2	3	7	7	4	5
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	2	1
Tribunaux pour enfants	1	2	2	2	0	0	1	0	3	4	4	4
Tribunaux administratifs	2	2	2	3	0	2	2	2	5	7	7	5
Tribunaux de Commerce	-	-	4	4	-	-	7	7	-	-	5	4

Source : DRH



**PDF Complete**

*Your complimentary use period has ended.  
Thank you for using PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Les personnels des greffes et parquets sont chargés d'assister les magistrats dans leur mission :

- Ils dressent et authentifient les actes de procédure tout au long de son déroulement ;
- Ils enregistrent les affaires ;
- Ils préviennent les parties des dates d'audience et de clôture ;
- Ils dressent les procès-verbaux, rédigent les actes, mettent en forme les décisions et tiennent la plume aux audiences.

Les **greffiers** sont placés au sein d'une juridiction sous l'autorité d'un **greffier en chef** qui exerce des fonctions d'administration, d'encadrement et de gestion dans la juridiction. Ce dernier est dépositaire des archives de la juridiction dont il assure la conservation.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

					Greffiers				Secrétaires des greffes et parquets			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
<b>Cours d'appel</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>12</b>
Bobo-Dioulasso	2	2	3	1	3	6	5	5	10	10	11	8
Ouagadougou	2	2	3	3	5	8	12	9	11	8	6	4
<b>Tribunaux pour enfants</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Bobo-Dioulasso	0	1	1	1	0	0	1	0	2	2	2	2
Ouagadougou	1	1	1	1	0	0	0	0	1	2	2	2
<b>Juges des enfants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
<b>Tribunaux du travail</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	0	0	0	0	3	3	2	2
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0
Ouagadougou	1	1	2	1	2	1	1	2	4	4	2	3
<b>Tribunaux de première instance</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	2	3	3	3	1	1	0	0
Ouagadougou	1	1	1	1	3	3	3	3	1	2	0	0
<b>Tribunaux de commerce</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
Bobo-Dioulasso	-	-	2	2	-	-	2	1	-	-	2	2
Ouagadougou	-	-	2	2	-	-	6	6	-	-	3	2
<b>Tribunaux administratifs</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>5</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	0	0	1	0	2	2	2	2
Ouagadougou	1	1	1	1	0	2	1	1	3	5	5	4
<b>Tribunaux de grande instance</b>	<b>22</b>	<b>30</b>	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>69</b>	<b>77</b>	<b>66</b>	<b>73</b>	<b>78</b>	<b>78</b>	<b>68</b>	<b>68</b>
Banfora	1	1	1	1	2	2	2	2	4	5	4	5
Bobo-Dioulasso	3	3	3	4	10	8	8	8	8	6	7	7
Bogandé	0	0	1	1	1	3	3	2	1	3	3	2
Boromo	0	0	1	1	3	3	1	2	1	1	1	1
Dédougou	1	2	2	1	4	3	2	3	3	2	2	0
Diébougou	-	-	1	0	-	-	1	3	-	-	1	1
Diapaga	0	0	0	0	1	2	0	2	3	3	2	1
Djibo	-	1	1	1	-	2	2	2	-	2	2	2
Dori	1	1	1	1	1	1	1	1	3	3	0	1
Fada N'gourma	2	2	2	1	3	2	2	2	2	3	2	2
Gaoua	1	1	1	1	2	2	1	4	3	3	2	1
Kaya	1	2	2	1	1	2	2	2	6	4	4	3
Kongoussi	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Koudougou	1	1	1	2	4	4	4	2	5	5	5	5
Léo	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	3	4
Manga	1	1	1	1	1	2	2	2	1	0	0	0
Nouna	-	1	1	1	-	2	2	2	-	2	2	2
Orodara	-	1	1	1	-	2	2	2	-	2	2	2
Ouagadougou	4	6	4	3	19	18	13	16	19	18	16	16
Ouahigouya	1	2	2	2	5	4	3	3	1	0	0	1
Tenkodogo	1	1	1	1	2	3	2	3	5	5	3	3
Tougan	0	0	1	1	2	2	2	2	3	3	2	2
Yako	1	1	1	2	3	3	3	2	3	2	2	2
Ziniaré	1	1	1	1	2	3	4	2	3	2	1	3
<b>Ensemble</b>	<b>34</b>	<b>43</b>	<b>52</b>	<b>48</b>	<b>85</b>	<b>101</b>	<b>101</b>	<b>104</b>	<b>118</b>	<b>119</b>	<b>107</b>	<b>99</b>

Source : DRH



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère de la justice chargé du maintien de l'ordre et de la discipline au sein des établissements pénitentiaires et des domaines relevant de l'administration judiciaire sur l'étendue du territoire national.

La garde de sécurité pénitentiaire participe également à la réinsertion des personnes détenues.

Le corps de la GSP est hiérarchisé comme suit :

- les inspecteurs qui sont des cadres de conception et de direction ;
- les contrôleurs qui sont des cadres d'application ;
- les assistants qui sont des agents d'encadrement ;
- les agents qui sont des agents d'exécution.

Le commandement du corps de la garde de sécurité pénitentiaire est assuré par le Directeur Général de la garde de sécurité pénitentiaire.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<b>344</b>	<b>452</b>	<b>491</b>	<b>660</b>	<b>622</b>	<b>622</b>	<b>800</b>
CPA de Baporo	8	9	13	14	13	20	20
Centre pour mineurs de Laye	-	-	-	-	5	8	9
Maisons d'arrêt et de correction	216	281	331	438	473	632	593
Banfora	-	-	-	15	16	19	17
Bobo-Dioulasso	66	52	55	65	73	79	65
Bogandé	-	-	-	13	13	15	18
Boromo	-	-	-	-	16	19	22
Dédougou	10	23	21	19	21	31	23
Diapaga	-	-	9	9	13	16	16
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	10	14
Dori	9	10	15	14	14	18	20
Fada N'gourma	12	17	18	17	17	27	18
Gaoua	10	17	13	17	16	21	19
Kaya	8	17	17	22	18	23	21
Kongoussi	-	-	-	14	13	21	23
Koudougou	9	17	19	21	31	30	24
Léo	-	-	-	-	-	12	18
Manga	-	-	-	7	15	16	18
Nouna	-	-	-	-	-	11	11
Orodara	-	-	-	-	-	9	13
Ouagadougou	69	101	115	127	124	160	140
Ouahigouya	10	7	21	29	25	27	27
Tenkodogo	13	20	19	21	19	29	24
Tougan	-	-	-	13	13	16	16
Yako	-	-	-	-	5	8	10
Ziniaré	-	-	9	15	11	15	16

se selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31

	Directeurs			Contrôleurs		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>40</b>	<b>41</b>	<b>66</b>	<b>91</b>	<b>123</b>	<b>173</b>
<b>Sexe</b>						
Hommes	36	37	60	87	112	160
Femmes	4	4	6	4	11	13
<b>Ancienneté</b>						
Moins de 5 ans	31	27	20	48	43	40
5 à 9 ans	3	7	35	16	40	51
10 à 14 ans	0	0	3	0	0	34
15 à 20 ans	6	7	7	27	40	48
<b>Position</b>						
Chancellerie	10	12	5	12	26	2
DSP-DGGSP	6	7	10	8	19	22
DAPRS-DGAP	0	0	0	4	5	5
Autres au Ministère	4	5		0	2	
ENP (encadreur)	1	0	0	1	2	2
CPA de Baporo	1	1	1	3	3	3
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	1	1	1
Maisons d'arrêt et de correction	25	21	22	65	71	72
Banfora	1	1	1	3	3	3
Bobo-Dioulasso	2	1	2	3	4	5
Bogandé	1	1	1	3	3	3
Boromo	1	1	1	3	3	3
Dédougou	1	1	1	3	3	3
Diapaga	1	1	1	3	3	3
Diébougou	-	1	1	-	3	3
Djibo	1	1	1	2	3	3
Dori	1	1	0	3	4	4
Fada N'gourma	1	1	1	3	2	2
Gaoua	1	1	1	3	3	3
Kaya	1	1	1	3	3	3
Kongoussi	1	1	1	3	2	2
Koudougou	1	1	1	3	3	3
Léo	1	1	1	3	2	2
Manga	1	0	0	3	3	3
Nouna	1	1	1	2	2	2
Orodara	1	1	1	2	2	2
Ouagadougou	2	1	2	3	6	6
Ouahigouya	1	1	1	3	1	2
Tenkodogo	1	1	1	3	2	2
Tougan	1	1	1	3	4	3
Yako	1	0	0	2	5	5
Ziniaré	1	0	0	3	2	2
En mission	3	7	7	9	20	20
Mis à disposition	0	1	0	0	0	0
Disponibilité	0	0	1	0	0	0

Source : Direction Générale de la sécurité pénitentiaire

énitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par

	Assistants			Agents		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>147</b>	<b>493</b>	<b>1028</b>	<b>466</b>	<b>145</b>	<b>105</b>
<b>Sexe</b>						
Hommes	137	446	924	410	128	93
Femmes	10	47	104	56	17	12
<b>Ancienneté</b>						
Moins de 5 ans	25	302	599	381	135	93
5 à 9 ans	62	135	307	73	5	5
10 à 14 ans	2	2	62	0	1	2
15 à 20 ans	58	54	60	12	5	5
<b>Position</b>						
Chancellerie	21	66	13	54	20	4
DSP-DGGSP	14	46	74	48	16	16
DAPRS-DGAP	2	7	7	1	1	1
Autres au Ministère	5	13		5	3	
ENP (encadreurs)	5	5	6	0	0	0
CPA de Baporo	3	9	13	13	3	3
Centre pour mineurs de Laye	4	7	7	4	4	4
Maisons d'arrêt et de correction	111	387	546	392	116	128
Banfora	4	14	23	9	1	1
Bobo-Dioulasso	14	54	71	46	10	10
Bogandé	3	8	13	11	5	5
Boromo	5	14	17	13	3	3
Dédougou	3	15	27	16	4	4
Diapaga	3	7	14	9	3	3
Diébougou	-	8	9	-	1	1
Djibo	4	7	13	7	2	2
Dori	4	12	21	12	6	6
Fada N'gourma	2	11	21	12	4	4
Gaoua	3	9	17	12	2	4
Kaya	4	20	31	13	3	3
Kongoussi	4	9	13	15	7	7
Koudougou	4	19	29	16	4	4
Léo	4	9	13	10	4	4
Manga	6	9	10	8	3	3
Nouna	2	6	7	6	5	5
Orodara	2	9	10	8	7	7
Ouagadougou	24	93	128	111	19	18
Ouahigouya	6	17	25	17	7	7
Tenkodogo	3	12	8	17	8	19
Tougan	3	10	11	9	3	3
Yako	2	3	3	5	4	4
Ziniaré	2	12	12	10	1	1
En mission	1	18	19	1	0	0
Mis à disposition	1	0	0	1	1	0
Disponibilité	1	1	0	1	1	1

Source : Direction Générale de la sécurité pénitentiaire

	Femmes		Hommes		Ensemble	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>130</b>	<b>131</b>
Chancellerie	19	20	55	52	74	72
Cour d'appel de Bobo Dioulasso	7	8	14	15	21	23
Cour d'appel de Ouagadougou	19	18	16	18	35	36

Tableau 2.17 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes		Hommes		Ensemble	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>130</b>	<b>131</b>
Administrateurs des services financiers	0	0	02	05	02	05
Adjoints de secrétariat	1	0	1	5	2	5
Adjoints administratifs	0	1	2	1	2	3
Adjoints des services financiers	1	0	1	2	2	1
Administrateur des Affaires sociales	1	0	0	1	1	0
Administrateurs civils	2	2	0	0	2	5
Agents de police	0	0	3	3	3	1
Agents techniques de la statistique	0	0	2	1	2	2
Agent technique mécanicien	0	0	1	1	1	0
Agents de bureau	8	9	0	0	8	9
Agents de liaison	7	10	10	8	17	18
Agent spécialisé en GRH	0	0	1	1	1	1
Attachés d'éducation spécialisée	4	0	2	2	6	4
Chauffeurs	0	0	23	22	23	22
Conseillers des affaires étrangères	0	0	2	2	2	2
Conseiller en GRH	0	0	1	1	1	1
Contrôleur du trésor	0	0	1	1	1	1
Contrôleurs des services financiers	0	0	3	6	3	6
Educateurs sociaux	5	9	10	10	15	19
Inspecteur d'éducation spécialisée	0	0	1	1	1	1
Inspecteur du trésor	1	1	0	0	1	1
Interprètes	4	5	15	15	19	20
Maitre assistant	0	0	1	1	1	1
Reprographe	1	1	0	0	1	1
Secrétaires dactylo	4	4	0	0	4	4
Secrétaires de Direction	3	2	0	0	3	2
Secrétaire sténo dactylo	1	0	0	0	1	0
Secrétaire des affaires étrangères	0	0	1	1	1	1
Standardistes	2	2	0	0	2	2

aboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les

**L'avocat**, régi par la loi 16 . 2000 AN du 23/05/2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes.

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère de la justice.

L'avocat défend une personne devant un tribunal quand elle a un litige. Son rôle est d'assister et de défendre les intérêts de cette personne devant le tribunal.

**L'huissier**, régi par l'ordonnance 92 . 53 du 21/10/1992 est un officier ministériel nommé par le Ministre de la justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers, et à des constats matériels.

**Le notaire**, régi également par l'ordonnance 92 . 53 du 21/10/1992 est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

par sexe, par ancienneté et par position

	Notaires				Avocats (Année judiciaire)			
	2007	2008	2009	2010	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
<b>Ensemble</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>131</b>	<b>134</b>	<b>139</b>	<b>139</b>
<b>Sexe</b>								
Hommes	26	26	26	28	106	109	111	111
Femmes	4	4	4	6	25	25	28	28
<b>Ancienneté</b>								
Moins de 5 ans	0	0	0	5	31	34	39	26
5 à 9 ans	8	0	0	0	27	20	15	28
10 à 14 ans	22	16	16	13	59	61	57	35
15 à 19 ans	0	14	14	15	6	9	17	38
20 à 24 ans	0	0	0	0	5	6	5	5
25 ans et plus	0	0	0	1	3	4	6	7
<b>Position</b>								
Bobo-Dioulasso	6	6	6	7	12	12	13	13
Dédougou	1	1	1	1	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	0	0	0	0
Ouagadougou	19	19	19	21	119	122	126	126
Ouahigouya	1	1	1	1	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	0	0	0	0
Fada	-	-	-	1	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; Tableau de l'ordre des avocats pour les années judiciaires 2007/2008, 2008/2009, 2009 /2010 et 2010/2011.

Tableau 2.13 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>09</b>	<b>09</b>	<b>08</b>	<b>08</b>	<b>13</b>
<b>Sexe</b>									
Hommes	8	8	7	7	6	6	5	5	9
Femmes	3	3	3	3	3	3	3	3	4
<b>Ancienneté</b>									
Moins de 5 ans	1	1	1	1	1	0	0	0	5
5 à 9 ans	10	10	3	2	2	1	1	1	1
10 à 14 ans	0	0	6	7	6	8	7	7	7
<b>Position</b>									
Bobo-Dioulasso	3	3	3	3	2	2	2	2	4
Ouagadougou	8	8	7	7	7	7	6	6	9

Source : Tableaux de l'ordre des notaires



Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

### III. Activités des juridictions de l'Ordre judiciaire

---

### Concepts

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

**Annulation** : Voir *Cassation*.

**Annulation et renvoi** : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

**Arrêt avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

**Autre décision** : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

**Cassation** : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

**Décision rédigée** : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son action.

**Irrecevabilité** : Décision du juge sanctionnant l'observation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Juridiction du Premier président** : Mécanisme procédural de référé utilisé par le Premier président de la Cour.

**Rejet** : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui se est pourvue en cassation.

### Sources statistiques :

*Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plumeitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plumeitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.*

### Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de Cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000 est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence l'unicité du droit. La Cour de Cassation se compose de :

- du premier président
- des présidents de chambre
- des conseillers-du procureur général
- du premier avocat généra
- du greffier en chef

. des greffiers de chambre. (cf article premier de la loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000 portant organisation ; attributions et fonctionnement de la cour de Cassation et procédure applicable devant elle. Elle comprend quatre chambres :

- Une chambre civile
- Une chambre commerciale
- Une chambre sociale
- Une chambre criminell

Auxquelles il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013 ; une chambre mixte et des chambres réunies. En outre la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>151</b>	<b>172</b>	<b>170</b>	<b>155</b>	<b>183</b>	<b>158</b>
Chambre civile	33	38	44	57	59	56
Chambre commerciale	13	22	21	23	25	22
Chambre sociale	29	36	43	47	44	46
Chambre criminelle	51	12	18	21	18	8
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	3	0	6	2
Juridiction du 1er Président	0	4	22	24	18	24

<b>Nature de la décision rendue</b>	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>78</b>	<b>114</b>	<b>95</b>	<b>162</b>	<b>161</b>	<b>132</b>	<b>145</b>	<b>122</b>
Avant dire droit	0	0	0	0	0	0	11	16
Cassation	9	14	10	23	26	21	21	14
<i>dont annulation et renvoi</i>	6	10	6	18	15	12	11	7
Rejet	14	26	18	50	73	49	21	30
Irrecevabilité	31	50	43	60	47	44	69	52
Désistement	12	10	8	9	4	11	3	5
Autres décisions	12	14	16	20	11	7	20	5

<b>Décisions rédigées</b>	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>55</b>	<b>106</b>	<b>86</b>	<b>99</b>	<b>124</b>	<b>115</b>	<b>117</b>	<b>100</b>

Tableau 3.2 : Activités du parquet général de la Cour de cassation

<b>Orientation des affaires</b>	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>77</b>	<b>110</b>	<b>75</b>	<b>138</b>	<b>154</b>	<b>146</b>	<b>113</b>	<b>76</b>
Chambre civile	6	16	35	57	40	43	52	28
Chambre commerciale	11	29	14	23	36	27	19	18
Chambre sociale	22	42	14	38	28	32	14	11
Chambre criminelle	38	23	12	20	46	41	23	19
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	0	0	4	3	5	0

## Concepts

**Affaire jugée** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

**Annulation** : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1<sup>er</sup> degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

**Arrêt sur le fond** : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

**Arrêt avant dire droit** : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

**Arrêt rédigé** : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

**Autre décision** : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

**Confirmation** : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

**Contravention** : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée a une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

**Crime** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

**Décisions du Premier Président** : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. **exemple** : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

**Délit** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

**Infirmation** : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

**Irrecevabilité** : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'observation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Radiation** : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Réformation** : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

**Saisines directes** : affaire introduite directement à la cour d'appel sans être passé par une juridiction de 1<sup>er</sup> degré.

## Sources statistiques

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes rôle social, plumitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Juridiction d'origine</b>									
Tribunal de grande instance	641	625	737	616	757	731	889	961	615
Tribunal du travail	218	198	176	227	166	199	252	230	230
Tribunal d'instance	0	0	7	18	27	27	25	30	42
Saisine directe	6	1	4	5	14	7	34	54	110
<b>Ensemble</b>	<b>865</b>	<b>824</b>	<b>924</b>	<b>866</b>	<b>964</b>	<b>964</b>	<b>1 200</b>	<b>1 275</b>	<b>997</b>

<b>Décisions rendues selon la compétence</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Chambres civile et commerciale	196	279	193	167	242	233	263	267	365
Chambre sociale	109	200	169	136	205	214	154	250	194
Chambre correctionnelle	119	131	90	78	106	155	110	128	145
Juridiction du 1 <sup>er</sup> Président	113	138	153	150	126	205	215	218	240
<i>Référé</i> s	108	119	148	142	124	172	188	193	221
<i>Contestations d'honoraire</i>	5	14	4	2	0	16	7	10	5
<i>Ordonnances de taxation</i>	0	5	1	6	2	10	13	14	14
<i>Sentences arbitrales</i>	0	0	0	0	0	7	7	1	0
<b>Ensemble</b>	<b>537</b>	<b>748</b>	<b>605</b>	<b>531</b>	<b>679</b>	<b>807</b>	<b>742</b>	<b>863</b>	<b>944</b>

<b>Nature de la décision rendue</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>537</b>	<b>748</b>	<b>605</b>	<b>531</b>	<b>679</b>	<b>807</b>	<b>742</b>	<b>863</b>	<b>944</b>
Avant dire droit	11	10	7	4	11	23	16	23	22
Décisions sur le fond	349	561	447	383	514	566	525	633	744
<i>Confirmations</i>	189	246	255	222	323	339	310	444	448
<i>Infirmations</i>	160	315	192	161	191	227	215	189	296
<i>Reformations</i>	54	71	51	46	51	122	109	121	173
<i>Annulations</i>	17	89	30	12	28	39	39	68	45
<i>Autres</i>	89	155	111	103	112	66	67	0	78
Autres décisions et radiations	177	177	151	144	154	218	201	207	178
<i>Désistement</i>	37	32	32	47	48	62	54	50	62
<i>Irrecevabilité</i>	45	46	44	28	52	60	63	42	59
<i>Autres décisions</i>	42	68	57	52	41	19	9	38	4
<i>Radiations</i>	53	31	18	17	13	77	75	77	53

<b>Décisions rédigées</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>472</b>	<b>584</b>	<b>534</b>	<b>463</b>	<b>424</b>	<b>573</b>	<b>480</b>	<b>717</b>	<b>588</b>

## appel

mun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

**Chambre civile** : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

**Chambre commerciale** : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

**Chambre sociale** : Chambre compétente pour connaître en appels des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

**Chambre correctionnelle** : Chambre compétente pour statuer en appels sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

**Chambre d'accusation** : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

**Chambre criminelle** : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

**Juridiction du Premier Président** : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

matière civile, commerciale et sociale par Cour d'appel

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>866</b>	<b>964</b>	<b>964</b>	<b>1 200</b>	<b>1 275</b>	<b>997</b>
Bobo-Dioulasso	279	256	268	243	425	345
Ouagadougou	586	568	656	623	850	652

Tableau 3.5 : Affaires nouvelles en matière civile, commerciale et sociale en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>641</b>	<b>625</b>	<b>737</b>	<b>616</b>	<b>757</b>	<b>731</b>	<b>889</b>	<b>961</b>	<b>615</b>
Bobo-Dioulasso	197	182	213	173	268	254	347	327	241
Ouagadougou	444	443	524	443	489	477	542	634	374

Tableau 3.6 : Ensemble des décisions rendues dans les affaires en matière civile, commerciale et sociale par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>537</b>	<b>748</b>	<b>605</b>	<b>531</b>	<b>679</b>	<b>807</b>	<b>742</b>	<b>863</b>	<b>944</b>
Bobo-Dioulasso	226	374	219	149	225	363	292	280	292
Ouagadougou	311	374	386	382	454	444	450	583	652

Tableau 3.7 : Décisions rendues sur le fond dans les affaires en matière, commerciale et sociale par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>349</b>	<b>561</b>	<b>447</b>	<b>383</b>	<b>514</b>	<b>566</b>	<b>525</b>	<b>633</b>	<b>744</b>
Bobo-Dioulasso	140	275	159	101	136	232	211	188	217
Ouagadougou	209	286	288	282	378	334	314	445	527

Tableau 3.8 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>113</b>	<b>138</b>	<b>153</b>	<b>150</b>	<b>126</b>	<b>205</b>	<b>215</b>	<b>218</b>	<b>240</b>
Bobo-Dioulasso	51	38	63	55	56	120	75	65	97
Ouagadougou	62	100	90	95	70	85	140	153	143

Tableau 3.9 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>472</b>	<b>584</b>	<b>534</b>	<b>463</b>	<b>424</b>	<b>573</b>	<b>480</b>	<b>717</b>	<b>588</b>
Bobo-Dioulasso	188	228	164	114	193	281	204	221	135
Ouagadougou	284	356	370	349	231	292	276	496	453

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Contraventions	10	8	8	10	13	1	1
Délits	96	105	109	98	108	192	115
Crimes	227	162	130	150	259	322	255
<b>Ensemble</b>	<b>333</b>	<b>275</b>	<b>247</b>	<b>258</b>	<b>380</b>	<b>526</b>	<b>371</b>

Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>333</b>	<b>275</b>	<b>247</b>	<b>258</b>	<b>380</b>	<b>353</b>	<b>526</b>	<b>593</b>	<b>371</b>
Tribunal de grande instance	333	275	244	254	373	353	518	591	370
Tribunal d'instance	0	0	3	4	7	0	8	2	1

Tableau 3.12 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>333</b>	<b>275</b>	<b>247</b>	<b>258</b>	<b>380</b>	<b>353</b>	<b>526</b>	<b>593</b>	<b>371</b>
Bobo-Dioulasso	132	110	64	65	128	197	255	350	183
Ouagadougou	201	165	183	193	252	156	271	243	188

Tableau 3.13 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>227</b>	<b>162</b>	<b>130</b>	<b>150</b>	<b>259</b>	<b>247</b>	<b>322</b>	<b>410</b>	<b>255</b>
Bobo-Dioulasso	91	73	16	28	47	142	129	252	152
Ouagadougou	136	89	114	122	212	105	193	158	103

Tableau 3.14 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>296</b>	<b>229</b>	<b>247</b>	<b>294</b>	<b>428</b>	<b>338</b>	<b>377</b>	<b>396</b>	<b>588</b>
Chambres correctionnelles	105	85	106	103	139	106	128	177	166
Chambres d'accusation	191	144	141	191	289	232	249	219	422

Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>198</b>	<b>249</b>	<b>185</b>	<b>234</b>	<b>188</b>	<b>260</b>
Avant dire droit	12	4	8	3	17	24
Renvoi en chambre criminelle	104	225	229	186	227	155
Renvoi en chambre correctionnelle	1	2	5	3	2	1
Non lieu						5
Autres décisions	7	6	2	6	3	5

Tableau 3.16 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>124</b>	<b>237</b>	<b>244</b>	<b>198</b>	<b>249</b>	<b>185</b>	<b>234</b>	<b>188</b>	<b>260</b>
Bobo-Dioulasso	79	52	65	47	63	86	101	84	121
Ouagadougou	45	185	179	151	186	99	133	104	139

Tableau 3.17 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2002*	2003*	2004**	2005	2006*	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>35</b>	<b>27</b>	<b>10</b>	<b>55</b>	<b>111</b>	<b>414</b>	<b>201</b>
Contradictoire	13	15	22	21	7	12	59	205	72
Contumace	7	3	12	3	2	36	36	184	92
Autres décisions	1	3	1	3	1	7	16	25	37

\* Pour les années 2002, 2003 et 2006, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Ouagadougou étaient disponibles pour ce tableau.

\*\* Pour l'année 2004, seules les informations de la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso étaient disponibles pour ce tableau.

Tableau 3.18 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>27</b>	<b>nd</b>	<b>55</b>	<b>111</b>	<b>414</b>	<b>201</b>
Bobo-Dioulasso	nd	nd	35	17	nd	31	69	238	120
Ouagadougou	21	21	nd	10	10	24	42	176	81

### III.3.1. Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

#### III.3.1.1. Activités des chambres civiles et commerciales

##### **Concepts**

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

**Injonction de payer** : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

**Ordonnance** : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

**Autres ordonnances**: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances citées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

**Opposition** : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Référé** : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

##### **Sources statistiques**

*Rôles généraux, pluriannuels des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, pluriannuels des référés des tribunaux de grande instance.*

Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
commerciales	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494
Référés	525	627	609	704	861	1 088
Injonctions de payer	1 449	1 237	878	846	491	887
<b>Ensemble</b>	<b>3 902</b>	<b>3 927</b>	<b>3 303</b>	<b>5 485</b>	<b>6 505</b>	<b>8 469</b>

Nouvelles requêtes d'ordonnances	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Saisie des biens	211	236	290	319	384	327	435	132	858
Familiales	4 327	5 049	5 500	6 011	7 951	8 470	7 590	5 960	7 819
Etat civil	1 688	2 219	1 764	1 778	2 796	3 304	4 860	4 460	6 296
Autres	268	362	653	918	934	1 147	2 260	1 056	2 293
<b>Ensemble</b>	<b>6 607</b>	<b>8 009</b>	<b>8 377</b>	<b>9 207</b>	<b>12 254</b>	<b>13 579</b>	<b>15 145</b>	<b>11 608</b>	<b>17 266</b>

Tableau 3.20 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>1 928</b>	<b>2 063</b>	<b>1 816</b>	<b>2 162</b>	<b>2 841</b>	<b>3 530</b>	<b>3 935</b>	<b>5 153</b>	6 494
Banfora	42	31	29	46	30	31	93	91	74
Bobo-Dioulasso	383	405	160	163	213	397	317	615	1 009
Bogandé	-	-	-	8	23	23	42	58	76
Boromo	-	-	-	-	37	42	80	0	124
Dédougou	72	71	58	84	127	126	121	117	150
Diapaga	-	-	-	-	11	27	31	36	117
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	107
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	55	113
Dori	13	33	41	26	49	52	86	135	175
Fada N'gourma	61	72	41	64	89	81	86	95	177
Gaoua	28	60	66	69	86	83	77	131	170
Kaya	80	81	84	93	157	209	182	205	291
Kongoussi	-	-	-	12	109	108	90	95	169
Koudougou	0	100	164	195	246	213	219	352	696
Léo	-	-	-	-	-	-	28	116	172
Manga	-	-	-	9	94	101	194	222	350
Nouna								23	74
Orodara								19	78
Ouagadougou	992	954	914	1 057	1 197	1 385	1 549	2 009	1 082
Ouahigouya	84	100	123	97	94	78	92	122	158
Tenkodogo	173	156	136	161	181	251	290	261	374
Tougan	-	-	-	8	14	40	97	78	141
Yako	-	-	-	-	6	109	95	124	275
Ziniaré	-	-	-	70	78	174	166	194	342

## de grande instance

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

**Chambre civile** : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

**Chambre commerciale** : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

**Chambre correctionnelle** : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

donnances par tribunal de grande instance

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>9 207</b>	<b>12 254</b>	<b>13 579</b>	<b>15 145</b>	<b>11608</b>	<b>17266</b>
Banfora	108	136	156	251	292	188
Bobo-Dioulasso	1 322	1 457	1 884	1 743	2 821	2 682
Bogandé	-	-	-	61	81	91
Boromo	-	-	-	-	61	161
Dédougou	314	355	213	303	387	407
Diapaga	-	-	-	-	42	92
Diébougou						140
Djibo	-	-	-	-	-	-
Dori	76	78	71	95	98	156
Fada N'gourma	216	240	224	252	194	209
Gaoua	113	144	171	181	192	331
Kaya	113	119	129	105	146	175
Kongoussi	-	-	-	12	74	98
Koudougou	0	200	255	308	334	449
Léo	-	-	-	-	-	-
Manga	-	-	-	6	78	95
Nouna	-	-	-	-	-	-
Orodara	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	3 438	4 390	4 428	5 026	6 150	6 791
Ouahigouya	403	428	298	204	290	373
Tenkodogo	504	462	548	504	564	635
Tougan	-	-	-	48	259	406
Yako	-	-	-	-	17	110
Ziniaré	-	-	-	108	174	130

Tableau 3.22 : Ensemble des affaires nouvelles de jonctions de payer par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>1 449</b>	<b>1 237</b>	<b>878</b>	<b>857</b>	<b>807</b>	<b>829</b>	<b>846</b>	<b>491</b>	<b>434</b>
Banfora	27	14	18	14	14	8	11	14	5
Bobo-Dioulasso	471	350	165	157	118	134	115	141	121
Bogandé	-	-	-	1	2	0	0	0	2
Boromo	-	-	-	-	3	2	0	8	1
Dédougou	6	14	9	10	4	5	13	2	12
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Diébougou									1
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	3	1
Dori	2	0	0	0	0	4	1	25	23
Fada N'gourma	13	9	0	6	2	5	4	3	2
Gaoua	3	8	2	1	3	5	0	1	1
Kaya	10	10	5	5	4	7	5	4	29
Kongoussi	-	-	-	-	1	5	5	1	2
Koudougou	0	19	15	13	17	7	18	11	23
Léo	-	-	-	-	-	-	1	1	0
Manga	-	-	-	0	0	0	12	0	13
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	2	13
Ouagadougou	908	803	655	603	614	636	629	248	158
Ouahigouya	0	0	9	23	14	6	12	15	10
Tenkodogo	9	10	0	21	10	0	18	10	13
Tougan	-	-	-	2	1	2	0	0	0
Yako	-	-	-	-	0	1	1	0	1
Ziniaré	-	-	-	1	0	2	1	1	0



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire,

**Acceptation totale** : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

**Affaire jugée** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Décision rédigée** : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

**Décision rendue** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Décision sur le fond** : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

**Incompétence** : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

**Irrecevabilité** : Décision du juge sanctionnant l'observation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Jugement avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

**Jugement rédigé** : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

**Jugement sur le fond** : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Opposition** : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Rejet** : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Référé** : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

**Radiation** : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Type de décisions** : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

**Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

**Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	1 731	1 924	2 532	2 982	3 404	4 226	5 022
Affaires commerciales	262	208	184	263	250	196	262
Référés	538	602	623	510	598	599	624
Injonctions de payer	1 570	1 290	976	992	809	829	573
<b>Ensemble</b>	<b>3 921</b>	<b>3 844</b>	<b>3 514</b>	<b>3 689</b>	<b>4 189</b>	<b>4 606</b>	<b>4 884</b>

Ordonnances rendues	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Saisie des biens	166	159	199	141	283	274	312	120	460
Familiales	5 048	4 994	5 567	5 670	7 863	9 113	8 237	5 586	6 376
Etat civil	742	1 166	1 150	892	1 358	1 906	2 633	2 760	2 794
Autres	367	336	509	608	969	1 241	2 443	1 043	1 914
<b>Ensemble</b>	<b>6 323</b>	<b>6 655</b>	<b>7 425</b>	<b>7 311</b>	<b>10 473</b>	<b>12 534</b>	<b>13 625</b>	<b>9 509</b>	<b>11 544</b>

Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)	2002	2003	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>2 351</b>	<b>2 554</b>	<b>2 539</b>	<b>2 697</b>	<b>3 379</b>	<b>3 777</b>	<b>4 308</b>	<b>5 314</b>	<b>6 108</b>
Avant dire droit	17	24	14	35	42	83	75	101	96
Décisions sur le fond	2 061	2 285	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499
<i>Acceptation totale</i>	1 527	1 737	1 815	1 857	2 498	2 718	3 279	3 998	4 777
<i>Acceptation partielle</i>	228	253	210	221	243	372	326	241	305
<i>Rejet</i>	306	295	247	271	290	313	315	512	417
Autres décisions	273	245	253	313	306	291	313	462	513
<i>Incompétence</i>	62	59	79	66	70	103	124	231	156
<i>Jonction</i>	6	5	7	8	3	-	-	-	-
<i>Irrecevabilité</i>	86	87	65	81	86	66	97	113	138
<i>Désistement</i>	47	31	44	40	34	42	47	55	108
<i>Radiations</i>	72	63	58	118	113	80	45	63	111

Opposition aux décisions rendues	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Affaires civiles	136	87	64	124	77	148	50	nd	9
Affaires commerciales	97	91	93	149	128	68	144	nd	36
<b>Ensemble</b>	<b>233</b>	<b>178</b>	<b>157</b>	<b>273</b>	<b>205</b>	<b>216</b>	<b>194</b>	nd	<b>45</b>

Type de décisions	2002	2003	2004	2005	2006	2007*	2008	2009	2010
Contradictoire	2 259	2 449	2 445	2 564	3 251	3 401	4 201	5 123	5 656
Réputé contradictoire	30	38	22	22	17	80	32	72	220
Par défaut	62	67	72	111	111	217	30	59	49
<b>Ensemble</b>	<b>2 351</b>	<b>2 554</b>	<b>2 539</b>	<b>2 697</b>	<b>3 379</b>	<b>3 698</b>	<b>4 263</b>	<b>5 254</b>	<b>5 925</b>

Décisions rédigées (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>1 563</b>	<b>1 770</b>	<b>2 021</b>	<b>1 839</b>	<b>2 406</b>	<b>2 934</b>	<b>2 507</b>	<b>3 644</b>	<b>5 328</b>

\* A partir de 2007, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prend pas en compte les radiations.

dues par tribunal de grande instance (hors avants dire droit,

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
	<b>2 662</b>	<b>3 338</b>	<b>3 694</b>	<b>4 233</b>	<b>5213</b>	<b>6012</b>			
Banfora	58	39	35	39	48	52	98	129	140
Bobo-Dioulasso	465	534	459	385	510	559	586	697	1006
Bogandé	-	-	-	0	23	21	35	63	79
Boromo	-	-	-	-	33	38	83	65	125
Dédougou	68	66	54	74	128	131	112	97	131
Diapaga	-	-	-	-	11	26	28	30	95
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	77
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	34	122
Dori	13	35	42	26	52	49	68	107	138
Fada N'gourma	56	69	51	60	86	78	84	103	170
Gaoua	23	45	56	74	60	95	84	113	179
Kaya	75	77	94	104	143	189	172	194	264
Kongoussi	-	-	-	8	96	111	86	85	172
Koudougou	0	80	196	209	225	234	262	301	466
Léo	-	-	-	-	-	-	23	109	167
Manga	-	-	-	7	49	103	154	189	274
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	15	71
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	16	58
Ouagadougou	1 332	1 357	1 289	1 367	1 545	1 404	1 669	2109	1264
Ouahigouya	90	100	122	99	96	81	97	119	12
Tenkodogo	154	128	126	145	144	211	250	251	319
Tougan	-	-	-	5	5	35	86	76	140
Yako	-	-	-	-	6	106	90	125	235
Ziniaré	-	-	-	60	78	171	166	186	308

Tableau 3.25 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>2 061</b>	<b>2 285</b>	<b>2 272</b>	<b>2 349</b>	<b>3 031</b>	<b>3 403</b>	<b>3 920</b>	<b>4751</b>	<b>5 499</b>
Banfora	50	28	34	35	41	50	94	117	134
Bobo-Dioulasso	372	435	366	321	453	449	524	620	910
Bogandé	-	-	-	0	21	20	33	62	79
Boromo	-	-	-	-	30	37	83	59	123
Dédougou	64	62	49	70	121	124	108	89	127
Diapaga	-	-	-	-	11	26	28	29	92
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	77
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	33	121
Dori	8	13	23	11	34	48	66	106	131
Fada N'gourma	54	67	50	60	81	75	83	102	164
Gaoua	22	43	56	73	60	93	81	112	178
Kaya	61	68	86	99	135	182	156	188	261
Kongoussi	-	-	-	7	87	97	84	80	171
Koudougou	0	74	191	199	211	228	245	282	426
Léo	-	-	-	-	-	-	21	101	155
Manga	-	-	-	7	48	99	154	181	260
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	15	64
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	15	57
Ouagadougou	1 195	1 271	1 171	1 170	1 375	1 288	1 486	1839	992
Ouahigouya	88	100	122	94	93	75	94	111	10
Tenkodogo	147	124	124	141	143	206	246	224	288
Tougan	-	-	-	5	5	34	83	76	139
Yako	-	-	-	-	6	106	85	124	233
Ziniaré	-	-	-	57	76	166	166	186	307

Commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>2 021</b>	<b>1 839</b>	<b>2 406</b>	<b>2 934</b>	<b>3 507</b>	<b>3 644</b>	<b>5 328</b>
Banfora	62	41	37	44	49	31	88
Bobo-Dioulasso	333	440	395	327	467	473	478
Bogandé	-	-	-	0	23	22	33
Boromo	-	-	-	-	32	38	83
Dédougou	68	66	69	58	108	133	102
Diapaga	-	-	-	-	11	26	28
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-	34
Dori	8	13	23	9	34	37	64
Fada N'gourma	54	64	46	58	81	78	79
Gaoua	19	45	50	66	56	64	44
Kaya	86	75	98	114	145	188	173
Kongoussi	-	-	-	8	106	131	79
Koudougou	0	81	197	209	225	234	216
Léo	-	-	-	-	-	-	23
Manga	-	-	-	7	49	103	139
Nouna	-	-	-	-	-	-	-
Orodara	-	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	704	724	844	640	739	790	1 192
Ouahigouya	90	100	122	99	97	64	97
Tenkodogo	139	121	140	138	126	212	247
Tougan	-	-	-	5	5	33	86
Yako	-	-	-	-	6	106	90
Ziniaré	-	-	-	57	47	171	166

Tableau 3.27 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>6 323</b>	<b>6 655</b>	<b>7 425</b>	<b>7 311</b>	<b>10 473</b>	<b>12 534</b>	<b>13 625</b>	<b>9 509</b>	<b>11 567</b>
Banfora	108	124	123	157	312	153	366	282	462
Bobo-Dioulasso	1 311	1 457	1 852	1 659	2 811	2 682	2 085	1 599	3 026
Bogandé	-	-	-	32	40	66	154	82	180
Boromo	-	-	-	-	68	163	152	318	203
Dédougou	277	311	206	298	362	401	723	408	357
Diapaga	-	-	-	-	20	104	149	165	152
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	140
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	20	44
Dori	40	69	51	51	58	62	149	160	76
Fada N'gourma	173	185	156	189	224	219	281	320	213
Gaoua	113	144	171	181	192	331	345	341	304
Kaya	94	158	150	168	181	217	416	275	310
Kongoussi	-	-	-	12	74	98	249	153	187
Koudougou	0	193	242	283	292	317	414	429	493
Léo	-	-	-	-	-	-	55	46	113
Manga	-	-	-	6	78	97	57	158	185
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	69	105
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	47	76
Ouagadougou	3 780	3 569	3 679	3 505	4 731	6 120	6 517	2 964	3 719
Ouahigouya	183	190	257	273	299	315	401	440	355
Tenkodogo	244	255	538	385	422	565	590	559	406
Tougan	-	-	-	48	259	406	227	376	240
Yako	-	-	-	-	17	110	116	134	57*
Ziniaré	-	-	-	64	33	108	179	164	164

\*hors ordonnances d'actes d'état civil



**PDF Complete**

Your complimentary use period has ended.  
Thank you for using PDF Complete.

[Click Here to upgrade to Unlimited Pages and Expanded Features](#)

**Durée de traitement des affaires :** Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

**Sources statistiques**

*Registres des parquets, rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.*

le ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2009	2 547	253	161	75	12	12	3060
	2010	4044	519	266	96	12	13	4950
Affaires commerciales	2009	119	74	74	26	4	2	299
	2010	129	26	5	1	1	0	162
Ensemble	2009	2 666	327	235	101	16	14	3359
	2010	4173	545	271	97	13	13	5112

Tableau 3.29 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois		De 3 mois à moins de 6 mois		De 6 mois à moins d'un an	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>2 666</b>	<b>4173</b>	<b>327</b>	<b>545</b>	<b>235</b>	<b>271</b>
Banfora	101	214	11	28	5	8
Bobo-Dioulasso	415	558	73	156	37	33
Bogandé	58	76	1	2	0	0
Boromo	59	113	3	7	0	0
Dédougou	0	87	0	18	0	4
Diapaga	22	75	2	13	4	6
Diébougou		77	-	0	-	0
Djibo	32	107	0	6	0	8
Dori	100	120	0	7	0	3
Fada N'gourma	99	151	2	4	3	4
Gaoua	106	163	4	7	0	1
Kaya	154	230	15	12	6	7
Kongoussi	75	166	2	4	4	3
Koudougou	263	391	13	46	12	17
Léo	95	143	5	8	2	5
Manga	129	169	44	64	11	32
Nouna	15	61	0	3	0	4
Orodara	14	51	0	6	0	4
Ouagadougou	256	313	118	107	137	115
Ouahigouya	101	0	3	0	1	0
Tenkodogo	199	235	21	30	13	12
Tougan	70	130	6	2	0	1
Yako	118	220	3	10	0	2
Ziniaré	185	323	1	5	0	2



**PDF**  
Complete

Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

**Grosse** : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le Greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

**Temps mis pour rendre les décisions disponibles** : Temps écoulé entre la date de la décision et la date de son enregistrement de la décision au service des impôts.

### **Sources statistiques**

*Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.*

le et commerciale par année selon la durée de la procédure par  
it, ordonnances et injonctions de payer)

	de 2 ans		de 2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>101</b>	<b>97</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>13</b>
Banfora	0	2	0	2	0	0
Bobo-Dioulasso	18	13	0	0	3	0
Bogandé	0	0	0	0	0	1
Boromo	0	0	0	0	0	0
Dédougou	0	1	0	2	0	0
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	0	0	0
Dori	4	1	0	0	1	0
Fada N'gourma	0	3	0	0	0	0
Gaoua	0	0	0	0	0	0
Kaya	3	8	1	0	0	1
Kongoussi	2	2	0	0	0	0
Koudougou	1	0	0	0	0	0
Léo	0	1	0	0	0	0
Manga	2	4	1	1	0	0
Nouna	0	2	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	66	53	12	6	9	8
Ouahigouya	2	0	2	0	1	0
Tenkodogo	2	4	0	2	0	1
Tougan	0	1	0	0	0	0
Yako	1	0	0	0	0	1
Ziniaré	0	2	0	0	0	1

## Concepts

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

**Conclusion rendue** : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

**Etat d'une personne** : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

**Liquidation** : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le Tribunal de grande instance, pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

**Procédure collective** : Procédure qui se déroule devant le parquet civile dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements.

L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

**Rectification matérielle** : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

**Redressement** : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

## Sources statistiques

*Registres du courrier arrivé et du courrier-départ des Parquets des tribunaux de grande instance.*

rendues en 2010 par l'ensemble des parquets civils selon la nature

	Affaires nouvelles		Conclusions rendues	
	2009	2010	2009	2010
Rectifications matérielles	2611	1693	2645	1480
Etat des personnes	2905	3344	3021	3408
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	2762	3139	2879	3022
<i>Adoptions</i>	52	83	54	228
<i>Naturalisations</i>	91	122	88	158
Procédures collectives	0	1	0	0
<i>Redressements</i>	0	0	0	0
<i>Liquidations</i>	0	1	0	0
Autres	1	216	2	261
<b>Ensemble</b>	<b>5517</b>	<b>5254</b>	<b>5668</b>	<b>5149</b>

Tableau 3.32 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles		Conclusions rendues	
	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>5517</b>	<b>5254</b>	<b>5668</b>	<b>5149</b>
Banfora	125	86	148	63
Bobo-Dioulasso	649	104	793	87
Bogandé	157	211	127	381
Boromo	208	77	208	138
Dédougou	168	189	168	259
Diapaga	11	44	79	51
Diébougou	-	79	-	56
Djibo	80	124	20	152
Dori	229	163	123	166
Fada N'gourma	19	204	32	203
Gaoua	432	144	432	121
Kaya	115	101	131	127
Kongoussi	108	nd	178	216
Koudougou	26	159	26	131
Léo	55	109	62	68
Manga	281	256	290	312
Nouna	99	152	90	146
Orodara	52	76	52	37
Ouagadougou	1329	1095	1329	727
Ouahigouya	509	560	509	558
Tenkodogo	378	570	336	533
Tougan	217	405	286	376
Yako	208	267	208	105
Ziniaré	62	79	41	136



**PDF Complete**

*Your complimentary use period has ended. Thank you for using PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to Unlimited Pages and Expanded Features](#)

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

**Conclusion rendue** : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

**Etat d'une personne** : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

**Procédure collective** : Procédure qui se déroule devant le parquet civile dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements.

L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation judiciaire.

**Rectification matérielle** : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

e, enregistrées en 2010 par parquet civil

	Etat des personnes		Procédures collectives		Autres			
	2009	2010	2009	2010	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>2611</b>	<b>1693</b>	<b>2905</b>	<b>3344</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>216</b>
Banfora	28	3	97	80	0	0	0	3
Bobo-Dioulasso	157	54	485	50	0	0	0	0
Bogandé	80	63	76	148	0	0	1	0
Boromo	87	4	121	72	0	0	0	1
Dédougou	73	32	89	138	0	0	0	19
Diapaga	10	2	1	42	0	0	0	0
Diébougou	-	69	-	10	-	0	-	0
Djibo	33	40	46	84	0	0	0	0
Dori	56	45	168	118	0	0	0	0
Fada N'gourma	8	50	7	154	0	0	0	0
Gaoua	150	2	280	113	0	0	0	29
Kaya	62	12	50	89	0	0	0	0
Kongoussi	83	nd	25	nd	0	nd	0	nd
Koudougou	19	42	2	61	0	0	0	56
Léo	55	33	0	76	0	0	0	0
Manga	116	47	165	209	0	0	0	0
Nouna	50	31	48	121	0	0	0	0
Orodara	7	4	44	61	0	0	0	11
Ouagadougou	799	181	442	851	0	2	0	62
Ouahigouya	282	428	221	132	0	0	0	0
Tenkodogo	211	465	164	105	0	0	0	0
Tougan	107	72	110	306	0	0	0	27
Yako	126	0	75	262	0	0	0	5
Ziniaré	12	14	46	62	0	0	0	3

Tableau 3.34 : Conclusions rendues en 2010 selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles		Etat des personnes		Procédures collectives		Autres	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>2645</b>	<b>1480</b>	<b>3021</b>	<b>3408</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>261</b>
Banfora	28	1	120	61	0	0	0	1
Bobo-Dioulasso	165	51	628	36	0	0	0	0
Bogandé	68	71	59	310	0	0	0	0
Boromo	87	17	121	117	0	0	0	4
Dédougou	73	48	95	211	0	0	0	0
Diapaga	77	5	2	46	0	0	0	0
Diébougou	-	3	-	53	-	0	-	0
Djibo	5	36	15	116	0	0	0	0
Dori	59	55	64	111	0	0	0	0
Fada N'gourma	9	50	23	153	0	0	0	0
Gaoua	150	0	282	121	0	0	0	0
Kaya	44	37	87	90	0	0	0	0
Kongoussi	83	87	93	127	0	0	2	2
Koudougou	19	20	7	46	0	0	0	65
Léo	62	59	0	9	0	0	0	0
Manga	97	31	193	281	0	0	0	0
Nouna	42	25	48	121	0	0	0	0
Orodara	7	4	45	22	0	0	0	11
Ouagadougou	799	6	530	566	2	0	0	155
Ouahigouya	282	428	227	130	0	0	0	0
Tenkodogo	188	360	148	173	0	0	0	0
Tougan	164	72	122	304	0	0	0	0
Yako	126	0	82	104	0	0	0	1
Ziniaré	11	14	30	100	0	0	0	22

### Concepts

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (assignation, requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

**Crime** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

**Délit** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

### Sources statistiques

*Registres des parquets.*

### Note :

*Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».*

ns les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>5 640</b>	<b>5 779</b>	<b>6 451</b>	<b>6 392</b>	<b>7 524</b>	<b>8 295</b>	<b>9 587</b>	<b>10 568</b>	<b>10 696</b>
Crimes et délits contre les particuliers	1 553	1 837	1 915	1 622	2 154	2 145	2 595	2 767	2 654
dont									
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	367	493	540	385	557	534	641	623	407
<i>Coups et blessures volontaires</i>	511	533	537	470	598	643	718	786	717
<i>Vols aggravés</i>	124	151	193	120	180	121	135	180	147
<i>Homicides volontaires, empoisonnement</i>	95	109	111	72	136	114	151	135	123
<i>Viols</i>	89	98	126	97	148	137	147	189	179
<i>Coups mortels</i>	67	97	71	63	142	74	98	98	96
<i>Assassinats</i>	60	35	57	48	86	59	71	84	70
Crimes et délits contre les biens	3 468	3 317	3 723	3 951	4 433	4 962	5 598	6 164	5 971
dont									
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	2 911	2 625	3 029	3 210	3 582	3 921	4 510	4 888	4 615
<i>Abus de confiance</i>	387	460	453	486	536	643	740	803	833
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	113	154	164	143	201	227	248	292	332
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	233	237	311	282	353	475	601	693	801
dont									
<i>Stupéfiants</i>	104	94	143	123	159	230	249	327	344
<i>Enlèvements d'enfants</i>	38	34	32	28	48	65	58	103	139
<i>Trafic d'enfants</i>	4	3	21	16	21	22	38	32	19
<i>Mutilations génitales féminines</i>	24	30	26	31	26	28	38	11	20
<i>Attentats aux mœurs</i>	20	21	27	34	23	44	90	120	123
Crimes et délits contre la chose publique	235	244	277	337	380	360	418	578	562
dont									
<i>Faux et usage de faux</i>	101	107	132	163	155	154	163	271	261
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	28	25	28	34	39	24	21	37	29
<i>Association de malfaiteurs</i>	19	17	18	31	57	27	42	51	13
Infractions en matière d'armes et munitions	86	88	68	99	103	96	97	95	81
Contraventions	65	56	157	101	101	80	57	39	59
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	177	221	232	568

### **Crimes et délits contre les particuliers**

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Coups et blessures volontaires** : Fait de faire volontairement des blessures, de porter des coups ou de commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Homicides volontaires, empoisonnements et violences** :

**Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

**Empoisonnement** : Fait de tenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Violences** : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Violences et voies de fait** : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

	enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance									
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
<b>Ensemble</b>	<b>1 531</b>	<b>1 702</b>	<b>1 910</b>	<b>1 669</b>	<b>1 909</b>	<b>2 219</b>	<b>2 589</b>	<b>2 806</b>	<b>2 787</b>	<b>10 696</b>
Banfora	317	273	314	261	215	354	423	488	531	
Bobo-Dioulasso	860	979	1 169	1 093	921	1 073	1 106	1 109	1 095	
Bogandé	-	-	-	89	181	194	201	233	241	
Boromo	-	-	-	-	351	281	358	438	326	
Dédougou	528	552	469	461	302	302	425	396	364	
Diapaga	-	-	-	-	43	143	151	173	201	
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	14	
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	245	210	
Dori	270	274	262	228	300	242	381	396	317	
Fada N'gourma	508	384	415	309	374	364	380	507	522	
Gaoua	360	373	356	478	413	434	440	457	480	
Kaya	248	197	216	269	318	454	446	512	361	
Kongoussi	-	-	-	65	274	186	325	189	145	
Koudougou	0	225	577	330	531	452	467	123	638	
Léo	-	-	-	-	-	-	89	261	184	
Manga	-	-	-	48	276	336	368	386	356	
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	61	139	
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	99	135	
Ouagadougou	1 531	1 702	1 910	1 669	1 909	2 219	2 589	2 806	2 787	
Ouahigouya	526	358	330	363	231	222	261	277	292	
Tenkodogo	492	462	413	521	576	596	739	851	789	
Tougan	-	-	-	57	157	139	152	222	216	
Yako	-	-	-	-	26	142	124	175	151	
Ziniaré	-	-	20	151	126	162	162	164	202	

Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>1 553</b>	<b>1 837</b>	<b>1 915</b>	<b>1 622</b>	<b>2 154</b>	<b>2 145</b>	<b>2 595</b>	<b>2 767</b>	<b>2 654</b>
Banfora	117	66	83	82	51	129	179	143	126
Bobo-Dioulasso	337	481	410	326	230	275	281	308	237
Bogandé	-	-	-	13	55	53	53	55	59
Boromo	-	-	-	-	152	86	103	130	69
Dédougou	125	144	121	112	87	92	95	106	99
Diapaga	-	-	-	-	13	48	54	67	62
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	136	89
Dori	60	93	85	64	110	90	146	132	87
Fada N'gourma	184	143	161	116	142	111	120	143	133
Gaoua	86	97	100	137	78	138	141	133	163
Kaya	66	44	65	67	92	115	101	119	62
Kongoussi	-	-	-	17	138	61	122	70	47
Koudougou	0	107	164	90	144	120	150	28	219
Léo	-	-	-	-	-	-	18	64	28
Manga	-	-	-	12	52	42	62	91	84
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	29	61
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	25	38
Ouagadougou	289	391	519	314	512	465	580	512	513
Ouahigouya	139	92	75	84	54	52	52	81	68
Tenkodogo	150	179	126	131	163	155	230	211	208
Tougan	-	-	-	10	37	30	30	71	70
Yako	-	-	-	-	10	50	28	79	57
Ziniaré	-	-	6	47	34	33	50	34	70

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

**Destructions, dégradations, dommages** : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

**Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'exiger de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

ns les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>3 468</b>	<b>3 317</b>	<b>3 723</b>	<b>3 951</b>	<b>4 433</b>	<b>4 962</b>
Banfora	167	175	171	150	132	206
Bobo-Dioulasso	458	428	596	619	554	622
Bogandé	-	-	-	62	112	117
Boromo	-	-	-	-	139	150
Dédougou	335	321	284	285	176	163
Diapaga	-	-	-	-	23	58
Diébougou	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-
Dori	176	157	139	143	162	123
Fada N'gourma	272	184	200	151	188	203
Gaoua	209	225	196	268	266	218
Kaya	158	135	134	175	183	256
Kongoussi	-	-	-	46	117	104
Koudougou	0	87	354	203	337	281
Léo	-	-	-	-	-	-
Manga	-	-	-	26	182	240
Nouna	-	-	-	-	-	-
Orodara	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	1 091	1 152	1 175	1 129	1 168	1 455
Ouahigouya	341	227	232	240	148	137
Tenkodogo	261	226	229	330	365	377
Tougan	-	-	-	32	96	100
Yako	-	-	-	-	11	60
Ziniaré	-	-	13	92	74	92

Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>2 911</b>	<b>2 625</b>	<b>3 029</b>	<b>3 210</b>	<b>3 582</b>	<b>3 921</b>	<b>4 510</b>	<b>4886</b>	<b>4615</b>
Banfora	132	148	115	125	90	148	126	217	164
Bobo-Dioulasso	373	308	486	498	435	438	434	471	506
Bogandé	-	-	-	58	96	104	112	120	121
Boromo	-	-	-	-	113	129	166	179	137
Dédougou	294	273	257	245	145	118	203	164	146
Diapaga	-	-	-	-	16	40	59	62	72
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	64	72
Dori	152	117	112	102	117	84	140	159	126
Fada N'gourma	219	147	170	123	151	164	177	241	210
Gaoua	176	169	159	207	214	179	194	191	175
Kaya	139	117	115	160	175	200	251	277	209
Kongoussi	-	-	-	37	103	92	121	92	62
Koudougou	0	37	280	160	265	228	220	69	274
Léo	-	-	-	-	-	-	59	145	109
Manga	-	-	-	18	155	209	219	189	173
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	23	39
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	23	35
Ouagadougou	914	928	932	898	922	1 125	1 321	1416	1254
Ouahigouya	302	202	211	202	127	117	152	117	116
Tenkodogo	210	179	181	273	301	332	340	426	385
Tougan	-	-	-	24	82	84	85	79	86
Yako	-	-	-	-	11	53	46	60	52
Ziniaré	-	-	11	80	64	77	85	102	89

### **Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs**

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

### **Crimes et délits contre la chose publique**

**Détournement de deniers publics** : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'État et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

### **Infractions en matière d'armes et munitions :**

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

ns les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
<b>Ensemble</b>	<b>233</b>	<b>237</b>	<b>311</b>	<b>282</b>	<b>353</b>	<b>475</b>	<b>601</b>	<b>693</b>	<b>801</b>
Banfora	14	15	21	11	14	7	43	21	19
Bobo-Dioulasso	24	22	35	29	51	53	70	56	70
Bogandé	-	-	-	11	8	13	18	17	20
Boromo	-	-	-	-	11	12	23	24	22
Dédougou	24	26	17	22	7	10	24	19	22
Diapaga	-	-	-	-	3	10	11	15	25
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	11	8
Dori	12	13	19	8	6	10	16	23	32
Fada N'gourma	27	19	21	9	14	26	22	38	54
Gaoua	24	17	20	28	22	28	19	29	35
Kaya	13	8	8	15	21	28	26	25	32
Kongoussi	-	-	-	-	6	4	17	5	12
Koudougou	0	13	23	12	21	32	25	5	40
Léo	-	-	-	-	-	-	6	21	11
Manga	-	-	-	6	18	21	21	18	13
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	9
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	12	5
Ouagadougou	62	70	115	68	92	140	172	236	301
Ouahigouya	19	14	7	12	13	9	20	25	14
Tenkodogo	14	20	24	31	23	32	41	55	37
Tougan	-	-	-	12	9	4	15	17	9
Yako	-	-	-	-	4	11	2	9	5
Ziniaré	-	-	1	8	10	25	10	12	6

Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>235</b>	<b>244</b>	<b>277</b>	<b>337</b>	<b>380</b>	<b>360</b>	<b>418</b>	<b>578</b>	<b>562</b>
Banfora	16	12	11	12	13	9	13	18	42
Bobo-Dioulasso	33	33	37	40	34	44	80	66	59
Bogandé	-	-	-	3	3	6	7	23	10
Boromo	-	-	-	-	9	17	10	16	11
Dédougou	14	25	20	21	11	8	12	13	19
Diapaga	-	-	-	-	1	7	4	7	8
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	8	10
Dori	18	9	13	11	19	13	24	21	18
Fada N'gourma	11	15	10	11	19	13	13	33	21
Gaoua	22	19	28	29	35	9	9	26	23
Kaya	7	3	5	6	18	22	22	28	15
Kongoussi	-	-	-	2	12	4	11	3	11
Koudougou	0	12	31	18	21	12	12	7	32
Léo	-	-	-	-	-	-	2	2	8
Manga	-	-	-	2	15	15	17	25	13
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	5
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	23
Ouagadougou	70	84	90	129	122	131	138	201	162
Ouahigouya	19	18	13	20	13	16	9	15	15
Tenkodogo	25	14	19	28	18	19	20	26	35
Tougan	-	-	-	2	11	4	8	20	10
Yako	-	-	-	-	1	3	6	10	4
Ziniaré	-	-	0	3	5	8	1	4	8



**PDF Complete**

*Your complimentary use period has ended. Thank you for using PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to Unlimited Pages and Expanded Features](#)

## Orientations du Parquet

**Chambre correctionnelle** : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins de onze jours et au plus de cinq années).

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

**Renvoi à l'instruction** : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

**Classement sans suite** : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>5 640</b>	<b>5 779</b>	<b>6 451</b>	<b>6 392</b>	<b>7 524</b>	<b>8 295</b>	<b>9 587</b>	<b>10568</b>	<b>10696</b>
Chambre correctionnelle	4 271	4 333	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567
<i>Flagrants délits</i>	3 181	3 020	3 563	3 710	4 088	4 617	5 070	6 077	5653
<i>Citations directes</i>	1 090	1 313	1 237	1 178	1 547	1 713	2 072	1 764	1914
Renvois à l'instruction	621	705	784	671	1 020	755	968	1 112	822
Affaires classées sans suite	748	741	867	833	869	1 210	1 477	1 615	2307

Tableau 3.43 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>4 271</b>	<b>4 333</b>	<b>4 800</b>	<b>4 888</b>	<b>5 635</b>	<b>6 330</b>	<b>7 142</b>	<b>7841</b>	<b>7567</b>
Banfora	208	187	190	208	170	238	263	328	268
Bobo-Dioulasso	569	630	798	787	711	767	764	764	805
Bogandé	-	-	-	57	125	137	149	173	192
Boromo	-	-	-	-	219	196	260	272	194
Dédougou	398	419	350	353	224	220	262	308	305
Diapaga	-	-	-	-	36	126	115	132	180
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	107	122
Dori	192	190	179	148	186	135	201	235	183
Fada N'gourma	376	303	329	231	297	294	297	398	365
Gaoua	285	292	284	331	269	278	269	320	338
Kaya	209	171	183	216	240	308	341	404	304
Kongoussi	-	-	-	55	129	137	221	142	117
Koudougou	0	164	425	248	411	362	360	93	481
Léo	-	-	-	-	-	-	74	218	165
Manga	-	-	-	38	235	263	263	268	242
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	45	96
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	70	81
Ouagadougou	1 193	1 303	1 466	1 310	1 478	1 855	2 150	2291	2074
Ouahigouya	438	302	249	273	175	174	239	227	181
Tenkodogo	403	372	333	459	483	525	561	661	541
Tougan	-	-	-	55	129	132	140	154	127
Yako	-	-	-	-	16	97	96	86	63
Ziniaré	-	-	14	119	102	86	117	145	131

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
<b>Ensemble</b>	<b>3 181</b>	<b>3 020</b>	<b>3 563</b>	<b>3 710</b>	<b>4 088</b>	<b>4 617</b>	<b>5 070</b>	<b>6077</b>	<b>5653</b>
Banfora	84	135	111	124	116	162	94	242	170
Bobo-Dioulasso	347	250	470	576	565	549	570	611	648
Bogandé	-	-	-	52	100	115	124	154	157
Boromo	-	-	-	-	118	167	223	244	172
Dédougou	337	338	281	272	151	127	187	188	177
Diapaga	-	-	-	-	22	55	82	101	111
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	74	88
Dori	123	124	123	109	126	111	158	196	152
Fada N'gourma	227	191	238	162	191	222	246	313	281
Gaoua	239	233	244	267	224	217	217	263	234
Kaya	185	163	161	186	213	250	296	326	283
Kongoussi	-	-	-	27	96	99	157	113	98
Koudougou	0	89	314	167	298	254	252	79	340
Léo	-	-	-	-	-	-	67	181	140
Manga	-	-	-	30	187	204	210	201	192
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	33	65
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	47	59
Ouagadougou	1 083	1 043	1 147	1 038	979	1 287	1 335	1723	1491
Ouahigouya	308	220	218	203	139	134	200	169	124
Tenkodogo	248	234	247	361	368	424	397	516	427
Tougan	-	-	-	55	98	96	111	115	105
Yako	-	-	-	-	12	75	59	78	44
Ziniaré	-	-	9	81	85	69	85	110	95

Tableau 3.45: Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>1 090</b>	<b>1 313</b>	<b>1 237</b>	<b>1 178</b>	<b>1 547</b>	<b>1 713</b>	<b>2 072</b>	<b>1764</b>	<b>1914</b>
Banfora	124	52	79	84	54	76	169	86	98
Bobo-Dioulasso	222	380	328	211	146	218	194	153	157
Bogandé	-	-	-	5	25	22	25	19	35
Boromo	-	-	-	-	101	29	37	28	22
Dédougou	61	81	69	81	73	93	75	120	128
Diapaga	-	-	-	-	14	71	33	31	69
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	12
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	33	34
Dori	69	66	56	39	60	24	43	39	31
Fada N'gourma	149	112	91	69	106	72	51	85	84
Gaoua	46	59	40	64	45	61	52	57	104
Kaya	24	8	22	30	27	58	45	78	21
Kongoussi	-	-	-	28	33	38	64	29	19
Koudougou	0	75	111	81	113	108	108	14	141
Léo	-	-	-	-	-	-	7	37	25
Manga	-	-	-	8	48	59	53	67	50
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	12	31
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	23	22
Ouagadougou	110	260	319	272	499	568	815	568	583
Ouahigouya	130	82	31	70	36	40	39	58	57
Tenkodogo	155	138	86	98	115	101	164	145	114
Tougan	-	-	-	-	31	36	29	39	22
Yako	-	-	-	-	4	22	37	8	19
Ziniaré	-	-	5	38	17	17	32	35	36



*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

uction par les parquets par tribunal de grande instance

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<b>671</b>	<b>1 020</b>	<b>755</b>	<b>968</b>	<b>1112</b>	<b>822</b>
Banfora	58	35	49	28	33	38
Bobo-Dioulasso	79	82	94	101	74	87
Bogandé	-	-	-	19	30	35
Boromo	-	-	-	-	69	32
Dédougou	46	49	37	29	40	25
Diapaga	-	-	-	-	5	9
Diébougou	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	104
Dori	39	11	23	19	35	25
Fada N'gourma	57	66	67	50	54	43
Gaoua	36	40	32	53	34	37
Kaya	33	18	18	24	52	53
Kongoussi	-	-	-	7	123	19
Koudougou	0	33	56	31	38	32
Léo	-	-	-	-	-	13
Manga	-	-	-	7	35	27
Nouna	-	-	-	-	-	-
Orodara	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	162	276	312	219	275	163
Ouahigouya	54	31	34	18	19	19
Tenkodogo	57	64	59	51	76	61
Tougan	-	-	-	2	9	5
Yako	-	-	-	-	8	28
Ziniaré	-	-	3	13	11	17

Tableau 3.47 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>748</b>	<b>741</b>	<b>867</b>	<b>833</b>	<b>869</b>	<b>1 210</b>	<b>1 477</b>	<b>1615</b>	<b>2307</b>
Banfora	51	51	75	25	12	78	130	108	225
Bobo-Dioulasso	212	267	277	205	136	219	244	271	219
Bogandé	-	-	-	13	26	22	13	11	26
Boromo	-	-	-	0	63	53	77	142	111
Dédougou	84	84	82	79	38	57	129	60	34
Diapaga	-	-	-	-	2	8	16	24	2
Diébougou	--	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	34	74
Dori	39	73	60	61	79	82	151	136	113
Fada N'gourma	75	15	19	28	23	27	25	47	97
Gaoua	39	41	40	94	110	119	119	95	107
Kaya	6	8	15	29	26	93	50	54	35
Kongoussi	-	-	-	3	22	30	68	26	11
Koudougou	0	28	96	51	82	58	55	12	96
Léo	-	-	-	-	-	-	2	19	4
Manga	-	-	-	3	6	46	70	81	79
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	8	33
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	12	34
Ouagadougou	176	123	132	140	156	201	179	192	533
Ouahigouya	34	25	47	72	37	29	12	24	79
Tenkodogo	32	26	21	11	17	10	94	131	187
Tougan	-	-	-	-	19	2	4	58	80
Yako	-	-	-	-	2	17	5	69	73
Ziniaré	-	-	3	19	13	59	34	1	55



*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



**Mineur** : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

**Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire** : Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

#### **Orientations du Parquet**

**Chambre correctionnelle** : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles (au moins de onze jours et au plus de cinq années).

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

**Renvoi à l'instruction** : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

**Classement sans suite** : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

[Click Here to upgrade to Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
<b>Mineurs impliqués</b>	<b>218</b>	<b>219</b>	<b>252</b>	<b>365</b>	<b>558</b>	<b>502</b>	<b>326</b>	
Mineurs renvoyés en flagrant délit	147	100	140	153	167	256	317	233
Mineurs renvoyés en citation directe	28	25	29	23	45	53	147	33
Mineurs renvoyés à l'instruction	46	30	26	19	24	28	34	27
Mineurs relaxés après classement sans suite	21	23	23	24	16	28	60	38
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	125	78	115	108	139	222	448	93

Tableau 3.49 : Mineurs concernés par les activités des parquets par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>242</b>	<b>178</b>	<b>218</b>	<b>219</b>	<b>252</b>	<b>365</b>	<b>558</b>	<b>502</b>	<b>326</b>
Banfora	10	8	15	14	6	14	11	12	6
Bobo-Dioulasso	8	4	2	7	11	36	69	29	9
Bogandé	-	-	-	1	6	16	11	13	2
Boromo	-	-	-	-	12	8	16	19	8
Dédougou	22	27	17	23	14	11	30	22	13
Diapaga	-	-	-	-	5	5	3	7	14
Diébougou									0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	13	10
Dori	9	17	7	6	14	15	25	28	12
Fada N'gourma	18	13	17	7	16	16	27	33	22
Gaoua	20	11	32	30	33	32	19	12	16
Kaya	17	17	7	9	8	19	39	41	15
Kongoussi	-	-	-	-	-	13	17	12	16
Koudougou	0	10	20	22	26	7	16	15	38
Léo	-	-	-	-	-	-	2	13	11
Manga	-	-	-	1	18	4	9	15	19
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	7
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	6	10
Ouagadougou	62	39	55	48	18	79	83	128	29
Ouahigouya	62	17	18	23	13	32	5	4	15
Tenkodogo	14	15	28	19	33	39	10	30	26
Tougan	-	-	-	3	12	4	152	9	14
Yako	-	-	-	-	2	3	4	13	5
Ziniaré	-	-	-	6	5	12	10	26	9

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et si s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

**Jugement rendu** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

**Type de décisions** : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

**Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

### Délits

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

**Coups et blessures volontaires** : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Délits en matière d'armes et munitions** : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

**Destructions, dégradations, dommages** : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

**Détournement de deniers publics** : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'État et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

des correctionnelles des tribunaux de grande instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>4 336</b>	<b>4 258</b>	<b>4 292</b>	<b>4 903</b>	<b>5 272</b>	<b>5 247</b>	<b>6 183</b>	<b>6 950</b>	<b>6 686</b>
Flagrants délits	3 416	3 449	3 382	3 894	4 353	4 305	5 097	5846	5619
Citations directes	920	809	910	1 009	919	942	1 086	1104	1067

<b>Jugements rendus selon le type de décisions</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>4 336</b>	<b>4 258</b>	<b>4 292</b>	<b>4 903</b>	<b>5 272</b>	<b>5 247</b>	<b>6 183</b>	<b>6950</b>	<b>6 686</b>
Contradictoire	3 990	4 036	3 947	4 425	4 827	4 997	5 733	6723	6559
Réputé contradictoire								10	1
Défaut	297	161	251	407	324	186	234	186	112
Autre	49	61	94	71	121	64	216	31	14

<b>Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>4 336</b>	<b>4 258</b>	<b>4 292</b>	<b>4 903</b>	<b>5 272</b>	<b>5 247</b>	<b>6 183</b>	<b>6950</b>	<b>6686</b>
Délits contre la chose publique	214	181	210	271	224	214	201	327	300
dont :									
<i>Faux et usage de faux</i>	60	54	93	90	78	78	73	130	129
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	14	7	10	7	5	8	2	60	12
Délits contre les particuliers	834	694	839	945	928	858	1 014	1038	963
dont :									
<i>Coups et blessures volontaires</i>	402	370	480	502	504	472	479	576	548
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	337	242	264	328	305	237	336	267	206
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	183	170	218	233	271	337	432	511	514
dont :									
<i>Stupéfiants</i>	85	88	105	112	149	197	207	262	244
<i>Mutilations génitales féminines</i>	25	20	25	25	24	25	33	33	18
Délits contre les biens	2 995	3 138	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4864	4604
dont :									
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	2 588	2 641	2 420	2 820	3 082	3 072	3 685	4 109	3881
<i>Abus de confiance</i>	313	371	371	392	434	422	514	527	540
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	49	70	85	76	128	119	145	183	127
Délits en matière d'armes et de munitions	75	59	63	92	88	80	79	89	69
Infractions non déterminées	35	16	24	21	44	0	0	0	236
Infractions en matière de code de la route	-	-	-	-	-	99	59	112	0

### Délits :

#### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'usurper de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

### Sources statistiques :

*Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.*

### Note :

*Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».*

par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>4 903</b>	<b>5 272</b>	<b>5 247</b>	<b>6 183</b>	<b>6 954</b>	<b>6 686</b>			
Banfora	161	126	174	218	253	284	231	330	247
Bobo-Dioulasso	555	596	909	1 039	915	730	808	652	695
Bogandé	-	-	-	62	116	114	150	170	187
Boromo	-	-	-	-	159	214	257	297	251
Dédougou	353	364	302	290	195	208	349	285	245
Diapaga	-	-	-	-	23	75	101	121	157
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	89	135
Dori	162	163	156	220	179	144	168	228	197
Fada N'gourma	324	276	267	226	240	237	277	314	282
Gaoua	307	284	341	312	312	268	303	288	290
Kaya	241	198	185	190	230	269	349	390	289
Kongoussi	-	-	-	27	121	144	222	139	108
Koudougou	0	216	288	295	346	301	331	463	520
Léo	-	-	-	-	-	-	60	173	151
Manga	-	-	-	25	228	253	293	256	246
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	39	79
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	65	92
Ouagadougou	1 384	1 397	1 168	1 211	1 105	1 096	1 175	1436	1686
Ouahigouya	390	290	189	243	173	178	238	197	nd
Tenkodogo	459	348	313	434	474	453	591	615	500
Tougan	-	-	-	21	112	126	125	143	146
Yako	-	-	-	-	0	77	54	75	58
Ziniaré	-	-	-	90	91	76	101	189	125

Tableau 3.52 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>3 416</b>	<b>3 449</b>	<b>3 382</b>	<b>3 894</b>	<b>4 353</b>	<b>4 305</b>	<b>5 097</b>	<b>5846</b>	<b>5619</b>
Banfora	114	100	134	153	157	176	169	227	167
Bobo-Dioulasso	366	452	511	619	629	573	652	564	622
Bogandé	-	-	-	57	101	101	130	150	155
Boromo	-	-	-	-	131	174	224	258	208
Dédougou	338	346	272	232	161	133	210	192	176
Diapaga	-	-	-	-	18	49	87	99	112
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	71	102
Dori	112	110	134	190	157	125	144	194	159
Fada N'gourma	233	186	220	178	187	200	246	292	258
Gaoua	272	250	273	273	273	215	236	248	234
Kaya	151	142	129	163	198	217	296	325	272
Kongoussi	-	-	-	25	94	110	194	121	98
Koudougou	0	165	225	231	273	244	234	358	349
Léo	-	-	-	-	-	-	58	160	140
Manga	-	-	-	22	204	228	231	193	205
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	29	57
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	36	69
Ouagadougou	1 246	1 253	1 056	1 114	1 010	973	1 058	1341	1552
Ouahigouya	292	228	184	198	172	149	209	179	nd
Tenkodogo	292	217	244	336	396	398	469	517	421
Tougan	-	-	-	21	112	105	114	112	115
Yako	-	-	-	-	0	70	49	69	54
Ziniaré	-	-	-	82	80	65	87	111	94



**PDF Complete**

*Your complimentary use period has ended.  
Thank you for using PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to Unlimited Pages and Expanded Features](#)

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et si s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

**Jugement rendu** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

**Type de décisions** : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

**Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>920</b>	<b>809</b>	<b>910</b>	<b>1 009</b>	<b>919</b>	<b>942</b>	<b>1 086</b>	<b>1104</b>	<b>1067</b>
Banfora	47	26	40	65	96	108	62	103	80
Bobo-Dioulasso	189	144	398	420	286	157	156	88	73
Bogandé	-	-	-	5	15	13	20	20	32
Boromo	-	-	-	-	28	40	33	39	43
Dédougou	15	18	30	58	34	75	139	93	69
Diapaga	-	-	-	-	5	26	14	22	45
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	14	33
Dori	50	53	22	30	22	19	24	34	38
Fada N'gourma	91	90	47	48	53	37	31	22	24
Gaoua	35	34	68	39	39	53	67	40	56
Kaya	90	56	56	27	32	52	53	65	17
Kongoussi	-	-	-	2	27	34	28	18	10
Koudougou	0	51	63	64	73	57	97	105	171
Léo	-	-	-	-	-	-	2	13	11
Manga	-	-	-	3	24	25	62	63	41
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	10	22
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	29	23
Ouagadougou	138	144	112	97	95	123	117	95	134
Ouahigouya	98	62	5	45	1	29	29	18	nd
Tenkodogo	167	131	69	98	78	55	122	98	79
Tougan	-	-	-	0	0	21	11	31	31
Yako	-	-	-	-	0	7	5	6	4
Ziniaré	-	-	-	8	11	11	14	78	31

Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>3 990</b>	<b>4 036</b>	<b>3 947</b>	<b>4 425</b>	<b>4 827</b>	<b>4 997</b>	<b>5 733</b>	<b>6723</b>	<b>6559</b>
Banfora	147	119	155	165	196	215	217	323	229
Bobo-Dioulasso	449	564	684	719	674	659	767	645	695
Bogandé	-	-	-	62	116	106	146	163	186
Boromo	-	-	-	-	153	201	256	270	223
Dédougou	353	364	300	280	192	207	274	284	244
Diapaga	-	-	-	-	23	72	98	114	157
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	85	133
Dori	159	158	156	220	179	130	160	227	176
Fada N'gourma	295	249	258	222	232	234	263	314	281
Gaoua	306	282	334	307	307	259	275	277	284
Kaya	228	193	177	184	225	258	330	381	285
Kongoussi	-	-	-	27	121	143	213	139	108
Koudougou	0	206	277	286	332	300	298	428	503
Léo	-	-	-	-	-	-	60	173	151
Manga	-	-	-	25	220	251	281	249	243
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	37	79
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	65	91
Ouagadougou	1 304	1 295	1 117	1 173	1 027	1 074	1 012	1412	1678
Ouahigouya	373	285	188	234	166	171	238	197	nd
Tenkodogo	376	321	301	412	461	445	577	562	491
Tougan	-	-	-	21	112	126	121	140	144
Yako	-	-	-	-	0	76	52	75	58
Ziniaré	-	-	-	88	91	70	95	163	120

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
	<b>407</b>	<b>324</b>	<b>186</b>	<b>234</b>	<b>186</b>	<b>112</b>			
Banfora	13	4	18	52	56	63	14	7	15
Bobo-Dioulasso	70	14	173	283	200	45	41	6	0
Bogandé	-	-	-	0	0	7	3	5	0
Boromo	-	-	-	-	6	13	1	27	28
Dédougou	0	0	2	10	3	1	75	1	1
Diapaga	-	-	-	-	0	1	2	3	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Dori	3	4	0	0	0	0	0	1	20
Fada N'gourma	29	27	9	4	8	3	0	0	1
Gaoua	1	2	5	3	3	9	28	9	6
Kaya	13	5	8	5	4	6	9	8	2
Kongoussi	-	-	-	0	0	1	0	0	0
Koudougou	0	10	11	9	14	0	33	35	17
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Manga	-	-	-	0	3	1	6	7	2
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	1
Ouagadougou	68	63	12	9	7	15	2	3	4
Ouahigouya	17	5	1	8	7	7	0	0	nd
Tenkodogo	83	27	12	22	13	8	14	45	8
Tougan	-	-	-	0	0	0	4	3	2
Yako	-	-	-	-	0	0	1	0	0
Ziniaré	-	-	-	2	0	6	1	26	3

Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>834</b>	<b>694</b>	<b>839</b>	<b>945</b>	<b>928</b>	<b>858</b>	<b>1 014</b>	<b>1038</b>	<b>963</b>
Banfora	36	17	27	63	80	68	45	53	37
Bobo-Dioulasso	154	95	229	240	169	136	116	64	53
Bogandé	-	-	-	13	29	14	22	24	21
Boromo	-	-	-	-	29	41	46	50	41
Dédougou	54	63	63	65	36	47	90	69	51
Diapaga	-	-	-	-	4	23	24	25	39
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	26	45
Dori	34	33	37	96	64	39	35	47	33
Fada N'gourma	81	67	65	74	58	51	42	44	46
Gaoua	44	35	61	43	43	52	52	45	61
Kaya	51	32	41	34	41	40	54	55	28
Kongoussi	-	-	-	3	24	39	57	25	20
Koudougou	0	54	67	45	69	53	73	94	108
Léo	-	-	-	-	-	-	5	26	16
Manga	-	-	-	7	27	16	35	50	32
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	9	15
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	18	17
Ouagadougou	169	148	140	142	97	100	111	95	174
Ouahigouya	75	57	32	36	28	32	36	30	nd
Tenkodogo	136	93	77	71	94	59	130	95	61
Tougan	-	-	-	6	16	15	15	23	32
Yako	-	-	-	-	0	19	11	13	8
Ziniaré	-	-	-	7	20	14	15	58	25

correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>2 837</b>	<b>3 138</b>	<b>2 938</b>	<b>3 341</b>	<b>3 717</b>	<b>4 398</b>	<b>4603</b>
Banfora	105	95	129	123	148	160	160
Bobo-Dioulasso	347	452	567	661	587	593	531
Bogandé	-	-	-	47	81	113	145
Boromo	-	-	-	-	110	142	161
Dédougou	269	257	207	189	125	223	159
Diapaga	-	-	-	-	14	61	86
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	73
Dori	112	113	105	106	99	111	136
Fada N'gourma	210	180	183	130	164	192	177
Gaoua	208	201	211	216	216	205	179
Kaya	0	138	120	137	164	251	222
Kongoussi	-	-	-	23	92	141	68
Koudougou	0	157	194	222	245	227	315
Léo	-	-	-	-	-	52	119
Manga	-	-	-	14	163	194	179
Nouna	-	-	-	-	-	-	44
Orodara	-	-	-	-	-	-	42
Ouagadougou	1 040	1 115	888	926	885	896	1215
Ouahigouya	279	216	146	175	127	170	nd
Tenkodogo	267	214	188	285	351	405	367
Tougan	-	-	-	13	86	94	95
Yako	-	-	-	-	0	49	48
Ziniaré	-	-	-	74	60	59	82

Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>183</b>	<b>170</b>	<b>218</b>	<b>233</b>	<b>271</b>	<b>337</b>	<b>432</b>	<b>511</b>	<b>514</b>
Banfora	5	9	14	15	9	10	13	16	2
Bobo-Dioulasso	12	16	29	40	50	57	50	37	50
Bogandé	-	-	-	0	3	7	9	14	16
Boromo	-	-	-	-	8	4	15	17	14
Dédougou	10	20	8	18	9	7	19	11	9
Diapaga	-	-	-	-	3	5	11	14	23
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	3	7
Dori	7	15	10	11	12	6	11	17	14
Fada N'gourma	24	15	18	12	15	15	24	26	34
Gaoua	26	16	24	17	17	21	22	21	21
Kaya	15	9	10	11	12	15	21	21	20
Kongoussi	-	-	-	1	2	2	16	7	8
Koudougou	0	2	8	6	18	13	13	15	31
Léo	-	-	-	-	-	-	3	17	6
Manga	-	-	-	3	16	17	18	15	9
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	6
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	6	13
Ouagadougou	58	56	76	55	58	110	125	159	184
Ouahigouya	13	5	4	12	9	6	15	19	nd
Tenkodogo	13	7	17	22	15	30	23	51	35
Tougan	-	-	-	2	6	5	16	10	10
Yako	-	-	-	-	0	6	1	6	1
Ziniaré	-	-	-	8	9	1	7	9	1

rectionnelle selon la durée de la procédure

	is		De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
Flagrants délits	2009	4 828	578	189	37	<b>5 632</b>
	2010	4889	453	103	76	<b>5521</b>
Citations directes	2009	374	197	163	404	<b>1 077</b>
	2010	389	221	166	297	<b>1073</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2009</b>	<b>5202</b>	<b>775</b>	<b>352</b>	<b>441</b>	<b>6709</b>
	<b>2010</b>	<b>5278</b>	<b>674</b>	<b>269</b>	<b>373</b>	<b>6594</b>

Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois		De 3 mois à moins de 6 mois		De 6 mois à moins d'un an		1 an et plus	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>5202</b>	<b>5278</b>	<b>775</b>	<b>674</b>	<b>352</b>	<b>269</b>	<b>391</b>	<b>373</b>
Banfora	240	178	14	16	20	22	49	31
Bobo-Dioulasso	594	594	37	33	22	43	37	25
Bogandé	155	171	9	7	3	0	3	9
Boromo	258	208	15	4	0	8	24	31
Dédougou	266	209	17	20	8	10	3	5
Diapaga	81	116	22	22	14	12	4	7
Diébougou	-	0	-	0	-	0	-	0
Djibo	83	122	4	6	1	7	0	0
Dori	210	163	5	6	7	5	6	23
Fada N'gourma	296	246	11	25	6	3	1	8
Gaoua	247	242	8	27	23	9	9	13
Kaya	324	267	22	12	22	6	22	5
Kongoussi	134	103	4	4	1	0	0	1
Koudougou	335	320	31	55	17	25	74	120
Léo	154	114	17	30	2	7	0	0
Manga	261	237	19	8	8	0	2	1
Nouna	38	72	2	5	0	0	0	2
Orodara	57	92	5	0	0	0	0	0
Ouagadougou	495	1132	457	318	149	84	27	59
Ouahigouya	178	0	5	0	8	nd	6	0
Tenkodogo	510	438	30	31	17	11	58	19
Tougan	116	125	15	12	8	3	4	6
Yako	66	40	5	12	3	5	1	1
Ziniaré	104	89	21	21	13	9	50	7

de correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée

			De 15 jours à moins d'un mois		De 1 mois à moins de 3 mois	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>1465</b>	<b>1250</b>	<b>1631</b>	<b>1559</b>	<b>1732</b>	<b>2080</b>
Banfora	36	43	136	65	44	52
Bobo-Dioulasso	349	189	148	234	72	150
Bogandé	57	71	56	55	32	25
Boromo	174	99	60	76	21	27
Dédougou	60	54	80	72	57	42
Diapaga	7	8	27	24	37	59
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Djibo	42	45	22	37	9	18
Dori	122	61	33	43	33	52
Fada N'gourma	126	66	85	64	69	107
Gaoua	78	71	127	116	39	42
Kaya	2	17	137	139	174	103
Kongoussi	69	60	31	25	19	12
Koudougou	28	17	97	110	198	182
Léo	30	3	44	32	70	76
Manga	36	105	74	61	99	35
Nouna	6	22	14	20	8	14
Orodara	20	59	17	9	3	1
Ouagadougou	24	63	41	171	413	848
Ouahigouya	50	nd	93	nd	32	nd
Tenkodogo	68	135	228	154	202	118
Tougan	64	48	37	30	5	32
Yako	10	1	14	3	39	36
Ziniaré	7	13	30	19	57	49

Tableau 3.61 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 3 mois à moins de 6 mois		De 6 mois à moins d'un an		1 an et plus	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>578</b>	<b>453</b>	<b>189</b>	<b>103</b>	<b>37</b>	<b>76</b>
Banfora	1	2	5	4	0	1
Bobo-Dioulasso	15	14	8	14	0	21
Bogandé	4	4	1	0	0	0
Boromo	3	1	0	0	0	5
Dédougou	4	4	1	2	0	1
Diapaga	18	13	7	6	3	2
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Djibo	0	1	0	1	0	0
Dori	3	2	1	1	2	0
Fada N'gourma	9	18	3	2	0	1
Gaoua	1	0	2	2	0	4
Kaya	8	9	3	5	1	0
Kongoussi	2	1	0	0	0	0
Koudougou	16	28	5	5	8	7
Léo	15	23	1	6	0	0
Manga	14	5	4	0	0	0
Nouna	2	1	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	440	286	136	51	7	33
Ouahigouya	2	nd	1	nd	1	nd
Tenkodogo	5	13	2	0	12	1
Tougan	2	4	4	1	0	0
Yako	4	12	2	2	0	0
Ziniaré	10	12	3	1	3	0

rectionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée

			De 3 mois à moins de 6 mois		De 6 mois à moins d'un an	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>374</b>	<b>389</b>	<b>197</b>	<b>221</b>	<b>163</b>	<b>166</b>
Banfora	24	18	13	14	15	18
Bobo-Dioulasso	25	21	22	19	14	29
Bogandé	10	20	5	3	2	0
Boromo	3	6	12	3	0	8
Dédougou	69	41	13	16	7	8
Diapaga	10	25	4	9	7	6
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Djibo	10	22	4	5	1	6
Dori	22	7	2	4	6	4
Fada N'gourma	16	9	2	7	3	1
Gaoua	3	13	7	27	21	7
Kaya	11	8	14	3	19	1
Kongoussi	15	6	2	3	1	0
Koudougou	12	11	15	27	12	20
Léo	10	3	2	7	1	1
Manga	52	36	5	3	4	0
Nouna	10	16	0	4	0	0
Orodara	17	23	5	0	0	0
Ouagadougou	17	50	17	32	13	33
Ouahigouya	3	nd	3	nd	7	nd
Tenkodogo	12	31	25	18	15	11
Tougan	10	15	13	8	4	2
Yako	3	0	1	0	1	3
Ziniaré	10	8	11	9	10	8

Tableau 3.62 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	De 1 an à moins de 2 ans		De 2 ans à moins de 3 ans		3 ans et plus	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>105</b>	<b>84</b>	<b>92</b>	<b>60</b>	<b>157</b>	<b>153</b>
Banfora	6	8	10	1	33	21
Bobo-Dioulasso	0	2	5	2	32	0
Bogandé	1	1	0	3	2	5
Boromo	5	6	18	4	1	16
Dédougou	2	2	1	1	0	1
Diapaga	1	3	0	1	0	1
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Djibo	0	0	0	0	0	0
Dori	2	3	0	1	2	19
Fada N'gourma	0	3	1	4	0	0
Gaoua	8	7	1	1	0	1
Kaya	9	3	5	2	7	0
Kongoussi	0	0	0	0	0	1
Koudougou	21	10	21	28	24	75
Léo	0	0	0	0	0	0
Manga	1	0	1	0	0	1
Nouna	0	2	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	5	14	5	8	10	4
Ouahigouya	3	nd	1	nd	1	nd
Tenkodogo	7	11	17	4	22	3
Tougan	3	3	0	0	1	3
Yako	1	1	0	0	0	0
Ziniaré	19	5	6	0	22	2



Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

### Concepts

**Affaire criminelle** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, le emprisonnement à vie et le emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

**Affaire correctionnelle** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus de emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'inspection et enregistrée dans le registre d'inspection.

**Instruction** : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'inspection met en %uvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

### Sources statistiques

Registres d'inspection des cabinets d'inspection de 1995 à 2008.

### Note :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
<b>Ensemble</b>	<b>669</b>	<b>722</b>	<b>724</b>	<b>843</b>	<b>994</b>	<b>1 001</b>	<b>995</b>	<b>1 109</b>	<b>900</b>
Affaires criminelles	540	576	589	655	845	870	812	929	772
Affaires correctionnelles	129	146	135	188	149	131	183	180	128

Tableau 3.64 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>669</b>	<b>722</b>	<b>724</b>	<b>843</b>	<b>994</b>	<b>1 001</b>	<b>995</b>	<b>1 109</b>	<b>900</b>
Banfora	75	36	46	28	35	46	43	43	32
Bobo-Dioulasso	90	90	94	112	71	84	95	73	75
Bogandé	-	-	-	18	38	37	38	44	23
Boromo	-	-	-	-	70	69	21	21	22
Dédougou	38	50	37	23	44	33	34	31	22
Diapaga	-	-	-	-	5	10	23	15	24
Diébougou									0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	94	14
Dori	28	19	23	22	37	28	26	26	21
Fada N'gourma	47	36	36	34	42	47	54	63	52
Gaoua	42	39	34	46	38	39	50	47	34
Kaya	39	26	25	24	45	49	57	55	23
Kongoussi	-	-	-	10	123	24	40	23	16
Koudougou	0	29	62	55	39	32	40	59	71
Léo	-	-	-	-	-	-	13	23	15
Manga	-	-	-	9	35	33	37	35	37
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	14	60
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	16	14
Ouagadougou	208	316	290	300	251	332	284	295	197
Ouahigouya	44	18	17	13	18	26	12	27	30
Tenkodogo	58	63	60	56	77	63	85	60	58
Tougan	-	-	-	76	8	14	9	12	10
Yako	-	-	-	-	5	21	24	15	13
Ziniaré	-	-	-	17	13	14	10	18	37

L'instruction est la phase de l'instance pénale constituant une sorte de procès qui permet au juge d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée, notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Et si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Si le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

À l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. À défaut le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif.

dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>302</b>	<b>232</b>	<b>186</b>	<b>283</b>	<b>299</b>	<b>438</b>
Affaires criminelles	226	192	135	198	223	320
Affaires correctionnelles	76	40	51	85	76	118

Tableau 3.66 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>302</b>	<b>232</b>	<b>186</b>	<b>283</b>	<b>299</b>	<b>438</b>	<b>355</b>	<b>801</b>	<b>438</b>
Banfora	23	6	13	12	3	41	1	9	15
Bobo-Dioulasso	30	23	19	50	47	40	45	136	50
Bogandé	-	-	-	3	0	14	2	14	14
Boromo	-	-	-	-	0	3	8	7	1
Dédougou	60	45	9	17	2	62	29	119	11
Diapaga	-	-	-	-	0	0	3	0	0
Diébougou									0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	2	7
Dori	19	11	5	7	4	16	2	0	0
Fada N'gourma	32	20	5	4	2	0	0	0	6
Gaoua	1	10	9	6	11	2	20	19	3
Kaya	19	6	9	2	2	44	39	5	3
Kongoussi	-	-	-	0	4	5	36	24	20
Koudougou	0	4	14	28	52	26	22	25	39
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	8
Manga	-	-	-	0	0	0	8	0	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	14
Ouagadougou	95	63	85	133	143	133	87	362	233
Ouahigouya	23	36	9	12	22	27	22	32	4
Tenkodogo	0	8	9	0	7	0	4	12	2
Tougan	-	-	-	0	0	25	6	23	1
Yako	-	-	-	-	0	0	3	0	6
Ziniaré	-	-	-	9	0	0	18	12	1

**Affaire criminelle** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, le emprisonnement à vie et le emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

**Affaire correctionnelle** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus de emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

**Affaire en cours** : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

**Affaire terminée** : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel de ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer pour poursuites inopportunes.

**Détention provisoire** : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

**Durée de détention préventive** : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

**Inculpé** : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

**Libération** : Mise en liberté d'une personne détenue.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
<b>Ensemble</b>	<b>3 416</b>	<b>3 906</b>	<b>4 444</b>	<b>5 004</b>	<b>5 699</b>	<b>6 262</b>	<b>6 902</b>	<b>7 210</b>	<b>7 586</b>
Affaires criminelles	2 659	3 043	3 497	3 954	4 577	5 127	5 646	5 938	6 169
Affaires correctionnelles	757	863	947	1 050	1 122	1 135	1 256	1 272	1 417

Tableau 3.68 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>3 416</b>	<b>3 906</b>	<b>4 444</b>	<b>5 004</b>	<b>5 699</b>	<b>6 262</b>	<b>6 902</b>	<b>7 210</b>	<b>7 586</b>
Banfora	76	106	139	155	187	192	234	268	268
Bobo-Dioulasso	466	533	608	670	694	738	788	725	677
Bogandé	-	-	-	15	53	76	112	142	137
Boromo	-	-	-	-	70	136	149	163	141
Dédougou	294	299	327	333	375	346	351	263	200
Diapaga	-	-	-	-	5	15	35	50	61
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	92	100
Dori	128	136	154	169	202	214	238	264	279
Fada N'gourma	274	290	321	351	391	438	492	555	609
Gaoua	250	279	304	344	371	408	438	466	469
Kaya	184	204	220	242	285	290	308	358	320
Kongoussi	-	-	-	10	129	148	152	151	56
Koudougou	0	25	73	100	87	93	111	145	161
Léo	-	-	-	-	-	-	13	36	45
Manga	-	-	-	9	44	77	106	141	179
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	14	60
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	16	17
Ouagadougou	1 196	1 449	1 654	1 821	1 929	2 128	2 325	2 258	2 772
Ouahigouya	174	156	164	165	161	160	150	145	140
Tenkodogo	374	429	480	536	606	669	750	798	719
Tougan	-	-	-	76	84	73	76	65	73
Yako	-	-	-	-	5	26	47	62	56
Ziniaré	-	-	-	8	21	35	27	33	45

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment. Le juge d'instruction statue dans un délai de cinq jours à compter des réquisitions du procureur.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication au procureur. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

on, libérés au cours de l'année, selon leur durée de détention

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>580</b>	<b>567</b>	<b>682</b>	<b>634</b>	<b>653</b>	<b>580</b>	<b>642</b>	<b>1449</b>	<b>587</b>
Moins de 6 mois	134	207	229	220	275	262	234	507	167
De 6 mois à moins de 1 an	220	160	199	204	162	160	175	399	182
De 1 an à moins de 2 ans	195	169	197	184	173	112	179	359	156
De 2 ans à moins de 3 ans	26	19	31	15	22	18	31	135	61
De 3 ans à moins de 4 ans	4	9	18	7	15	20	23	49	21
De 4 ans à moins de 5 ans	1	3	6	3	3	6	0	0	0
5 ans et plus	0	0	2	1	3	2	0	0	0

Tableau 3.70 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>580</b>	<b>567</b>	<b>682</b>	<b>634</b>	<b>653</b>	<b>580</b>	<b>642</b>	<b>1449</b>	<b>589</b>
Banfora	24	22	26	36	24	19	65	26	32
Bobo-Dioulasso	94	88	58	85	84	74	67	52	44
Bogandé	-	-	-	18	44	28	7	3	8
Boromo	-	-	-	-	7	28	20	15	10
Dédougou	51	40	18	17	16	50	24	16	21
Diapaga	0	0	0	0	7	12	29	11	13
Diébougou									0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	8	12
Dori	30	14	18	12	14	13	11	13	17
Fada N'gourma	71	44	57	47	20	18	42	64	60
Gaoua	25	14	36	35	32	33	27	9	1
Kaya	26	36	36	32	41	29	38	37	18
Kongoussi	-	-	-	1	14	23	15	12	12
Koudougou	0	9	65	37	92	37	31	24	17
Léo	-	-	-	-	-	-	7	21	14
Manga	-	-	-	3	28	6	19	16	9
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	5
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	0
Ouagadougou	178	237	266	212	149	106	208	1007	178
Ouahigouya	53	26	39	22	13	10	13	20	28
Tenkodogo	28	37	63	61	27	75	9	77	66
Tougan	-	-	-	8	19	4	2	3	4
Yako	-	-	-	-	6	9	3	6	13
Ziniaré	-	-	-	8	16	6	5	2	5

ée dans la procédure d'instruction dont la durée de détention  
de grande instance

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>220</b>	<b>275</b>	<b>262</b>	<b>234</b>	<b>507</b>	<b>167</b>
Banfora	12	14	5	17	13	14
Bobo-Dioulasso	16	32	25	19	30	22
Bogandé	-	-	-	17	28	17
Boromo	-	-	-	-	7	11
Dédougou	22	30	5	3	6	22
Diapaga	-	-	-	-	3	8
Diébougou	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-
Dori	14	4	6	6	11	6
Fada N'gourma	6	19	14	14	10	8
Gaoua	6	2	7	8	7	9
Kaya	7	12	9	4	1	5
Kongoussi	-	-	-	0	3	5
Koudougou	0	7	45	24	53	18
Léo	-	-	-	-	-	-
Manga	-	-	-	0	10	6
Nouna	-	-	-	-	-	-
Orodara	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	29	69	68	64	38	62
Ouahigouya	21	6	20	3	5	5
Tenkodogo	1	12	25	29	23	36
Tougan	-	-	-	7	17	1
Yako	-	-	-	-	2	5
Ziniaré	-	-	-	5	8	2

Tableau 3.72 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire a été de moins 12 mois

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>354</b>	<b>367</b>	<b>428</b>	<b>424</b>	<b>437</b>	<b>422</b>	<b>409</b>	<b>906</b>	<b>351</b>
Banfora	20	18	20	26	21	17	26	18	7
Bobo-Dioulasso	56	54	46	68	46	44	46	31	25
Bogandé	-	-	-	18	33	25	2	0	5
Boromo	-	-	-	-	7	26	13	7	6
Dédougou	30	35	9	12	12	35	19	16	4
Diapaga	-	-	-	0	4	10	21	7	8
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	7	8
Dori	23	5	10	6	13	8	9	7	12
Fada N'gourma	65	29	22	38	16	17	27	30	44
Gaoua	17	5	13	9	14	14	5	3	1
Kaya	15	18	17	19	15	14	15	19	7
Kongoussi	-	-	-	0	10	10	5	3	8
Koudougou	0	9	62	37	75	31	16	21	17
Léo	-	-	-	-	-	-	7	21	6
Manga	-	-	-	3	23	6	18	12	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	0
Ouagadougou	76	151	156	116	71	85	157	617	112
Ouahigouya	40	20	30	14	10	8	9	14	17
Tenkodogo	12	23	43	42	27	57	7	58	48
Tougan	-	-	-	8	18	3	2	2	4
Yako	-	-	-	-	6	8	3	6	1
Ziniaré	-	-	-	8	16	4	2	0	4

dans la procédure d'instruction dont la durée de détention  
provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
	<b>210</b>	<b>216</b>	<b>158</b>	<b>233</b>	<b>543</b>	<b>238</b>			
Banfora	4	4	6	10	3	2	39	8	25
Bobo-Dioulasso	38	34	12	17	38	30	21	21	19
Bogandé	-	-	-	0	11	3	5	3	3
Boromo	-	-	-	0	0	2	7	8	4
Dédougou	21	5	9	5	4	15	5	0	17
Diapaga	-	-	-	-	3	2	8	4	5
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	4
Dori	7	9	8	6	1	5	2	6	5
Fada N'gourma	6	15	35	9	4	1	15	34	16
Gaoua	8	9	23	26	18	19	22	6	0
Kaya	11	18	19	13	26	15	23	18	11
Kongoussi	-	-	-	1	4	13	10	9	4
Koudougou	0	0	3	0	17	6	15	3	0
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	8
Manga	-	-	-	0	5	0	1	4	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	102	86	110	96	78	21	51	390	66
Ouahigouya	13	6	9	8	3	2	4	6	11
Tenkodogo	16	14	20	19	0	18	2	19	18
Tougan	-	-	-	0	1	1	0	1	0
Yako	-	-	-	-	0	1	0	0	12
Ziniaré	-	-	-	0	0	2	3	2	1

Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>57</b>	<b>26</b>	<b>43</b>	<b>46</b>	<b>54</b>	<b>184</b>	<b>82</b>
Banfora	0	0	0	0	1	0	1	0	13
Bobo-Dioulasso	11	11	3	5	7	13	4	4	6
Bogandé	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Boromo	-	-	-	0	0	0	2	3	0
Dédougou	11	1	3	1	3	1	0	0	3
Diapaga	-	-	-	-	0	2	1	0	3
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Dori	0	2	4	1	0	3	0	0	0
Fada N'gourma	1	6	13	0	0	0	5	19	5
Gaoua	0	0	9	10	7	12	9	1	0
Kaya	1	5	16	7	20	4	6	6	7
Kongoussi	-	-	-	0	1	5	4	3	0
Koudougou	0	0	0	0	1	0	4	1	0
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Manga	-	-	-	0	0	0	1	1	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	4	14	138	18
Ouahigouya	4	3	1	2	3	0	0	1	2
Tenkodogo	3	3	8	0	0	2	2	6	5
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	11
Ziniaré	-	-	-	0	0	0	1	0	0

ets d'instruction selon la durée de la procédure

		De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total	
Affaires terminées	<b>2009</b>	44	116	154	106	64	311	<b>795</b>
	<b>2010</b>	41	69	47	48	28	201	<b>447</b>
Affaires en cours	<b>2009</b>	1 053	887	738	570	483	3456	<b>7187</b>
	<b>2010</b>	811	1058	836	733	582	3455	<b>7475</b>
Affaires contre X en cours	<b>2009</b>	92	135	89	72	58	371	<b>820</b>
	<b>2010</b>	88	77	134	66	129	385	<b>879</b>

Tableau 3.76 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée en 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an		De 1 an à moins de 2 ans		De 2 ans à moins de 3 ans	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>44</b>	<b>41</b>	<b>116</b>	<b>69</b>	<b>154</b>	<b>47</b>
Banfora	0	0	0	2	3	2
Bobo-Dioulasso	1	4	12	6	22	5
Bogandé	0	1	3	3	7	2
Boromo	0	0	1	0	6	1
Dédougou	4	3	11	3	14	2
Diapaga	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Djibo	0	0	1	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	2	0	0	0	0
Gaoua	1	0	1	0	5	1
Kaya	0	0	0	0	2	0
Kongoussi	3	2	2	7	11	3
Koudougou	3	19	10	16	9	2
Léo	0	0	0	1	0	7
Manga	0	0	0	0	0	0
Nouna	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	4	0	7	0	2
Ouagadougou	29	2	57	21	57	15
Ouahigouya	0	4	3	0	10	0
Tenkodogo	1	0	3	0	3	1
Tougan	1	0	6	0	3	1
Yako	0	0	0	2	0	3
Ziniaré	1	0	6	1	2	0

ction s'est terminée en 2010 selon la durée de la procédure par

	2009		2010		2009		2010	
					De 4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>106</b>	<b>48</b>	<b>64</b>	<b>28</b>	<b>311</b>	<b>200</b>		
Banfora	4	3	2	4	0	3		
Bobo-Dioulasso	18	12	15	3	68	20		
Bogandé	4	7	0	1	0	0		
Boromo	0	0	0	0	0	0		
Dédougou	17	3	7	0	66	0		
Diapaga	0	0	0	0	0	0		
Diébougou	-	0	-	0	-	0		
Djibo	0	3	1	0	0	4		
Dori	0	0	0	0	0	0		
Fada N'gourma	0	0	0	0	0	4		
Gaoua	3	1	2	1	7	0		
Kaya	1	1	0	0	2	2		
Kongoussi	1	1	2	2	5	5		
Koudougou	2	0	0	1	0	1		
Léo	0	0	0	0	0	0		
Manga	0	0	0	0	0	0		
Nouna	0	0	0	0	0	0		
Orodara	0	0	0	0	0	0		
Ouagadougou	45	16	32	16	138	160		
Ouahigouya	4	0	1	0	14	0		
Tenkodogo	3	0	1	0	1	1		
Tougan	2	0	0	0	10	0		
Yako	0	1	0	0	0	0		
Ziniaré	2	0	1	0	0	0		

Tableau 3.77 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an		De 1 an à moins de 2 ans		De 2 ans à moins de 3 ans	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>1075</b>	<b>811</b>	<b>887</b>	<b>1058</b>	<b>738</b>	<b>836</b>
Banfora	40	32	43	42	42	37
Bobo-Dioulasso	71	64	85	66	58	76
Bogandé	44	23	35	43	20	33
Boromo	22	22	20	21	57	21
Dédougou	26	22	22	20	14	23
Diapaga	30	19	48	14	18	18
Diébougou	-	2	-	0	-	0
Djibo	13	13	20	87	11	0
Dori	26	22	26	29	27	32
Fada N'gourma	62	53	54	56	46	54
Gaoua	45	34	47	41	34	42
Kaya	56	23	57	54	47	53
Kongoussi	13	15	16	11	4	9
Koudougou	61	64	30	42	9	12
Léo	23	16	13	23	0	6
Manga	40	39	35	38	36	39
Nouna	12	9	1	11	1	3
Orodara	16	16	0	7	0	0
Ouagadougou	344	191	255	337	294	263
Ouahigouya	27	30	7	19	11	2
Tenkodogo	60	61	84	58	63	85
Tougan	9	9	3	8	1	4
Yako	15	15	0	13	0	17
Ziniaré	20	17	6	18	2	7

en construction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure

	2010		2009		2010	
			De 4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>594</b>	<b>733</b>	<b>483</b>	<b>582</b>	<b>3456</b>	<b>3455</b>
Banfora	31	38	21	28	106	91
Bobo-Dioulasso	35	48	60	29	405	395
Bogandé	16	18	4	14	0	3
Boromo	24	53	0	20	0	0
Dédougou	16	6	8	6	145	123
Diapaga	4	7	0	3	0	0
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Djibo	7	0	5	0	37	0
Dori	27	27	12	28	125	53
Fada N'gourma	43	47	34	38	317	357
Gaoua	27	29	37	26	289	300
Kaya	36	48	13	35	96	107
Kongoussi	8	3	3	6	18	12
Koudougou	12	5	16	11	15	27
Léo	0	0	0	0	0	0
Manga	28	31	7	32	0	7
Nouna	0	1	0	0	1	5
Orodara	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	195	288	204	215	1457	1478
Ouahigouya	10	7	6	8	82	75
Tenkodogo	71	60	51	72	338	389
Tougan	1	4	2	6	25	33
Yako	0	10	0	3	0	0
Ziniaré	3	3	0	2	0	0

Tableau 3.78 : Nombre de affaires contre X en cours de construction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an		De 1 an à moins de 2 ans		De 2 ans à moins de 3 ans	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>92</b>	<b>88</b>	<b>136</b>	<b>134</b>	<b>89</b>	<b>129</b>
Banfora	2	1	6	2	2	5
Bobo-Dioulasso	1	7	7	6	9	6
Bogandé	6	6	5	7	0	5
Boromo	0	0	1	0	2	1
Dédougou	1	0	0	1	0	0
Diapaga	2	1	0	2	0	0
Diébougou	-	2	-	0	-	0
Djibo	1	2	5	14	0	0
Dori	4	4	1	4	2	3
Fada N'gourma	2	7	3	3	2	4
Gaoua	8	1	7	7	0	5
Kaya	10	1	18	12	11	15
Kongoussi	1	2	1	1	0	1
Koudougou	6	5	5	3	0	1
Léo	1	5	1	1	0	1
Manga	6	3	3	8	2	5
Nouna	2	2	0	2	0	0
Orodara	1	2	0	1	0	0
Ouagadougou	32	27	56	53	49	58
Ouahigouya	0	1	0	0	0	0
Tenkodogo	2	3	15	2	12	15
Tougan	0	0	1	0	0	0
Yako	0	1	0	1	0	4
Ziniaré	4	5	1	4	0	0

cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la

			De 4 ans à moins de 5 ans		5 ans et plus	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Ensemble	<b>75</b>	<b>77</b>	<b>58</b>	<b>66</b>	<b>371</b>	<b>385</b>
Banfora	5	2	6	3	32	24
Bobo-Dioulasso	5	5	12	3	53	51
Bogandé	0	0	1	0	0	0
Boromo	2	2	0	1	0	0
Dédougou	3	1	1	1	18	8
Diapaga	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	0	-	0	-	0
Djibo	3	0	0	0	3	0
Dori	3	0	1	3	13	12
Fada N'gourma	1	1	2	0	27	33
Gaoua	1	0	3	1	18	15
Kaya	6	11	0	4	4	8
Kongoussi	2	0	0	2	1	1
Koudougou	0	0	0	0	0	0
Léo	0	0	0	0	0	0
Manga	4	7	1	5	0	1
Nouna	0	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	33	37	19	37	146	158
Ouahigouya	2	0	3	2	7	8
Tenkodogo	5	9	9	4	45	59
Tougan	0	0	0	0	4	7
Yako	0	2	0	0	0	0
Ziniaré	0	0	0	0	0	0

## Concepts

**Actes notariés du greffe** : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

**Bulletin de casier judiciaire** : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

**Cession volontaire des salaires** : Demande auprès d'une institution financière portant l'octroi de crédit à une partie sur contrat

**Certificat de nationalité** : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

**Certificat de non faillite** : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

**Immatriculation des personnes** : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

**Modification des personnes** : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

**Radiation des personnes** : Fait de rayer une personne physique ou morale en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité, du Registre du commerce et du crédit mobilier.

**Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)** : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivées et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale : greffe du tribunal de grande instance qui l'abrite.

**Scellés** : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

**Sûretés mobilières** : Il s'agit des garanties. : Les "sûretés" sont des techniques juridiques destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

## Sources statistiques :

*Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

## Note :

*Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
judiciaire n°3	76 254	70 047	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 208	99017
Certificats de nationalité des personnes	34 227	32 548	35 073	35 833	39 006	54 797	59 709	64 492	85424
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	4 638	5 016	5 737	6 031	5 724	5 784	5 300	4 526	6 118
Immatriculation des personnes physiques	3 859	4 056	4 460	4 533	3 922	3 724	3 455	3 598	3942
Immatriculation des personnes morales	428	487	537	597	696	677	763	811	1078
Modifications	226	280	335	519	965	840	889	0	950
Radiations	3	10	15	12	10	98	112	0	135
Sûretés mobilières	122	183	390	370	132	445	81	117	13
Certificats de non faillite	4	27	34	38	37	69	23	22	96
Cessions volontaires de salaires	3 960	5 011	4 709	3 974	9 305	9 602	5 853	4 114	4515
Actes notariés du greffe	107	87	113	133	127	294	317	327	288
Autres actes de greffe	532	690	686	744	939	2 134	1 828	2234	2181

Tableau 3.80 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>76 254</b>	<b>70 047</b>	<b>74 452</b>	<b>70 742</b>	<b>87 254</b>	<b>101 140</b>	<b>87 603</b>	<b>96508</b>	<b>99017</b>
Banfora	2 338	2 060	2 493	2 495	2 806	3 175	2 572	2419	2421
Bobo-Dioulasso	11 324	11 091	12 023	13 181	14 330	16 715	14 364	15297	14835
Bogandé	-	-	-	420	727	895	733	910	779
Boromo	-	-	-	-	1 268	1 543	1 541	1821	2110
Dédougou	5 840	5 210	5 976	4 450	2 715	2 549	2 337	2736	2634
Diapaga	-	-	-	-	271	1 007	793	893	1061
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	1005
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	198	903
Dori	1 143	828	679	766	910	1 157	1 047	1103	1330
Fada N'gourma	3 987	3 026	3 433	3 151	2 642	2 701	2 425	2451	2252
Gaoua	3 017	2 124	2 406	2 667	2 592	2 832	2 065	2592	2168
Kaya	2 539	2 473	2 746	2 509	2 711	3 272	2 999	3515	3640
Kongoussi	-	-	-	267	1 679	1 492	1 607	1251	618
Koudougou	0	5 403	7 931	7 600	8 681	6 952	6 481	7544	7995
Léo	-	-	-	-	-	-	306	951	681
Manga	-	-	-	502	1 576	2 062	1 976	2396	2365
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	710
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	641	952
Ouagadougou	31 192	25 265	24 749	18 754	28 368	31 278	25 829	27963	29442
Ouahigouya	8 686	6 427	6 827	6 118	5 294	5 837	5 112	5893	6113
Tenkodogo	6 188	6 140	5 189	5 504	5 998	10 632	9 055	8535	7351
Tougan	-	-	-	888	2 583	2 795	2 487	3002	3125
Yako	-	-	-	-	255	1 881	1 732	1768	2420
Ziniaré	-	-	-	1 470	1 848	2 365	2 142	2329	2107

### Procédures de demande de certificat de nationalité

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : l'extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents burkinabé.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : l'extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité de l'un des parents.
- Pour le compatriote ou l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, l'acte de mariage et le certificat de nationalité du conjoint ou de la conjointe burkinabé.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>35 833</b>	<b>39 006</b>	<b>54 797</b>	<b>59 709</b>	<b>64492</b>	<b>85424</b>
Banfora	1 179	843	1 223	1 129	1 097	1 843
Bobo-Dioulasso	4 697	3 632	5 061	6 291	6 627	10 057
Bogandé	-	-	-	108	229	334
Boromo	-	-	-	-	246	555
Dédougou	1 614	1 384	1 482	1 389	1 002	1 370
Diapaga	-	-	-	-	93	382
Diébougou						298
Djibo	-	-	-	-	-	-
Dori	361	359	304	337	452	698
Fada N'gourma	1 205	1 037	1 161	1 170	952	1 264
Gaoua	649	557	616	681	695	926
Kaya	896	822	891	879	822	1 236
Kongoussi	-	-	-	62	594	678
Koudougou	0	2 004	2 555	2 647	2 751	3 776
Léo	-	-	-	-	-	-
Manga	-	-	-	188	565	945
Nouna	-	-	-	-	-	-
Orodara	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	17 536	16 840	16 955	14 731	16 636	19 738
Ouahigouya	2 086	1 978	2 003	2 308	1 888	2 251
Tenkodogo	4 004	3 092	2 822	3 330	3 120	6 152
Tougan	-	-	-	163	676	812
Yako	-	-	-	-	78	728
Ziniaré	-	-	-	420	483	1 052

Tableau 3.82 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>4 287</b>	<b>4 543</b>	<b>4 997</b>	<b>5 130</b>	<b>4 618</b>	<b>4 401</b>	<b>4 199</b>	<b>4409</b>	<b>5020</b>
Banfora	66	44	51	77	78	70	55	76	61
Bobo-Dioulasso	899	798	909	859	822	588	486	393	469
Bogandé	-	-	-	9	14	23	16	18	18
Boromo	-	-	-	-	10	45	26	22	29
Dédougou	30	56	109	101	58	54	51	45	44
Diapaga	-	-	-	-	8	22	9	8	10
Diébougou									1
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	18	21
Dori	19	34	20	25	33	7	17	28	56
Fada N'gourma	47	72	112	75	67	58	64	38	48
Gaoua	18	79	93	122	128	42	35	38	41
Kaya	44	94	96	109	97	60	31	83	96
Kongoussi	-	-	-	9	110	30	21	23	22
Koudougou	0	35	148	166	169	154	56	65	82
Léo	-	-	-	-	-	-	6	15	24
Manga	-	-	-	12	61	43	46	38	57
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	20
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	18
Ouagadougou	2 816	2 950	3 164	3 256	2 539	2 744	2 772	3071	3532
Ouahigouya	114	181	86	112	129	145	176	124	116
Tenkodogo	234	200	209	148	163	185	199	177	123
Tougan	-	-	-	11	38	20	27	32	25
Yako	-	-	-	-	8	32	20	23	27
Ziniaré	-	-	-	39	86	79	86	74	80

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques. Ils ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de quinze mille (15 000) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales de droit commercial qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires de procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription de versement ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de trente mille (30 000) FCFA.

iques au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal

	2005	2006	2007	2008	2009	2010			
<b>Ensemble</b>	<b>3 859</b>	<b>4 056</b>	<b>4 460</b>	<b>4 533</b>	<b>3 922</b>	<b>3 724</b>	<b>3 432</b>	<b>3598</b>	<b>3942</b>
Banfora	66	42	50	72	73	63	50	70	57
Bobo-Dioulasso	856	750	841	800	759	516	415	340	398
Bogandé	-	-	-	9	14	23	16	17	18
Boromo	-	-	-	-	10	42	26	22	28
Dédougou	29	55	107	97	57	49	48	42	40
Diapaga	0	0	0	0	8	21	8	6	8
Diébougou									0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	18	21
Dori	19	34	20	25	33	7	17	27	52
Fada N'gourma	45	70	112	74	63	55	62	33	45
Gaoua	17	75	92	120	124	36	34	35	40
Kaya	44	93	94	105	97	57	31	81	86
Kongoussi	-	-	-	9	110	28	19	23	21
Koudougou	-	32	140	161	158	150	48	55	73
Léo	-	-	-	-	-	-	5	12	22
Manga	-	-	-	12	61	42	46	36	56
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	18
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	18
Ouagadougou	2 439	2 529	2 709	2 744	1 934	2 194	2 121	2380	2609
Ouahigouya	113	177	86	111	129	141	170	115	106
Tenkodogo	231	199	209	148	162	178	194	169	119
Tougan	-	-	-	11	38	20	23	32	22
Yako	-	-	-	-	8	29	20	22	21
Ziniaré	-	-	-	35	84	73	79	63	64

Tableau 3.84 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>428</b>	<b>487</b>	<b>537</b>	<b>597</b>	<b>696</b>	<b>677</b>	<b>767</b>	<b>811</b>	<b>1078</b>
Banfora	-	2	1	5	5	7	5	6	4
Bobo-Dioulasso	43	48	68	59	63	72	71	53	71
Bogandé	-	-	-	-	0	0	0	1	0
Boromo	-	-	-	-	-	3	0	0	1
Dédougou	1	1	2	4	1	5	3	3	4
Diapaga	-	-	-	-	-	1	1	2	2
Diébougou									1
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	1	4
Fada N'gourma	2	2	0	1	4	3	2	5	3
Gaoua	1	4	1	2	4	6	1	3	1
Kaya	0	1	2	4	0	3	0	2	10
Kongoussi	-	-	-	0	0	2	2	0	1
Koudougou	-	3	8	5	11	4	8	10	9
Léo	-	-	-	-	-	-	1	3	2
Manga	-	-	-	0	0	1	0	2	1
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	377	421	455	512	605	550	651	691	923
Ouahigouya	1	4	0	1	0	4	6	9	10
Tenkodogo	3	1	0	0	1	7	5	8	4
Tougan	-	-	-	0	0	0	4	0	3
Yako	-	-	-	-	0	3	0	1	6
Ziniaré	-	-	-	4	2	6	7	11	16



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

## Concepts

**Acceptation partielle** : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

**Acceptation totale** : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivé et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

**Avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.(voir cour d'appel)

**Contravention** : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

**Décision sur le fond** : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.(voir cour d'appel)

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance. .(voir cour d'appel)

**Injonction de payer** : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

**Irrecevabilité** : Décision du juge sanctionnant l'observation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Jugement sur le fond** : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Jugement rédigé** : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

**Radiation** : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure. .(voir cour d'appel)

**Rejet** : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Saisine directe** : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

**Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement** : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

## Sources statistiques :

*Rôles, registre des plaintes, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Saisines directes	520	848	787	510	554	577
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	1	0	0
<b>Ensemble</b>	<b>520</b>	<b>848</b>	<b>787</b>	<b>511*</b>	<b>554*</b>	<b>577*</b>

<b>Affaires nouvelles selon leur nature</b>	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Injonction de payer	412	646	544	383	355	280	395
Affaires civiles	77	135	123	128	199	186	172
Affaires commerciales	1	2	7	0	0	0	10
Contraventions	30	65	113	101	66	55	96
<b>Ensemble</b>	<b>520</b>	<b>848</b>	<b>787</b>	<b>612</b>	<b>620</b>	<b>521</b>	<b>673</b>

<b>Décisions rendues selon leur nature (hors injonctions de payer)</b>	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>78</b>	<b>182</b>	<b>234</b>	<b>139*</b>	<b>213*</b>	<b>160*</b>	<b>158*</b>
Avant dire droit	0	1	0	1	0	4	1
Décisions sur le fond	76	173	217	114	164	121	135
<i>Acceptation totale</i>	21	40	34	40	62	66	79
<i>Acceptation partielle</i>	33	79	94	73	74	38	40
<i>Rejet</i>	22	54	89	1	28	17	16
Autres décisions	1	3	9	11	28	23	22
<i>Irrecevabilité</i>	1	2	4	5	8	12	3
<i>Désistement</i>	0	1	5	2	10	5	2
<i>Incompétence</i>	-	-	-	4	10	6	3
Radiations	1	5	8	9	16	9	12
Conciliations	-	-	-	4	5	3	2

<b>Jugements rédigés</b>	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>48</b>	<b>114</b>	<b>121</b>	<b>123**</b>	<b>198**</b>	<b>238**</b>	<b>362**</b>

\*sans les contraventions

\*\*sans les décisions pénales

### **Organisation et compétence des tribunaux d'instance**

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

et commerciale par tribunal d'instance

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>130</b>	<b>128</b>	<b>199</b>	<b>186</b>	<b>182</b>
Bobo-Dioulasso	52	59	70	66	73
Ouagadougou	78	69	129	120	109

Tableau 3.86 : Affaires nouvelles d'ajonctions de payer par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>412</b>	<b>646</b>	<b>544</b>	<b>383</b>	<b>355</b>	<b>280</b>	<b>395</b>
Bobo-Dioulasso	87	152	240	190	142	126	202
Ouagadougou	325	494	304	193	213	154	193

Tableau 3.87 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>76</b>	<b>173</b>	<b>217</b>	<b>114*</b>	<b>164*</b>	<b>121*</b>	<b>135*</b>
Bobo-Dioulasso	37	99	151	52	44	35	53
Ouagadougou	39	74	66	62	120	86	82

\*sans les décisions pénales

Tableau 3.89 : Jugements rédigés par tribunal d'instance

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>48</b>	<b>114</b>	<b>121</b>	<b>123*</b>	<b>198*</b>	<b>238*</b>	<b>360*</b>
Bobo-Dioulasso	19	50	52	47	131	172	161
Ouagadougou	29	64	69	76	67	66	201

\*\*sans les décisions pénales

Tableau 3.90 : Activités des tribunaux de simple police

	Affaires nouvelles				Décisions rendues				Décisions rédigées			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>101</b>	<b>66</b>	<b>55</b>	96	<b>69</b>	<b>56</b>	<b>26</b>	<b>71</b>	<b>62</b>	<b>56</b>	<b>24</b>	<b>63</b>
Bobo-Dioulasso	53	34	28	54	43	49	19	37	36	49	19	37
Ouagadougou	48	32	27	42	26	7	7	34	26	7	5	26

### Concepts

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

**Appel** : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

**Autres** : Décision autre que : placement, remise à parent et emprisonnement.

**Contravention** : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

**Confirmation** : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

**Crime** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

**Décision rendue** : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

**Délit** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

**Emprisonnement** : Peine privative de liberté, de nature correctionnelle, consistant dans l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

**Infirmerie** : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

**Mineur** : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

**Mineur en danger** : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

**Mineur impliqué** : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

**Mineurs concernés** : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

**Placement** : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

**Réformation** : Infirmerie partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

**Remise à parent** : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'(le) (ré) intégrer dans sa famille.

**Saisine directe** : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

### Sources statistiques

*Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.*

des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

			2006	2007	2008	2009	2010
			49	60	92	98	89
Contraventions	0	1	1	1	0	0	0
Délits	0	64	42	57	85	98	89
Crimes	0	6	6	2	7	0	0
Décisions rendues	0	42	49	61	94	99	73
Placements	0	10	8	21	15	25	15
Remises à parents	0	17	21	18	7	13	17
Emprisonnements	0	1	11	13	51	47	41
Autres	0	14	9	9	21	14	0
Nombre de mineurs impliqués	0	12	14	67	112	112	97
Affaires en cours d'instruction au 31 décembre	0	13	17	14	7	15	21

Tableau 3.92 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Affaires nouvelles	0	12	10	6	20	7	11
Mineurs concernés	0	5	4	7	48	227	32
Décisions rendues	0	8	14	5	18	230	32
Placements	0	1	1	4	15	230	30
Remises à parents	0	2	2	1	2	0	0
Autres	0	5	11	0	1	0	2

Tableau 3.93 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>71</b>	<b>49</b>	<b>60</b>	<b>92</b>	<b>98</b>	<b>89</b>
Bobo-Dioulasso	0	23	27	32	29	26	21
Ouagadougou	0	48	22	28	63	72	68

Tableau 3.94 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>42</b>	<b>49</b>	<b>61</b>	<b>94</b>	<b>99</b>	<b>73</b>
Bobo-Dioulasso	0	17	26	35	25	28	22
Ouagadougou	0	25	23	26	69	71	51

Tableau 3.95 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>20</b>	<b>7</b>	<b>11</b>
Bobo-Dioulasso	0	12	10	4	5	0	5
Ouagadougou	0	0	0	2	15	7	6

Tableau 3.96 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>5</b>	<b>18</b>	<b>230</b>	<b>32</b>
Bobo-Dioulasso	0	8	14	3	13	3	6
Ouagadougou	0	0	0	2	5	227	26

## **Organisation et compétence des juridictions pour enfants**

Les juridictions pour enfants sont au nombre de deux :

**Le tribunal pour enfants** : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges et de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public et d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressorts.

**Le juge des enfants** : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu'« il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges pour enfants ». Ils sont au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou) à être opérationnels.

La juridiction du juge pour enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public et d'un greffier en chef et des greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge pour enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Affaires nouvelles</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>15</b>
Contraventions	0	0	0	0	0
Délits	0	0	3	1	4
Crimes	0	0	8	0	11

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Décisions rendues</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>0</b>
<b>Saisines directes</b>							
Placements	0	0	0	0	0	0	0
Remise à parents	0	0	0	0	0	3	0
Emprisonnements	0	0	0	0	7	1	0
Autres	0	0	1	0	2	1	0
<b>En appel</b>							
Confirmation	0	0	0	0	1	2	0
Réformation	0	0	1	0	1	2	0
Infirmation	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	1	0

Tableau 3.98 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>15</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	9	1	13	1	3
Ouagadougou	0	0	2	0	2	0	12

Tableau 3.99 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>0</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	1	0	11	10	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0

## Concepts

**Acceptation partielle** : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

**Acceptation totale** : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

**Autres** : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

**Avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

**Décision sur le fond** : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Incompétence** : Défaut de aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

**Non paiement de salaire** : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

**Radiation** : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Reconstitution de carrière** : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

**Recours** : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

**Appel** : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

**Opposition** : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Rejet** : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Référé** : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

**Rupture de contrat de travail** : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

**Sécurité sociale** : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

## Arrears du travail

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>288</b>	<b>340</b>	<b>354</b>	<b>323</b>	<b>440</b>	<b>459</b>	<b>578</b>	<b>673</b>	<b>710</b>	<b>739</b>
Rupture de contrat de travail	220	303	316	275	336	260	325	448	424	364
Non paiement de salaire	38	20	17	17	36	98	113	82	109	143
Reconstitution de carrière	14	10	14	18	9	11	19	30	15	10
Référés	0	0	1	1	31	53	52	52	89	70
Sécurité sociale	6	3	1	4	4	20	24	3	8	5
Autres	10	4	5	8	24	17	45	58	65	147

## Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>321</b>	<b>316</b>	<b>295</b>	<b>457</b>	<b>447</b>	<b>379</b>	<b>346</b>	<b>423</b>	<b>488</b>	<b>674</b>
Décisions sur le fond	292	281	269	408	405	336	292	345	408	519
<i>Acceptation totale</i>	113	102	90	255	215	170	64	114	79	101
<i>Acceptation partielle</i>	130	132	126	84	112	109	186	159	255	315
<i>Rejet</i>	49	47	53	69	78	57	42	72	74	103
Autres décisions	29	35	26	49	42	43	54	78	80	155
<i>Incompétence</i>	6	15	7	10	5	7	10	15	21	25
<i>Désistement</i>	1	4	1	12	1	6	12	32	37	91
<i>Radiation</i>	22	16	18	27	36	30	19	11	10	10
<i>Avant dire droit</i>	-	-	-	-	-	-	13	20	12	29

## Décisions rendues par type (y compris référés)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>321</b>	<b>316</b>	<b>295</b>	<b>457</b>	<b>447</b>	<b>379</b>	<b>327*</b>	<b>390*</b>	<b>456*</b>	<b>590*</b>
Contradictoire	297	291	270	396	395	334	286	332	384	469
Réputé contradictoire	6	8	4	9	14	16	12	22	19	36
Par défaut	18	17	21	52	38	29	29	36	53	85

## Recours

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Opposition	11	5	7	30	9	3	11	7	21	22
Appel	220	242	191	302	280	303	241	240	318	296
<b>Ensemble</b>	<b>231</b>	<b>247</b>	<b>198</b>	<b>332</b>	<b>289</b>	<b>306</b>	<b>252</b>	<b>247</b>	<b>339</b>	<b>318</b>

## Décisions rédigées

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>294</b>	<b>308</b>	<b>274</b>	<b>427</b>	<b>415</b>	<b>356</b>	<b>336</b>	<b>344</b>	<b>470</b>	<b>527</b>

\*Hors radiations

### **Organisation et compétence des tribunaux du travail**

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°286-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009 ).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président . de juges des assesseurs employeurs ., d'assesseurs travailleurs d'un greffier en chef ;de greffiers du secretaire de greffe ..

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant se lever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>323</b>	<b>440</b>	<b>459</b>	<b>578</b>	<b>673</b>	<b>710</b>	<b>739</b>
Bobo-Dioulasso	91	117	83	111	124	110	130
Koudougou	0	0	31	15	39	27	53
Ouagadougou	197	223	240	197	277	573	556

Tableau 3.102 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>220</b>	<b>303</b>	<b>316</b>	<b>275</b>	<b>336</b>	<b>260</b>	<b>325</b>	<b>448</b>	<b>424</b>	<b>424</b>
Bobo-Dioulasso	76	104	73	75	83	84	109	73	14	83
Koudougou	0	0	24	12	14	32	26	40	2	34
Ouagadougou	144	199	219	188	239	144	190	335	408	307

Tableau 3.103 : Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>38</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>36</b>	<b>98</b>	<b>113</b>	<b>82</b>	<b>109</b>	<b>68</b>
Bobo-Dioulasso	7	7	5	9	21	6	16	25	77	8
Koudougou	0	0	3	3	5	6	13	9	12	16
Ouagadougou	31	13	9	5	10	86	84	48	20	44

Tableau 3.104 : Décisions rendues par tribunal du travail

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>321</b>	<b>316</b>	<b>295</b>	<b>457</b>	<b>447</b>	<b>379</b>	<b>346</b>	<b>423</b>	<b>488</b>	<b>674</b>
Bobo-Dioulasso	72	99	78	95	85	75	82	140	100	102
Koudougou	0	0	0	36	41	21	47	48	56	50
Ouagadougou	249	217	217	326	321	283	217	235	332	522

Tableau 3.105 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>292</b>	<b>281</b>	<b>269</b>	<b>408</b>	<b>405</b>	<b>336</b>	<b>292</b>	<b>345</b>	<b>408</b>	<b>519</b>
Bobo-Dioulasso	71	94	76	70	82	73	68	102	91	84
Koudougou	0	0	0	36	41	20	34	41	29	31
Ouagadougou	221	187	193	302	282	243	190	202	288	404

Tableau 3.106 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>294</b>	<b>308</b>	<b>274</b>	<b>427</b>	<b>415</b>	<b>356</b>	<b>336</b>	<b>344</b>	<b>470</b>	<b>527</b>
Bobo-Dioulasso	79	109	74	79	89	86	89	116	102	83
Koudougou	0	0	0	41	41	21	44	41	37	34
Ouagadougou	215	199	200	307	285	249	203	187	331	410



*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

## IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

---

## Concepts

**Amende** : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

**Arrêt provisoire** : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

**Arrêt définitif** : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

**Avis** : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

**Compte de gestion** : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'État, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

**Contrôle juridictionnel** : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics.

**Contrôle de la gestion** : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

**Décharge** : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

**Débet** : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

**Lettre du Président** : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

**Quitus** : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

**Rapport sur l'exécution des lois de finances** : Rapport de la Cour des comptes en vue de déclarer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

**Rapport public** : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

**Référé** : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

## Abréviations :

**CCOE** : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'État.

**CCOCT** : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

**CCEP** : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour des comptes.

## Sources statistiques

*Rôles du greffe central et des greffes de chambres, pluriels des 'audiences de la Cour des comptes.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

			2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Comptes de gestion reçus	47	85	378	446	352	835	472	247	234
CCOE	31	44	49	49	139	120	112	76	74
CCOCT	0	0	288	339	152	470	336	158	144
CCEP*	16	41	41	58	61	245	24	13	16

Décisions rendues	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Arrêts provisoires	0	0	0	0	2	24	24	94	36
CCOE	0	0	0	0	0	2	3	3	1
CCOCT	0	0	0	0	2	22	21	91	35
Arrêts définitifs	0	0	0	0	0	2	21	61	18
Quitus	0	0	0	0	0	2	0	0	0
Débet	0	0	0	0	0	0	5	0	0
Décharge et amendes	0	0	0	0	0	0	16	61	18

\* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau 4.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

Affaires nouvelles par chambre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Contrôles effectués	0	2	6	11	3	13	11	11	3
CCOE	0	0	0	0	0	4	3	4	2
CCEP	0	0	3	5	1	6	6	4	1
CCOCT	0	2	3	6	2	3	2	3	0

Décisions rendues par chambre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Référés	0	0	5	17	7	8	6	6	0
CCOE	0	0	1	6	1	1	0	4	0
CCEP	0	0	2	7	4	3	6	1	0
CCOCT	0	0	2	4	2	4	0	1	0
Lettres du président	0	1	3	1	1	4	25	2	0
CCOCT	0	1	3	1	0	0	0	0	0
CCEP	0	0	0	0	1	2	25	1	0
CCOE	0	0	0	0	0	2	0	1	0

## Organisation et compétence de la Cour des comptes

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois des finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du Gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'État, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'État ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

la Cour des comptes

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rapports	0	0	2	2	1	1	3	2	2
<i>Public</i>	0	0	1	1	0	0	2	1	1
<i>Exécution de la loi des finances</i>	0	0	1	1	1	1	1	1	1
<i>Autres</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## Concepts

**Acceptation** : Fait que le Conseil d'État, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

**Affaire jugée** : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'État et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'État.

**Annulation** : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'État pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

**Appel** : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'État pour qu'elle soit rejugée.

**Cassation** : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'État pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

**Confirmation** : Décision par laquelle le Conseil d'État consolide et maintient la décision des premiers juges.

**Décision sur le fond** : Décision du Conseil d'État touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

**Incompétence** : Défaut d'aptitude du Conseil d'État à connaître d'une demande.

**Irrecevabilité** : Décision du Conseil d'État sanctionnant l'observation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Rejet** : Situation dans laquelle le Conseil d'État tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Saisine directe** : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'État sans passer par la juridiction de 1<sup>er</sup> degré qu'est le tribunal administratif.

## **Type de contentieux :**

**Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

**Marché public** : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

**Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

**Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes de imposition ou de recouvrement.

**Electoral** : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

**Sentence arbitrale** : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

**Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

## **Sources statistiques**

*Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des audiences du Conseil d'État.*

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
<b>Ensemble</b>	<b>35</b>	<b>47</b>	<b>67</b>	<b>50</b>	<b>87</b>	<b>62</b>	<b>63</b>	<b>79</b>	87
Fonction publique	17	13	23	16	19	21	21	24	24
Marchés publics	4	5	1	2	3	10	3	4	10
Foncier	8	20	23	17	26	23	24	29	26
Fiscal	0	1	6	0	0	0	4	0	5
Électoral	0	0	0	0	24	0	1	0	0
Sentences arbitrales	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Autres	6	8	14	15	15	8	8	22	22

<b>Affaires jugées selon la nature de la saisine</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>46</b>	<b>38</b>	<b>60</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>64</b>	<b>27</b>
Saisines directes	4	6	25	12	10	10	4	13	6
Appel	6	5	19	24	45	36	46	42	18
Cassation	0	0	2	2	5	7	5	9	3

<b>Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>25</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>6</b>
Acceptation	1	2	2	0	0	1	0	2	2
Rejet	2	0	6	3	4	5	1	4	2
Incompétence	0	2	5	4	3	2	3	4	1
Irrecevabilité	1	2	12	5	3	2	0	3	1

<b>Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>19</b>	<b>24</b>	<b>45</b>	<b>36</b>	<b>46</b>	<b>42</b>	<b>18</b>
Confirmation (totale ou partielle)	5	2	2	9	15	21	29	25	11
Rejet	0	2	11	7	14	0	0	0	0
Incompétence	0	0	0	0	2	0	1	0	0
Irrecevabilité	1	0	0	2	5	5	6	4	3
Annulation	0	1	6	6	9	10	10	13	4

<b>Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>3</b>
Cassation	0	0	0	0	0	1	0	2	1
Rejet	0	0	1	0	2	0	0	0	0
Incompétence	0	0	0	2	3	2	5	7	1
Irrecevabilité	0	0	1	0	0	4	0	0	1

<b>Décisions rédigées</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>32</b>	<b>40</b>	<b>55</b>	<b>23</b>	<b>46</b>	<b>57</b>	<b>25</b>

## **Organisation et compétence du Conseil d'État**

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'État est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'État est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'État est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau 4.5 : Activités du Commissariat du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	Affaires nouvelles			Conclusions rendues		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>80</b>	<b>77</b>	66	<b>74</b>	<b>36</b>	<b>42</b>
Fonction publique	37	26	25	32	9	20
Marchés publics	2	4	4	2	1	3
Foncier	29	30	24	29	17	12
Fiscal	2	1	3	2	1	3
Électoral	1	0	0	1	0	0
Autres	9	16	10	8	8	4

## Concepts

**Acceptation partielle** : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

**Acceptation totale** : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

**Avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

**Décision sur le fond** : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

**Décision rédigée** : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

**Incompétence** : Défaut de aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

**Irrecevabilité** : Décision du juge sanctionnant l'nonobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Rejet** : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

### **Type de contentieux :**

**Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

**Marché public** : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

**Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

**Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes de imposition ou de recouvrement.

**Electoral** : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

**Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

### **Sources statistiques**

*Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Contenu	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>98</b>	<b>96</b>	<b>93</b>	<b>105</b>	<b>105</b>	<b>210</b>	<b>158</b>	<b>165</b>	<b>216</b>	<b>184</b>
Fonction publique	22	11	10	14	15	24	43	51	72	59
Marchés publics	7	5	4	3	12	12	14	18	17	23
Foncier	39	32	30	49	44	44	65	60	68	64
Fiscal	4	4	1	7	4	6	3	2	16	2
Électoral	0	15	0	0	0	93	0	3	5	1
Autres	26	29	48	32	30	31	33	31	38	35

Décisions rendues selon leur nature	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>57</b>	<b>86</b>	<b>95</b>	<b>125</b>	<b>111</b>	<b>221</b>	<b>151</b>	<b>115</b>	<b>122</b>	<b>186</b>
Décisions sur le fond	35	52	42	65	60	130	72	51	67	103
<i>Acceptation totale</i>	14	31	18	39	27	40	39	20	35	62
<i>Acceptation partielle</i>	5	5	3	10	9	23	17	19	18	17
<i>Rejet</i>	16	16	21	16	24	67	16	12	14	24
Autres décisions	22	34	53	60	51	91	79	64	55	83
<i>Incompétence</i>	5	4	3	7	6	8	14	10	6	15
<i>Irrecevabilité</i>	16	18	31	33	28	52	44	29	31	41
<i>Désistement</i>	1	7	15	11	7	14	7	14	10	7
<i>Avant dire droit</i>	0	5	4	9	10	17	14	11	8	20

Décisions rédigées	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>32</b>	<b>53</b>	<b>81</b>	<b>118</b>	<b>93</b>	<b>143</b>	<b>84</b>	<b>87</b>	<b>124</b>	<b>146</b>

### **Organisation et compétence des tribunaux administratifs**

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi organique n° 21-95/ ADP du 16 mai 1995 au siège de chaque tribunal de grande instance.

Le tribunal administratif comprend : un président (qui est toujours un magistrat de l'ordre judiciaire), un commissaire du gouvernement (qui est un magistrat de l'ordre judiciaire ou un fonctionnaire de l'administration générale titulaire au moins d'une maîtrise en droit) et un greffier.

Le tribunal administratif est, en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'État, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il statue en dernier ressort à charge de pourvoi devant le Conseil d'État dans les cas déterminés par la loi.

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif, compétent pour connaître d'une demande principale, est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle, relevant de sa compétence ainsi que les exceptions relevant de la compétence des juridictions administratives.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<b>105</b>	<b>105</b>	<b>210</b>	<b>158</b>	<b>165</b>	<b>216</b>	<b>184</b>
Banfora	0	0	0	0	1	2	1
Bobo-Dioulasso	21	18	23	22	31	25	23
Bogandé	-	-	-	1	0	1	1
Boromo	-	-	-	-	2	0	0
Dédougou	5	2	4	3	2	2	2
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0
Diébougou							
Djibo	-	-	-	-	-	1	1
Dori	1	0	1	0	0	0	1
Fada N'gourma	0	1	1	2	4	3	2
Gaoua	2	6	11	3	8	6	0
Kaya	4	2	0	0	3	1	2
Kongoussi	-	-	-	0	5	3	0
Koudougou	0	0	0	3	4	18	5
Léo	-	-	-	-	1	2	2
Manga	-	-	-	-	3	1	4
Nouna	-	-	-	-	-	1	0
Orodara	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	60	63	51	73	105	121	127
Ouahigouya	3	3	2	0	0	2	4
Tenkodogo	2	1	0	6	1	21	5
Tougan	-	-	-	0	3	0	1
Yako	-	-	-	-	0	4	0
Ziniaré	-	-	-	1	3	2	3

Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>39</b>	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>49</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>65</b>	<b>60</b>	<b>68</b>	<b>64</b>
Banfora	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Bobo-Dioulasso	9	7	8	15	9	17	18	15	17	17
Bogandé	-	-	-	-	0	0	0	0	1	0
Boromo	-	-	-	-	-	0	1	1	0	0
Dédougou	4	2	4	1	3	4	1	1	1	1
Diapaga	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Dori	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	1	0	0	1	1	2	3	0
Gaoua	0	4	1	0	5	0	1	3	2	0
Kaya	1	0	0	0	0	0	2	2	1	2
Kongoussi	-	-	-	-	0	1	0	2	2	0
Koudougou	0	0	0	3	3	2	3	1	8	5
Léo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Manga	-	-	-	-	0	0	0	1	0	0
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	22	15	15	29	21	18	20	31	25	35
Ouahigouya	1	3	1	0	0	1	13	0	1	2
Tenkodogo	2	1	0	0	3	0	1	0	4	1
Tougan	-	-	-	-	0	0	3	0	0	0
Yako	-	-	-	-	-	0	0	0	2	0
Ziniaré	-	-	-	-	0	0	1	0	0	1



*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<b>111</b>	<b>221</b>	<b>151</b>	<b>115</b>	<b>122</b>	<b>186</b>
Banfora	0	0	0	0	5	1
Bobo-Dioulasso	13	15	28	19	51	35
Bogandé	-	-	-	0	1	0
Boromo	-	-	-	-	0	1
Dédougou	0	0	0	0	7	2
Diapaga	-	-	-	-	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-
Dori	0	1	1	0	0	3
Fada N'gourma	0	0	1	0	3	0
Gaoua	6	1	5	0	20	0
Kaya	3	0	0	0	4	2
Kongoussi	-	-	-	0	4	0
Koudougou	0	0	3	4	6	8
Léo	-	-	-	-	-	-
Manga	-	-	-	0	4	0
Nouna	-	-	-	-	-	-
Orodara	-	-	-	-	-	-
Ouagadougou	63	71	87	88	95	63
Ouahigouya	0	7	0	0	5	35
Tenkodogo	1	0	0	0	11	0
Tougan	-	-	-	0	4	0
Yako	-	-	-	-	0	0
Ziniaré	-	-	-	0	1	1

Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>52</b>	<b>42</b>	<b>65</b>	<b>60</b>	<b>130</b>	<b>72</b>	<b>51</b>	<b>67</b>	<b>103</b>
Banfora	0	0	0	0	4	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	8	9	19	12	35	15	13	17	8
Bogandé	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Boromo	-	-	-	-	0	1	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	3	2	1	0	1
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dori	0	1	1	0	0	2	1	0	0
Fada N'gourma	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Gaoua	4	1	4	0	15	0	2	1	1
Kaya	1	0	0	0	0	1	0	1	1
Kongoussi	-	-	-	0	3	0	0	0	0
Koudougou	0	0	2	3	6	4	0	2	4
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Manga	-	-	-	0	2	0	0	1	2
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	39	27	38	45	48	30	33	43	77
Ouahigouya	0	4	0	0	4	15	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	0	7	0	0	1	4
Tougan	-	-	-	0	2	0	0	0	2
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	0	0	1	0	0	0



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	ctoire				Réputée contradictoire			
	2009	2010	2009	2010	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>140</b>	<b>100</b>	<b>114</b>	<b>185</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>1</b>
Banfora	1	1	1	1	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	34	31	25	21	1	0	1	0
Bogandé	0	0	0	1	0	0	0	0
Boromo	1	0	0	0	0	0	0	0
Dédougou	2	3	0	2	0	0	0	0
Diapaga	0	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	0	-	-	-	0
Djibo	-	-	0	0	-	-	0	0
Dori	3	1	0	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	0	0	2	0	0	0	0
Gaoua	0	3	2	5	0	0	0	0
Kaya	2	1	1	1	0	0	0	0
Kongoussi	0	5	0	0	0	0	0	0
Koudougou	8	0	3	8	0	0	0	0
Léo	-	0	0	2	-	0	0	0
Manga	0	2	1	2	0	0	1	0
Nouna	-	-	0	0	-	-	0	0
Orodara	-	-	0	0	-	-	0	0
Ouagadougou	54	49	80	129	8	13	6	1
Ouahigouya	34	0	0	0	1	0	0	0
Tenkodogo	0	2	1	6	0	0	0	0
Tougan	0	0	0	3	0	0	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	2	0	2	0	0	0	0

Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

<b>Affaires nouvelles selon le type de contentieux</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>61</b>	<b>76</b>	<b>91</b>	<b>96</b>	<b>202</b>	<b>158</b>	<b>149</b>	<b>147</b>	<b>158</b>
Fonction publique	10	8	15	15	23	39	39	38	51
Marchés publics	4	3	3	11	11	14	1	12	18
Foncier	22	35	40	34	53	71	54	43	54
Fiscal	4	1	6	5	5	4	12	9	5
Électoral	0	0	0	0	78	0	2	2	1
Autres	21	29	27	31	32	30	41	43	29

<b>Conclusions rendues selon le type de contentieux</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>57</b>	<b>83</b>	<b>101</b>	<b>93</b>	<b>197</b>	<b>150</b>	<b>89</b>	<b>177</b>	<b>185</b>
Fonction publique	11	23	26	15	18	16	21	51	50
Marchés publics	3	4	6	7	7	22	1	15	23
Foncier	24	38	45	34	67	67	33	44	60
Fiscal	1	1	2	4	4	7	6	19	14
Électoral	0	0	0	0	68	0	2	2	1
Autres	18	17	22	33	33	38	26	46	37



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<b>91</b>	<b>96</b>	<b>202</b>	<b>158</b>	<b>149</b>	<b>147</b>	<b>158</b>
Banfora	0	0	0	0	1	0	1
Bobo-Dioulasso	0	1	7	3	28	35	20
Bogandé	-	-	1	2	0	0	1
Boromo	-	-	-	1	1	0	0
Dédougou	2	4	1	3	10	3	7
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	0
Dori	0	0	1	0	0	3	1
Fada N'gourma	1	2	2	0	4	3	0
Gaoua	6	11	3	4	16	1	6
Kaya	1	1	1	2	4	2	1
Kongoussi	-	-	-	0	5	5	0
Koudougou	0	0	3	4	3	4	7
Léo	-	-	-	-	-	0	1
Manga	-	-	-	0	4	0	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	0
Ouagadougou	50	51	73	72	84	75	102
Ouahigouya	0	6	0	0	7	26	0
Tenkodogo	1	0	0	6	2	1	0
Tougan	-	-	-	0	4	3	0
Yako	-	-	-	-	0	0	3
Ziniaré	-	-	-	1	2	3	1

Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2005
<b>Ensemble</b>	<b>57</b>	<b>83</b>	<b>101</b>	<b>93</b>	<b>197</b>	<b>150</b>	<b>89</b>	<b>177</b>	<b>185</b>
Banfora	0	0	0	0	5	1	1	0	1
Bobo-Dioulasso	0	1	7	3	48	28	35	24	21
Bogandé	-	-	-	0	0	0	0	0	1
Boromo	-	-	-	-	1	1	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	8	2	0	7	3
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Dori	0	0	1	0	0	3	1	0	0
Fada N'gourma	0	0	1	0	3	0	0	0	0
Gaoua	6	1	4	0	20	0	0	2	1
Kaya	2	0	0	0	4	2	2	0	1
Kongoussi	-	-	-	0	4	3	0	0	0
Koudougou	0	0	3	4	3	8	0	7	17
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Manga	-	-	-	0	4	0	2	2	4
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou	48	75	85	86	93	65	47	130	128
Ouahigouya	0	6	0	0	0	35	0	0	0
Tenkodogo	1	0	0	0	2	1	0	3	5
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	0	2
Yako	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	-	0	2	1	1	2	0



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)



Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

## V. Etablissements pénitentiaires

---

## Concepts

**Condamné** : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

**Détenu** : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

**Evasion** : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

**Entrée, incarcération** : Mise en détention, emprisonnement.

**Inculpé** : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

**Libération** : Mise en liberté d'une personne détenue.

**Majeur** : Personne âgée d'au moins 18 ans.

**Mineur** : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

**OMD** : Ordre donné par le procureur au régisseur de mettre à sa disposition un détenu.

**Prévenu** : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention en vue de la manifestation de la vérité.

**Taux d'occupation** : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

## Sources statistiques

*Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.*

## Note :

*Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'ont pas encore intégré leurs locaux propres.*

*Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.*

des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
	<b>2 799</b>	<b>3 315</b>	<b>3 108</b>	<b>4 207</b>	<b>4 801</b>	<b>5 400</b>	<b>5198</b>		
Détenus en attente de jugement	1 494	1 155	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 410	2019
<i>Inculpés (en instruction)</i>	804	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1160
<i>Prévenus</i>	690	383	504	512	205	674	563	1 000	689
<i>OMD</i>	-	-	-	-	-	142	210	82	170
Condamnés	1 036	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3179

Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Capacité d'accueil	1 820	1 820	1 820	2 300	2 660	2 660	2 780	3 140	3260
Nombre de détenus au 31 décembre	2 530	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198
<b>Taux d'occupation (en %)</b>	<b>139,0</b>	<b>132,6</b>	<b>153,8</b>	<b>144,1</b>	<b>116,8</b>	<b>158,2</b>	<b>172,7</b>	<b>172,0</b>	<b>159,4</b>

Tableau 5.3 : Incarcérations

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble des incarcérations</b>	<b>6 535</b>	<b>6 540</b>	<b>7 342</b>	<b>7 528</b>	<b>8 418</b>	<b>8 645</b>	<b>10 945</b>	<b>11 077</b>	<b>10 122</b>
Hommes	6 366	6 419	7 160	7 368	8 210	8 376	10 658	10 672	9 813
Femmes	169	121	182	160	208	269	287	405	309

<b>Répartition des entrées selon l'âge</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Mineurs	347	281	271	296	394	470	702	716	540
<i>13 ans à moins de 15 ans</i>	54	51	42	43	67	69	70	115	93
<i>15 ans à moins de 18 ans</i>	293	230	229	253	327	401	632	685	447
Majeurs	6 188	6 259	7 071	7 232	8 024	8 175	10 243	10 361	9582
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	971	883	972	1 028	1 122	1 082	1 386	1 318	1227
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	1 261	1 129	1 551	1 377	1 718	1 612	2 013	1 731	1615
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	1 494	1 574	1 534	1 712	1 941	1 779	2 646	2 891	2251
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	1 481	1 603	1 805	1 840	1 924	2 230	2 639	2 757	2728
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	845	953	1 049	1 140	1 144	1 303	1 375	1 481	1601
<i>60 ans et plus</i>	136	117	160	135	175	169	184	183	160

<b>Autres mouvements, événements</b>	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Évasions	190	181	244	89	680	106	116	48	88
Décès	36	23	22	33	34	45	68	62	119
Hospitalisations	31	52	71	105	95	215	268	292	292
Sorties autorisées	707	673	768	666	781	1214	639	588	588

31 décembre par établissement pénitentiaire

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2005	2006	2007	2008	2009	2 010			
	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5198			
Banfora	-	-	-	110	149	179	134	180	195
Baporo	33	35	56	76	66	82	43	24	43
Bobo-Dioulasso	392	432	501	525	515	497	547	513	552
Bogandé	-	-	-	62	95	151	145	183	136
Boromo	-	-	-	-	79	98	156	148	148
Dédougou	174	215	242	232	158	192	208	211	180
Diapaga	-	-	-	-	29	58	104	91	105
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	83	97
Dori	80	84	77	63	77	119	161	161	144
Fada N'gourma	173	136	193	156	155	232	265	325	333
Gaoua	181	179	180	205	173	202	235	231	185
Kaya	156	124	183	203	216	279	313	282	245
Kongoussi	-	-	-	35	136	162	159	90	86
Koudougou	9	131	161	196	165	178	173	206	239
Léo	-	-	-	-	-	-	82	136	126
Manga	-	-	-	25	95	113	209	187	176
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	33	57
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	49	36
Ouagadougou*	901	763	854	1 016	522	1 158	1 289	1 594	1540
Ouahigouya**	213	148	144	128	145	170	233	274	170
Tenkodogo	218	167	208	229	296	302	299	315	292
Tougan	-	-	-	54	37	35	46	84	113

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010
<b>Ensemble</b>	<b>1 494</b>	<b>1 155</b>	<b>1 366</b>	<b>1 448</b>	<b>1 195</b>	<b>1 947</b>	<b>2 013</b>	<b>2 406</b>	<b>2019</b>
Banfora	-	-	-	20	50	98	36	50	49
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	223	202	215	269	201	175	214	217	209
Bogandé	-	-	-	21	35	98	79	104	69
Boromo	-	-	-	-	22	52	46	53	62
Dédougou	48	47	73	59	60	69	67	56	47
Diapaga	-	-	-	-	18	36	76	44	57
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	29	25
Dori	31	29	27	22	29	49	79	44	30
Fada N'gourma	94	61	107	95	80	130	149	163	198
Gaoua	100	107	94	104	80	107	88	97	84
Kaya	95	73	102	73	78	123	148	107	90
Kongoussi	-	-	-	16	52	56	62	32	31
Koudougou	0	36	81	111	82	77	83	99	104
Léo	-	-	-	-	-	-	34	39	29
Manga	-	-	-	9	52	50	54	52	51
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	16	33
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	34	13
Ouagadougou*	615	387	453	425	112	601	569	924	609
Ouahigouya**	92	63	64	59	56	62	88	103	58
Tenkodogo	196	150	150	127	184	152	128	116	115
Tougan	-	-	-	38	4	12	13	31	56

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
	<b>42</b>	<b>7 528</b>	<b>8 418</b>	<b>8 645</b>	<b>10 945</b>	<b>11 077</b>	<b>10122</b>		
Banfora	-	-	-	194	260	324	266	354	335
Baporo	32	32	64	69	47	82	77	-	86
Bobo-Dioulasso	898	1 001	986	1 072	990	859	1 144	957	926
Bogandé	-	-	-	131	235	284	230	358	292
Boromo	-	-	-	-	263	295	342	441	348
Dédougou	586	580	477	465	305	283	299	355	293
Diapaga	-	-	-	-	40	140	182	182	241
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	173	159
Dori	255	210	233	206	261	256	333	400	298
Fada N'gourma	419	389	493	390	406	440	524	635	533
Gaoua	483	567	462	493	396	415	420	444	363
Kaya	347	315	478	309	364	449	556	506	431
Kongoussi	-	-	-	53	237	204	242	197	155
Koudougou	100	363	560	559	516	420	424	585	545
Léo	-	-	-	-	-	-	141	315	235
Manga	-	-	-	37	315	405	448	402	296
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	64	118
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	117	119
Ouagadougou*	2 423	2 268	2 653	2 475	2 562	2 494	4 075	3 054	2974
Ouahigouya**	552	411	413	414	321	406	405	495	378
Tenkodogo	440	404	523	577	745	742	679	853	793
Tougan	-	-	-	84	155	147	158	190	204

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.7 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>190</b>	<b>181</b>	<b>244</b>	<b>89</b>	<b>680</b>	<b>106</b>	<b>116</b>	<b>48</b>	<b>88</b>
Banfora	-	-	-	2	1	2	4	1	2
Baporo	5	11	14	8	9	12	6	0	8
Bobo-Dioulasso	10	13	15	12	10	13	13	1	4
Bogandé	-	-	-	3	4	2	4	0	4
Boromo	-	-	-	-	1	2	3	5	1
Dédougou	29	11	19	9	7	6	9	4	0
Diapaga	-	-	-	-	0	2	1	2	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0	2
Dori	10	8	12	4	6	4	7	1	0
Fada N'gourma	28	25	8	2	5	6	6	0	0
Gaoua	12	8	6	11	5	5	3	5	1
Kaya	3	8	5	4	2	6	1	1	30
Kongoussi	-	-	-	0	1	1	3	0	1
Koudougou	4	17	7	4	8	4	2	12	0
Léo	-	-	-	-	-	-	4	1	0
Manga	-	-	-	0	3	4	2	0	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	2	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	3
Ouagadougou*	40	22	123	6	601	16	29	7	16
Ouahigouya**	13	22	17	13	12	11	3	0	0
Tenkodogo	36	36	18	11	5	9	14	0	13
Tougan	-	-	-	0	0	1	2	6	0

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

## Concepts

**Prévenus** : Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention en vue de la manifestation de la vérité.

### Infractions :

#### Crimes et délits contre les particuliers

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Coups et blessures volontaires** : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

#### **Homicides volontaires, empoisonnements:**

**Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

**Empoisonnement** : Fait de tenter à la vie d'une personne par le emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

...s dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2007	2008	2009	2010
	<b>674</b>	<b>563</b>	<b>1 000</b>	<b>689</b>

#### Répartition selon le sexe

	2007	2008	2009	2010
Hommes	655	558	962	675
Femmes	19	5	38	14

#### Répartition selon l'âge

	2007	2008	2009	2010
Moins de 18 ans	47	43	49	37
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171
40 ans et plus	83	72	96	93

#### Répartition selon la nature de l'infraction

	2007	2008	2009	2010
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518
dont				
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	422	384	687	459
<i>Abus de confiance</i>	33	43	62	45
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92
dont				
<i>Coups et blessures volontaires</i>	51	44	45	44
<i>Vols aggravés</i>	1	0	2	12
<i>Viols</i>	1	0	0	0
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59
dont				
<i>Stupéfiants</i>	45	18	70	30
<i>Mutilations génitales féminines</i>	20	5	17	7
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	12	9	9	12
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17
dont				
<i>Faux et usage de faux</i>	8	4	20	9
<i>Evasion</i>	17	4	5	2
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3

#### Répartition selon la durée de détention préventive

	2007	2008	2009	2010
Moins de 30 jours	329	311	323	390
De 1 mois à moins de 2 mois	152	149	306	163
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6
12 mois et plus	1	3	6	2

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

#### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Destructions, dégradations, dommages** : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

#### **Crimes et délits contre la chose publique**

**Association de malfaiteurs** : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

#### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

#### **Infractions en matière d'armes et munitions**

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

décembre par établissement pénitentiaire

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	les prévenus				Prévenus mineurs			
	2009	2010	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>674</b>	<b>563</b>	<b>1 000</b>	<b>689</b>	<b>47</b>	<b>43</b>	<b>49</b>	<b>37</b>
Banfora	28	8	6	10	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	29	51	55	87	4	2	6	7
Bogandé	24	6	6	6	3	2	1	0
Boromo	10	9	3	21	4	0	1	0
Dédougou	13	20	15	18	1	0	2	1
Diapaga	24	33	21	17	0	2	1	2
Diébougou	-	-	-	0	-	-	-	0
Djibo	-	-	3	2	-	-	0	0
Dori	20	44	17	13	1	2	0	0
Fada N'gourma	20	46	37	53	2	2	3	4
Gaoua	29	6	23	6	2	1	0	1
Kaya	39	38	21	29	2	3	0	2
Kongoussi	15	21	6	6	1	1	0	0
Koudougou	41	36	51	35	5	2	4	5
Léo	-	20	17	13	-	1	0	2
Manga	21	22	13	6	0	0	2	0
Nouna	-	-	2	16	-	-	0	0
Orodara	-	-	18	6	-	-	1	0
Ouagadougou*	247	131	604	284	10	7	20	7
Ouahigouya**	30	32	39	9	5	3	6	0
Tenkodogo	79	36	33	35	7	15	2	5
Tougan	5	4	10	17	0	0	0	1

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.9 (suite) : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Prévenus de moins de 25 ans				Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>278</b>	<b>227</b>	<b>394</b>	<b>278</b>	<b>329</b>	<b>311</b>	<b>323</b>	<b>390</b>
Banfora	8	3	3	2	23	8	6	10
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	10	20	35	14	51	43	34
Bogandé	10	4	1	2	21	4	6	4
Boromo	8	3	2	20	6	6	1	19
Dédougou	10	10	8	4	12	19	13	0
Diapaga	4	16	6	5	7	4	7	1
Diébougou	-	-	-	0	-	-	-	0
Djibo	-	-	1	2	-	-	3	2
Dori	4	14	2	2	14	37	6	4
Fada N'gourma	10	11	18	31	19	13	21	26
Gaoua	11	2	7	3	24	6	20	6
Kaya	15	20	14	13	0	6	19	27
Kongoussi	6	8	1	4	2	15	6	6
Koudougou	23	16	30	21	31	24	37	28
Léo	-	11	4	5	-	0	10	2
Manga	13	9	4	4	16	18	13	4
Nouna	-	-	0	7	-	-	0	5
Orodara	-	-	4	1	-	-	1	0
Ouagadougou*	84	56	232	92	75	51	60	179
Ouahigouya**	17	12	19	4	23	24	21	2
Tenkodogo	35	22	15	16	39	18	21	22
Tougan	3	0	3	5	3	4	9	9

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Crimes et délits contre les biens				Crimes et délits contre les particuliers			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>481</b>	<b>434</b>	<b>763</b>	<b>518</b>	<b>72</b>	<b>73</b>	<b>91</b>	<b>92</b>
Banfora	22	8	6	5	0	0	0	5
Baporo	0	0	0	0	0	0		0
Bobo-Dioulasso	26	45	37	69	1	2	12	10
Bogandé	17	4	5	2	7	0	1	4
Boromo	8	4	2	12	1	4	0	3
Dédougou	12	14	13	12	0	4	2	5
Diapaga	15	23	14	9	6	10	5	7
Diébougou	-	-	-	0	-	-	-	0
Djibo	-	-	2	1	-	-	1	1
Dori	19	34	14	10	1	6	0	3
Fada N'gourma	9	33	29	43	4	10	6	7
Gaoua	26	4	18	4	2	1	3	2
Kaya	19	31	19	24	3	3	1	4
Kongoussi	5	15	4	4	10	5	2	2
Koudougou	25	29	45	30	2	3	4	4
Léo	-	18	16	11	-	2	1	2
Manga	10	17	11	6	5	4	1	0
Nouna	-	-	1	3	-	-	1	5
Orodara	-	-	2	4	-	-	1	0
Ouagadougou*	182	104	465	221	15	8	39	20
Ouahigouya**	25	22	30	7	4	7	7	1
Tenkodogo	56	28	24	27	11	2	4	7
Tougan	5	1	6	14	0	2	0	0

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.10 (suite) : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs				Crimes et délits contre la chose publique			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>85</b>	<b>37</b>	<b>109</b>	<b>59</b>	<b>34</b>	<b>14</b>	<b>31</b>	<b>17</b>
Banfora	2	0	0	0	4	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	1	4	7	0	3	2	1
Bogandé	0	2	0	0	0	0	0	0
Boromo	0	0	1	6	0	1	0	0
Dédougou	1	1	0	0	0	1	0	1
Diapaga	2	0	0	1	1	0	2	0
Diébougou	-	-	-	0	-	-	-	0
Djibo	-	-	0	0	-	-	0	0
Dori	0	4	0	0	0	0	3	0
Fada N'gourma	7	0	2	1	0	3	0	0
Gaoua	1	0	2	0	0	0	0	0
Kaya	17	1	1	1	0	2	0	0
Kongoussi	0	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	13	3	1	1	1	1	1	0
Léo	-	0	0	0		0	0	0
Manga	6	1	1	0	0	0	0	0
Nouna	-	-	0	8	-	-	0	0
Orodara	-	-	15	0	-	-	0	2
Ouagadougou*	29	14	72	31	20	3	22	12
Ouahigouya**	0	3	2	1	1	0	0	0
Tenkodogo	5	5	5	0	7	0	0	1
Tougan	0	1	3	2	0	0	1	0

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

## Concepts

**Inculpé** : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

**Durée de détention préventive** : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

## Infractions :

### Crimes et délits contre les particuliers

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Coups et blessures volontaires** : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Homicides volontaires, empoisonnements :**

**Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

**Empoisonnement** : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<b>772</b>	<b>862</b>	<b>936</b>	<b>990</b>	<b>1 131</b>	<b>1 240</b>	<b>1 328</b>	<b>1160</b>

#### Répartition selon le sexe

Hommes	791	765	845	922	967	1 106	1 201	1 284	1116
Femmes	13	7	17	14	23	25	39	44	44

#### Répartition selon l'âge

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
moins de 18 ans	23	15	34	38	42	23	25	40	14
18 ans à moins de 21 ans	69	67	69	75	107	93	116	112	97
21 ans à moins de 25 ans	171	144	155	159	197	185	210	242	185
25 ans à moins de 30 ans	211	199	222	306	229	292	309	329	266
30 ans à moins de 40 ans	218	207	219	210	262	322	351	378	374
40 ans et plus	112	140	163	148	153	216	229	227	224

#### Répartition selon la nature de l'infraction

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Crimes et délits contre les particuliers	515	502	518	566	604	782	760	843	837
dont									
<i>Vols aggravés</i>	176	132	132	146	101	205	183	223	164
<i>Viols</i>	69	75	90	116	113	172	163	199	188
<i>Coups mortels</i>	86	71	61	95	96	96	100	99	119
<i>Assassinats</i>	73	73	84	75	83	122	135	151	199
<i>Homicides volontaires</i>	56	61	55	43	59	106	134	134	129
<i>Coups et blessures volontaires</i>	18	27	35	14	19	40	25	24	32
Crimes et délits contre les biens	113	152	115	124	121	99	137	142	102
dont									
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	97	125	80	90	78	75	109	90	67
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	10	12	14	5	24	8	11	31	27
<i>Abus de confiance</i>	5	13	15	14	13	13	13	12	7
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	29	33	62	64	44	48	57	43	39
Crimes et délits contre la chose publique	116	84	153	180	220	147	263	291	172
dont									
<i>Associations de malfaiteurs</i>	61	47	76	90	119	83	193	196	110
<i>Faux et usage de faux</i>	43	21	49	30	53	45	41	82	41
Infractions en matière d'armes et de munitions	31	1	14	2	1	55	23	9	10

#### Répartition selon la durée de la détention préventive

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Moins de 3 mois	128	171	215	198	194	139	279	249	173
3 mois à moins de 6 mois	196	105	236	114	176	199	214	167	127
6 mois à moins de 12 mois	173	196	159	280	301	421	272	362	276
1 an à moins de 2 ans	197	132	173	226	188	254	287	309	327
2 ans à moins de 3 ans	61	72	40	94	64	65	92	133	143
3 ans à moins de 4 ans	31	74	22	14	45	33	49	62	67
4 ans et plus	18	22	17	10	22	20	47	46	47

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

#### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Destructions, dégradations, dommages** : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

#### **Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs**

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

#### **Crimes et délits contre la chose publique**

**Association de malfaiteurs** : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

#### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

#### **Infractions en matière d'armes et munitions**

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

au 31 décembre par établissement pénitentiaire

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
	<b>862</b>	<b>936</b>	<b>990</b>	<b>1 131</b>	<b>1 240</b>	<b>1 328</b>	<b>1160</b>		
Banfora	-	-	13	40	66	28	43	38	
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bobo-Dioulasso	119	124	162	205	150	146	163	162	122
Bogandé	-	-	18	36	70	71	89	56	
Boromo	-	-	-	30	38	37	50	41	
Dédougou	43	51	38	30	51	53	46	41	29
Diapaga	-	-	-	7	12	26	20	22	
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0	
Djibo	-	-	-	-	-	-	23	23	
Dori	21	21	19	13	16	18	33	27	15
Fada N'gourma	90	56	91	87	63	80	103	122	142
Gaoua	70	83	82	84	64	76	81	64	74
Kaya	50	58	65	61	70	81	105	86	61
Kongoussi	-	-	-	6	45	41	41	26	25
Koudougou	0	18	23	58	44	33	41	48	62
Léo	-	-	-	-	-	-	14	22	16
Manga	-	-	-	1	36	26	31	39	45
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	12	14
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	11	7
Ouagadougou*	312	272	278	298	220	296	269	280	202
Ouahigouya**	39	43	36	21	19	30	54	64	47
Tenkodogo	60	46	68	40	95	63	89	78	80
Tougan	-	-	-	1	4	2	8	21	39

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yak0

Tableau 5.13 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010
<b>Ensemble</b>	<b>263</b>	<b>226</b>	<b>258</b>	<b>272</b>	<b>346</b>	<b>301</b>	<b>351</b>	<b>394</b>	<b>296</b>
Banfora	-	-	-	5	11	17	7	9	8
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	36	16	44	43	71	33	41	58	28
Bogandé	-	-	-	3	12	16	21	23	17
Boromo	-	-	-	-	7	19	11	18	11
Dédougou	17	22	14	9	17	20	13	7	8
Diapaga	-	-	-	-	2	2	9	6	4
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	12	13
Dori	6	5	7	5	6	5	12	8	4
Fada N'gourma	29	16	17	13	13	9	23	34	29
Gaoua	21	32	30	28	21	22	18	8	19
Kaya	13	10	11	12	20	22	36	32	17
Kongoussi	-	-	-	3	27	16	15	9	4
Koudougou	0	11	7	17	16	10	11	16	11
Léo	-	-	-	-	-	-	2	9	10
Manga	-	-	-	1	13	8	8	12	7
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	6	5
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Ouagadougou*	106	81	93	107	61	67	76	69	47
Ouahigouya**	12	16	13	8	9	11	20	21	17
Tenkodogo	23	17	22	18	39	20	25	31	24
Tougan	-	-	-	0	1	1	3	5	12

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako



**PDF**  
Complete

*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

tre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>518</b>	<b>566</b>	<b>604</b>	<b>782</b>	<b>760</b>	<b>843</b>	<b>837</b>
Banfora	-	10	17	65	17	29	25
Baporo	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	53	60	68	87	87	101	83
Bogandé	-	7	28	58	62	48	24
Boromo	-	-	25	29	21	46	40
Dédougou	34	42	33	28	43	37	27
Diapaga	-	-	7	9	17	20	19
Diébougou	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	22	23
Dori	17	16	8	8	10	23	10
Fada N'gourma	89	50	70	58	51	84	68
Gaoua	35	54	59	54	48	51	65
Kaya	30	45	39	38	34	37	37
Kongoussi	-	-	4	40	29	26	14
Koudougou	0	14	20	41	24	31	47
Léo	-	-	-	-	-	10	18
Manga	-	-	1	16	12	11	23
Nouna	-	-	-	-	-	-	12
Orodara	-	-	-	-	-	-	3
Ouagadougou*	186	156	144	175	95	137	134
Ouahigouya**	31	34	33	21	18	34	39
Tenkodogo	40	31	44	33	57	72	51
Tougan	-	-	1	4	2	8	18

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.15 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>113</b>	<b>152</b>	<b>115</b>	<b>124</b>	<b>121</b>	<b>99</b>	<b>137</b>	<b>142</b>	<b>102</b>
Banfora	-	-	-	1	1	1	1	6	4
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	16	46	12	38	12	5	6	17	7
Bogandé	-	-	-	1	5	3	3	9	1
Boromo	-	-	-	-	1	2	1	3	0
Dédougou	2	3	2	1	2	3	3	1	0
Diapaga	-	-	-	-	0	3	7	0	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	1	0
Dori	3	5	5	0	1	2	1	2	2
Fada N'gourma	0	0	0	8	1	0	0	7	21
Gaoua	22	24	21	17	8	6	8	0	0
Kaya	9	7	8	3	3	2	32	4	11
Kongoussi	-	-	-	2	4	4	8	12	4
Koudougou	0	1	1	2	2	0	1	6	6
Léo	-	-	-	-	-	-	0	1	0
Manga	-	-	-	0	15	11	16	18	13
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	6	0
Ouagadougou*	45	53	50	44	47	52	46	37	31
Ouahigouya**	4	4	1	0	0	1	3	1	2
Tenkodogo	12	9	15	7	19	4	1	11	0
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	0	0

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
	13	180	220	147	263	291	167	
Banfora	-	-	-	2	22	0	4	8
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	18	17	49	71	43	27	45	36
Bogandé	-	-	-	0	1	7	6	29
Boromo	-	-	-	-	0	3	11	0
Dédougou	6	5	3	0	3	0	3	5
Diapaga	-	-	-	-	0	0	2	0
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0
Dori	1	0	6	5	5	3	9	1
Fada N'gourma	0	2	19	20	10	0	19	39
Gaoua	13	5	1	12	8	2	22	16
Kaya	7	6	5	10	30	25	27	18
Kongoussi	-	-	-	0	0	5	1	0
Koudougou	0	0	2	5	15	5	6	1
Léo	-	-	-	-	-	-	4	3
Manga	-	-	-	0	1	2	4	3
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	2
Ouagadougou*	65	41	58	55	70	65	79	95
Ouahigouya**	1	4	2	0	1	2	17	16
Tenkodogo	5	4	8	0	11	1	4	16
Tougan	-	-	-	0	0	0	0	3

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.17 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010
<b>Ensemble</b>	<b>110</b>	<b>168</b>	<b>79</b>	<b>118</b>	<b>131</b>	<b>118</b>	<b>188</b>	<b>241</b>	<b>257</b>
Banfora	-	-	-	1	0	3	0	1	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	16	87	24	38	49	36	63	65	59
Bogandé	-	-	-	0	0	1	10	23	23
Boromo	-	-	-	-	2	2	5	14	15
Dédougou	4	8	6	4	6	5	10	6	6
Diapaga	-	-	-	-	0	0	0	1	3
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Dori	5	6	0	1	1	1	2	0	3
Fada N'gourma	0	0	0	6	16	10	12	23	29
Gaoua	3	17	17	26	22	21	21	25	18
Kaya	22	20	18	26	16	12	23	24	23
Kongoussi	-	-	-	0	0	1	6	3	5
Koudougou	0	0	0	0	1	5	4	8	8
Léo	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Manga	-	-	-	0	0	0	2	4	6
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1	6
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Ouagadougou*	50	29	14	16	17	19	16	29	28
Ouahigouya**	10	1	0	0	0	0	5	5	9
Tenkodogo	0	0	0	0	1	2	8	4	5
Tougan	-	-	-	0	0	0	1	1	3

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

## Concepts

**Condamné** : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

## Infractions :

### Crimes et délits contre les particuliers

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Association de malfaiteurs** : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

**Coups et blessures volontaires** : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Homicides volontaires, empoisonnements et violences :**

**Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

**Empoisonnement** : Fait de tenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Violences** : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

abus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	<b>1 433</b>	<b>1 867</b>	<b>1 913</b>	<b>2 260</b>	<b>2 788</b>	<b>2 990</b>	<b>3 179</b>

#### Répartition selon le sexe

Hommes	1 030	1 237	1 403	1 839	1 886	2 230	2 720	2 926	3 137
Femmes	6	22	30	28	27	30	68	64	42

#### Répartition selon l'âge

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
moins de 18 ans	10	21	29	24	42	37	58	94	59
18 ans à moins de 21 ans	158	178	123	235	214	333	331	389	379
21 ans à moins de 25 ans	244	282	360	366	476	512	580	591	608
25 ans à moins de 30 ans	266	353	356	623	432	582	695	769	843
30 ans à moins de 40 ans	254	278	362	408	476	527	714	779	902
40 ans et plus	104	147	203	211	273	269	410	368	388

#### Répartition selon la nature de l'infraction

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Crimes et délits contre les biens	827	1 045	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450
dont									
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	765	968	988	1 448	1 455	1 681	1 902	2 137	2 303
<i>Abus de confiance</i>	49	73	130	75	120	100	129	119	113
Crimes et délits contre les particuliers	54	85	108	118	136	129	175	238	314
dont									
<i>Coups et blessures volontaires</i>	26	50	57	75	79	80	97	108	106
<i>Vols aggravés</i>	7	5	5	6	7	6	12	42	100
<i>Homicides volontaires</i>	5	4	14	7	8	2	4	23	16
<i>Viols</i>	5	1	7	3	2	2	1	8	12
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	67	70	113	93	114	190	364	313	259
dont									
<i>Stupéfiants</i>	46	35	58	43	68	139	228	204	161
<i>Mutilations génitales féminines</i>	4	21	33	25	19	23	76	42	20
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	5	8	4	13	16	14	35	48	56
Crimes et délits contre la chose publique	72	51	60	81	66	89	78	110	123
dont <i>Faux et usage de faux</i>	14	13	24	22	26	21	22	38	46
Infractions en matière d'armes et de munitions	16	8	19	29	16	25	30	22	33

#### Répartition selon la durée de la peine prononcée

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Moins de 3 mois	58	70	153	96	109	126	96	49	9
3 mois à moins de 6 mois	141	236	277	177	190	273	306	222	149
6 mois à moins de 12 mois	310	379	416	394	465	424	651	529	465
1 an à moins de 2 ans	326	286	367	725	645	696	993	1 141	1 027
2 ans à moins de 3 ans	113	119	102	230	248	371	336	483	579
3 ans à moins de 5 ans	58	103	74	163	177	269	289	361	529
5 ans à moins de 10 ans	23	57	34	60	59	85	102	144	313
10 ans à 20 ans	6	8	9	13	11	10	8	49	72
Plus de 20 ans	-	-	-	-	-	-	-	1	17
Perpétuité	1	1	1	5	5	3	3	6	12
Peine de mort	0	0	0	4	4	3	4	6	7

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

#### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Destructions, dégradations, dommages** : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

#### **Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs**

**Attentat aux mœurs** : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

#### **Crimes et délits contre la chose publique**

##### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

#### **Infractions en matière d'armes et munitions**

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>433</b>	<b>1 867</b>	<b>1 913</b>	<b>2 260</b>	<b>2 788</b>	<b>2 990</b>	<b>3179</b>		
Banfora	-	-	-	90	99	81	98	130	146
Baporo	33	35	56	76	66	82	43	24	43
Bobo-Dioulasso	169	230	286	256	314	322	333	296	343
Bogandé	-	-	-	41	60	53	66	79	67
Boromo	-	-	-	-	57	46	110	95	86
Dédougou	126	168	169	173	98	123	141	155	133
Diapaga	-	-	-	-	11	22	28	47	48
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	54	72
Dori	49	55	50	41	48	70	82	117	114
Fada N'gourma	79	75	86	61	75	102	116	162	135
Gaoua	81	72	86	101	93	95	147	134	101
Kaya	61	51	81	130	138	156	165	175	155
Kongoussi	-	-	-	19	84	106	97	58	55
Koudougou	9	95	80	85	83	101	90	107	135
Léo	-	-	-	-	-	-	48	97	97
Manga	-	-	-	16	43	63	155	135	125
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	17	24
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	15	23
Ouagadougou*	286	376	401	591	410	557	720	670	931
Ouahigouya**	121	85	80	69	89	108	145	171	112
Tenkodogo	22	17	58	102	112	150	171	199	177
Tougan	-	-	-	16	33	23	33	53	57

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.20 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010
<b>Ensemble</b>	<b>412</b>	<b>481</b>	<b>512</b>	<b>625</b>	<b>732</b>	<b>882</b>	<b>969</b>	<b>1 074</b>	<b>1 046</b>
Banfora	-	-	-	29	30	31	23	40	42
Baporo	12	12	22	16	9	39	16	7	12
Bobo-Dioulasso	66	91	108	29	143	147	72	82	95
Bogandé	-	-	-	15	16	15	23	26	23
Boromo	-	-	-	-	28	13	36	53	24
Dédougou	44	64	57	67	29	44	44	48	27
Diapaga	-	-	-	-	4	6	14	19	19
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	22	28
Dori	13	19	15	9	14	16	23	38	39
Fada N'gourma	23	29	25	15	32	32	41	76	49
Gaoua	37	25	32	29	29	32	40	35	25
Kaya	26	17	23	49	66	74	77	74	54
Kongoussi	-	-	-	11	29	31	32	18	18
Koudougou	1	38	38	33	42	40	36	45	51
Léo	-	-	-	-	-	-	23	41	36
Manga	-	-	-	6	18	34	60	39	40
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	5	6
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	7
Ouagadougou*	131	148	136	243	138	213	269	256	319
Ouahigouya**	48	29	28	13	29	40	48	51	28
Tenkodogo	11	9	28	59	58	66	79	83	71
Tougan	-	-	-	2	18	9	13	11	33

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	
	<b>29</b>	<b>24</b>	<b>42</b>	<b>37</b>	<b>58</b>	<b>94</b>	<b>59</b>	
Banfora	-	-	-	1	1	0	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	3	5	0	2	7	9	3	5
Bogandé	-	-	-	1	1	1	1	1
Boromo	-	-	-	-	1	0	2	7
Dédougou	0	1	2	2	1	0	1	3
Diapaga	-	-	-	-	3	0	0	1
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	0
Dori	0	0	0	0	0	0	0	2
Fada N'gourma	2	3	0	0	1	2	1	10
Gaoua	0	0	5	2	1	2	0	1
Kaya	2	1	4	5	4	9	14	11
Kongoussi	-	-	-	3	4	1	3	2
Koudougou	0	4	6	1	5	1	4	2
Léo	-	-	-	-	-	-	2	1
Manga	-	-	-	0	1	3	4	5
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	1
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	1
Ouagadougou*	2	6	7	3	4	6	21	21
Ouahigouya**	1	1	3	2	0	0	1	3
Tenkodogo	0	0	2	1	4	3	0	17
Tougan	-	-	-	1	4	0	0	0

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.22 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010
<b>Ensemble</b>	<b>765</b>	<b>968</b>	<b>988</b>	<b>1 448</b>	<b>1 455</b>	<b>1 681</b>	<b>1 902</b>	<b>2 137</b>	<b>2303</b>
Banfora	-	-	-	78	70	71	77	113	122
Baporo	28	27	50	54	49	66	37	21	33
Bobo-Dioulasso	100	198	213	210	246	215	207	203	223
Bogandé	-	-	-	33	50	41	54	63	45
Boromo	-	-	-	-	50	34	83	63	53
Dédougou	102	123	126	133	75	102	101	119	102
Diapaga	-	-	-	-	7	9	21	39	23
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	40	52
Dori	35	45	37	30	36	55	53	90	85
Fada N'gourma	50	51	57	39	47	72	84	139	101
Gaoua	68	59	0	68	74	61	86	97	72
Kaya	45	33	47	107	112	121	116	144	120
Kongoussi	-	-	-	17	71	94	72	42	47
Koudougou	5	79	65	69	71	77	63	79	107
Léo	-	-	-	-	-	-	44	80	78
Manga	-	-	-	10	28	45	101	102	89
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	12	19
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	5	14
Ouagadougou*	218	274	297	455	291	399	427	426	665
Ouahigouya**	96	65	58	53	68	90	113	100	81
Tenkodogo	18	14	38	85	87	113	140	126	126
Tougan	-	-	-	7	23	16	23	34	46

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

tre les biens, détenus au 31 décembre par établissement

	2005	2006	2007	2008	2009	2 010			
	<b>1 546</b>	<b>1 581</b>	<b>1 827</b>	<b>2 141</b>	<b>2 307</b>	<b>2 450</b>			
Banfora	-	-	-	83	87	76	81	118	129
Baporo	28	27	50	57	50	75	39	22	39
Bobo-Dioulasso	124	211	228	227	286	238	259	231	230
Bogandé	-	-	-	33	55	41	57	66	47
Boromo	-	-	-	-	51	41	87	75	67
Dédougou	108	140	137	138	78	112	111	123	106
Diapaga	-	-	-	-	7	10	23	39	28
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	43	55
Dori	40	49	39	35	40	58	57	96	91
Fada N'gourma	55	58	64	42	52	82	93	143	102
Gaoua	70	62	65	79	79	65	110	106	75
Kaya	48	37	48	109	113	123	126	153	131
Kongoussi	-	-	-	19	73	95	77	51	48
Koudougou	5	81	70	75	75	83	71	87	113
Léo	-	-	-	-	-	-	44	82	86
Manga	-	-	-	10	31	48	105	113	97
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	13	20
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	8	18
Ouagadougou*	231	299	330	481	317	447	508	448	695
Ouahigouya**	99	66	60	59	70	91	118	106	84
Tenkodogo	19	15	42	92	94	123	152	150	136
Tougan	-	-	-	7	23	19	23	34	53

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.24 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010
<b>Ensemble</b>	<b>54</b>	<b>85</b>	<b>108</b>	<b>118</b>	<b>136</b>	<b>129</b>	<b>175</b>	<b>238</b>	<b>314</b>
Banfora	-	-	-	2	2	3	9	3	9
Baporo	5	7	6	17	11	4	3	0	3
Bobo-Dioulasso	11	13	30	11	19	21	23	32	62
Bogandé	-	-	-	5	5	5	5	12	17
Boromo	-	-	-	-	5	0	7	9	12
Dédougou	3	8	8	12	9	3	10	21	19
Diapaga	-	-	-	-	2	5	3	6	14
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	7	13
Dori	4	6	7	4	7	11	11	9	13
Fada N'gourma	3	6	10	7	9	9	9	5	13
Gaoua	2	2	5	6	5	19	11	18	16
Kaya	1	4	3	4	7	6	0	6	7
Kongoussi	-	-	-	-	5	9	7	2	4
Koudougou	1	6	5	5	4	5	10	11	10
Léo	-	-	-	-	-	-	2	5	1
Manga	-	-	-	4	2	6	9	5	11
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	3	0
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Ouagadougou*	13	20	22	29	21	14	40	41	53
Ouahigouya**	9	12	6	5	7	4	5	11	14
Tenkodogo	2	1	6	7	10	3	7	16	19
Tougan	-	-	-	0	6	2	4	13	1

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
<b>Ensemble</b>	<b>48</b>	<b>67</b>	<b>70</b>	<b>113</b>	<b>93</b>	<b>114</b>	<b>190</b>	<b>364</b>	<b>313</b>	<b>259</b>
Banfora	-	-	-	-	1	5	2	6	5	7
Baporo	3	0	1	0	1	0	1	1	2	1
Bobo-Dioulasso	3	23	4	17	7	2	48	34	17	37
Bogandé	-	-	-	-	3	0	3	3	0	3
Boromo	-	-	-	-	-	1	2	12	7	4
Dédougou	5	4	5	7	9	4	4	9	9	7
Diapaga	-	-	-	-	-	2	0	1	2	5
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	-	3	4
Dori	5	4	0	2	0	0	1	13	8	5
Fada N'gourma	3	8	8	9	4	7	5	8	8	14
Gaoua	2	5	0	9	9	2	8	17	7	7
Kaya	4	3	3	26	14	14	22	34	9	11
Kongoussi	-	-	-	-	0	4	1	12	4	1
Koudougou	3	0	4	1	0	0	3	3	4	5
Léo	-	-	-	-	-	-	-	2	9	4
Manga	-	-	-	-	2	4	7	30	11	11
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2
Ouagadougou*	17	11	41	30	31	51	66	158	140	105
Ouahigouya**	2	8	3	5	1	9	2	13	39	9
Tenkodogo	1	1	1	7	3	6	14	8	24	13
Tougan	-	-	-	-	8	3	1	0	2	0

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako

Tableau 5.26 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>201</b>	<b>288</b>	<b>220</b>	<b>475</b>	<b>504</b>	<b>741</b>	<b>742</b>	<b>1 049</b>	<b>1 512</b>
Banfora	-	-	-	27	33	44	48	62	88
Baporo	17	19	21	28	35	17	26	15	28
Bobo-Dioulasso	18	67	19	71	16	30	32	112	143
Bogandé	-	-	-	4	6	19	21	21	19
Boromo	-	-	-	-	0	8	19	28	26
Dédougou	44	82	41	74	45	60	66	88	84
Diapaga	-	-	-	-	0	1	5	13	19
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	0
Djibo	-	-	-	-	-	-	-	15	24
Dori	11	22	16	15	22	45	44	65	44
Fada N'gourma	10	11	16	15	16	20	33	55	46
Gaoua	16	17	9	24	29	31	39	40	42
Kaya	17	6	15	28	39	41	40	59	76
Kongoussi	-	-	-	4	34	37	27	25	33
Koudougou	7	5	11	16	26	40	32	33	55
Léo	-	-	-	-	-	-	6	36	35
Manga	-	-	-	0	0	0	45	8	74
Nouna	-	-	-	-	-	-	-	0	4
Orodara	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Ouagadougou*	40	39	57	154	175	272	180	265	531
Ouahigouya**	21	20	15	15	19	37	47	52	46
Tenkodogo	0	0	0	0	0	32	30	32	78
Tougan	-	-	-	0	9	7	2	23	15

\*y c Ziniaré, \*\*y c Yako



*Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.*

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels.....	21
Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2010 par localité .....	21
Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel.....	23
Tableau 2.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA).....	25
Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA) .....	25
Tableau 2.6 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position.....	27
Tableau 2.7 : Magistrats par type de juridiction .....	27
Tableau 2.8 : Magistrats par juridiction.....	29
Tableau 2.9 : Greffiers en chef, Greffiers et Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté et par position.....	31
Tableau 2.10 : Greffiers en chef, Greffiers et Secrétaires des greffes et parquets par type de juridiction.....	31
Tableau 2.11 : Greffiers en chef, Greffiers et Secrétaires des greffes et parquets par juridiction .....	33
Tableau 2.14 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention .....	36
Tableau 2.15 : Personnel de sécurité pénitentiaire selon le grade par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre .....	37
Tableau 2.16 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position par sexe en 2009 .....	39
Tableau 2.17 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe.....	39
Tableau 2.12 : Huissiers de justice et Avocats par sexe, par ancienneté et par position.....	41
Tableau 2.13 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position .....	41
Tableau 3.1 : Activités du siège de la Cour de cassation.....	44
Tableau 3.2 : Activités du parquet général de la Cour de cassation .....	44
Tableau 3.3 : Activités en matière civile, commerciale et sociale des cours d'appel .....	46
Tableau 3.4 : Ensemble des affaires nouvelles en matière civile, commerciale et sociale par Cour d'appel .....	48
Tableau 3.5 : Affaires nouvelles en matière civile, commerciale et sociale en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel .....	48
Tableau 3.6 : Ensemble des décisions rendues dans les affaires en matière civile , commerciale et sociale par Cour d'appel.....	48
Tableau 3.7 : Décisions rendues sur le fond dans les affaires en matière , commerciale et sociale par Cour d'appel.....	48
Tableau 3.8 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel.....	48
Tableau 3.9 : Décisions rédigées par Cour d'appel.....	48
Tableau 3.10 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel.....	49
Tableau 3.11 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine .....	49
Tableau 3.12 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel .....	49
Tableau 3.13 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel.....	49
Tableau 3.14 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres.....	49
Tableau 3.15 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation.....	50
Tableau 3.16 : Décisions rendues par chambre d'accusation .....	50
Tableau 3.17 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles.....	50
Tableau 3.18 : Décisions rendues par chambre criminelle .....	50
Tableau 3.19 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance .....	52
Tableau 3.20 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance .....	52
Tableau 3.21 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance.....	54
Tableau 3.22 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance.....	54
Tableau 3.23 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance .....	57
Tableau 3.24 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer) .....	58
Tableau 3.25 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	58
Tableau 3.26 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	59
Tableau 3.27 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance .....	59
Tableau 3.28 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	61
Tableau 3.29 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	61

e et commerciale par année selon la durée de la procédure droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	63
endues en 2010 par l'ensemble des parquets civils selon la .....	65
Tableau 3.32 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil.....	65
Tableau 3.33 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées en 2010 par parquet civil.....	67
Tableau 3.34 : Conclusions rendues en 2010 selon la nature des affaires par parquet civil.....	67
Tableau 3.35 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance .....	69
Tableau 3.36 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance .....	71
Tableau 3.37 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance.....	71
Tableau 3.38 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance.....	73
Tableau 3.39 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par tribunal de grande instance .....	73
Tableau 3.40 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes m%urs par tribunal de grande instance.....	75
Tableau 3.41 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par tribunal de grande instance .....	75
Tableau 3.42 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance .....	77
Tableau 3.43 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance.....	77
Tableau 3.44 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance .....	78
Tableau 3.45 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance .....	78
Tableau 3.46 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance .....	80
Tableau 3.47 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance .....	80
Tableau 3.48 : Mineurs concernés par les activités des parquets .....	83
Tableau 3.49 : Mineurs concernés par les activités des parquets par tribunal de grande instance.....	83
Tableau 3.50 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance .....	85
Tableau 3.51 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance .....	87
Tableau 3.52 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance .....	87
Tableau 3.53 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance.....	89
Tableau 3.54 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance.....	89
Tableau 3.55 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance .....	90
Tableau 3.56 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance.....	90
Tableau 3.57 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance .....	91
Tableau 3.58 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes m%urs par tribunal de grande instance.....	91
Tableau 3.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle selon la durée de la procédure.....	92
Tableau 3.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	92
Tableau 3.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance .....	93
Tableau 3.61 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance .....	93
Tableau 3.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance .....	94
Tableau 3.62 (suite) : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance .....	94
Tableau 3.63 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'onstruktion des tribunaux de grande instance.....	96
Tableau 3.64 : Affaires nouvelles en instruction par tribunal de grande instance .....	96

minée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux	98
minée par tribunal de grande instance	98
au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance	100
Tableau 3.68 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance	100
Tableau 3.69 : Inculpés dans les affaires en instruction, libérés au cours de l'année, selon leur durée de détention provisoire	102
Tableau 3.70 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance	102
Tableau 3.71 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance	103
Tableau 3.72 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire a été de moins 12 mois	103
Tableau 3.73 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance	104
Tableau 3.74 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance	104
Tableau 3.75 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure	105
Tableau 3.76 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée en 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	105
Tableau 3.76 (suite) : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée en 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	106
Tableau 3.77 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	106
Tableau 3.77 (suite) : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	107
Tableau 3.78 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	107
Tableau 3.78 (suite) : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2010 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance	108
Tableau 3.79 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance	110
Tableau 3.80 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance	110
Tableau 3.81 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance	112
Tableau 3.82 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	112
Tableau 3.83 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	114
Tableau 3.84 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance	114
Tableau 3.84 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance	117
Tableau 3.85 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance	119
Tableau 3.86 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance	119
Tableau 3.87 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance	119
Tableau 3.89 : Jugements rédigés par tribunal d'instance	119
Tableau 3.90 : Activités des tribunaux de simple police	119
Tableau 3.91 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi	121
Tableau 3.92 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger	121
Tableau 3.93 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	121
Tableau 3.94 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants	121
Tableau 3.95 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	121
Tableau 3.96 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants	121
Tableau 3.97 : Activités des tribunaux pour enfants	123
Tableau 3.98 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants	123
Tableau 3.99 : Décisions rendues par tribunal pour enfants	123
Tableau 3.100 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail	125
Tableau 3.101 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail	127
Tableau 3.102 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail	127
Tableau 3.103 : Affaires nouvelles de non paiement de salaires par tribunal du travail	127
Tableau 3.104 : Décisions rendues par tribunal du travail	127
Tableau 3.105 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail	127
Tableau 3.106 : Décisions rédigées par tribunal du travail	127
Tableau 4.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes	131

la Cour des comptes.....	131
la Cour des comptes.....	133
.....	135
gouvernement du Conseil d'Etat.....	137
Tableau 4.6 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs.....	139
Tableau 4.7 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif .....	141
Tableau 4.8 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif.....	141
Tableau 4.9 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif .....	143
Tableau 4.10 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif.....	143
Tableau 4.11 : Décisions rendues selon le type de procédure par tribunal administratif.....	145
Tableau 4.12 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs.....	145
Tableau 4.13 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement.....	147
Tableau 4.14 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement .....	147
Tableau 5.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre .....	151
Tableau 5.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre .....	151
Tableau 5.3 : Incarcérations.....	151
Tableau 5.4 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	152
Tableau 5.5 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	152
Tableau 5.6 : Incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire.....	153
Tableau 5.7 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire .....	153
Tableau 5.8 : Caractéristiques des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre .....	156
Tableau 5.9 : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	158
Tableau 5.9 (suite) : Caractéristiques des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	158
Tableau 5.10 : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	159
Tableau 5.10 (suite) : Prévenus selon la nature de l'infraction au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	159
Tableau 5.11 : Caractéristiques des inculpés, détenus dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31 décembre.....	161
Tableau 5.12 : Ensemble des inculpés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	163
Tableau 5.13 : Inculpés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	163
Tableau 5.14 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	165
Tableau 5.15 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	165
Tableau 5.16 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	166
Tableau 5.17 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	166
Tableau 5.18 : Caractéristiques des condamnés détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre.....	168
Tableau 5.19 : Condamnés, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	170
Tableau 5.20 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	170
Tableau 5.21 : Mineurs, condamnés et détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	171
Tableau 5.22 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	171
Tableau 5.23 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	172
Tableau 5.24 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire .....	172
Tableau 5.25 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	173
Tableau 5.26 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	173